

### Le prochain conseil des ministres se tiendra à Évry

Le prochain conseil des ministres, mercredi 26 février, se tiendra dans la ville nouvelle d'Évry, à la préfecture de l'Essonne. Il sera consacré principalement aux problèmes des collectivités locales et à ceux de l'environnement.

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 10 F; Arabie, 10 F; Espagne, 10 F; France, 1,20 F; Italie, 10 F; Japon, 10 F; Liban, 120 F; Maroc, 10 F; Mexique, 10 F; Pays-Bas, 10 F; Portugal, 10 F; Royaume-Uni, 10 F; Suisse, 10 F; U.S.A., 10 F; Venezuela, 10 F.

1,20 F  
5, RUE DES ITALIENS  
75117 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 4207-23 Paris  
Télé Paris n° 63272  
Tél. : 770-91-29

### BULLETIN DE L'ÉTRANGER

#### M. SAUVAGNARGUES A ATHÈNES

La visite de quarante-huit heures que M. Sauvagnargues a commencée lundi, à Athènes, au cours de sa tournée dans les Balkans, se poursuit dans la capitale grecque. Il sera consacré principalement aux problèmes des collectivités locales et à ceux de l'environnement.

Il faut dire que le ministre français des affaires étrangères ne s'est pas facilité la tâche en déclarant, dans une interview au journal turc « Milliyet », le 3 février, que la France n'aurait aucune objection de principe à la cession de matériel militaire à un pays ami et allié comme la Turquie.

La France n'est, évidemment, pas seule à exercer une influence à Athènes. Si l'opinion publique paraît acquiescente à ce qui fut appelé, l'été dernier, l'alliance franco-grecque, un certain « establishment » considère la France sans bienveillance particulière.

A propos de Chypre, la France a mis un peu d'eau dans son vin depuis ses déclarations très pro-grecques de l'an dernier. Comme la plupart des autres gouvernements qui jouent le rôle de « spectateurs intéressés » dans cette crise — l'administration américaine notamment, abstraction faite du Congrès, mais aussi l'Union soviétique elle-même — Paris hésite à mettre tous ses œufs dans le même panier.

M. Sauvagnargues pourra se retrancher derrière la position de Nenf, qui, le 13 février dernier, ont prudemment proposé leurs bons offices sans employer le mot — pour favoriser des conversations directes. Aucune réaction officielle n'a encore été enregistrée à cette proposition, mais il semble que les Grecs, pour le moment, insistent plutôt sur les Nations unies et leur Conseil de sécurité, lequel devait débattre le nouveau problème ce lundi.

Les relations sont plus prometteuses sur le plan bilatéral. Si, sur le plan culturel, la langue française est battue en brèche par l'anglais, la France est devenue en Grèce le deuxième investisseur étranger, après les États-Unis, et le troisième client, après ces derniers pays et l'Allemagne fédérale. Avant déjà triplé en cinq ans des échanges qui ont souffert fortement favorables, elle devrait voir progresser encore cette coopération, même si le climat politique n'est plus tout à fait ce qu'il était il y a six mois.

### LA PRÉPARATION DU « SOMMET » D'ALGER

#### Les ministres de l'OPEP recherchent les moyens de protéger les pays exportateurs de pétrole contre la baisse du « brut » et du dollar

Moscou double le prix du carburant vendu au Comecon

Les ministres du pétrole des pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) se réunissent à Alger, samedi 26 février. Ils doivent, en principe, retrouver leurs collègues des affaires étrangères et des finances samedi prochain, à Alger, pour préparer le « sommet » des chefs d'État de l'OPEP, qui débutera le mardi 4 mars dans la capitale algérienne.

Le Venezuela et le Koweït viennent de réaffirmer leur appui à la proposition française de conférence internationale sur l'énergie; mais la façon dont celle-ci se préparait inquiète l'Algérie. M. de Guiringaud, envoyé spécial de l'Élysée, s'en est expliqué samedi à Alger avec M. Abdesselam, ministre algérien de l'Industrie.

#### L'espoir a changé de camp

C'est dans l'inquiétude que se réunissent à Alger les ministres du pétrole de l'OPEP, avant de se retrouver à Alger, samedi prochain, pour préparer le « sommet » du 4 mars. Tout se passe, en effet, comme si l'espoir avait passé du camp des producteurs à celui des consommateurs.

Il a suffi que le prix du pétrole baisse de quelques cents pour qu'une sorte de soulagement s'empara des esprits occidentaux. Les mêmes, souvent, qui se répandaient il y a quelques mois en propos apocalyptiques.

Le prix du « brut » demeure pourtant supérieur, au moins en valeur nominale, au niveau atteint à la fin de l'année 1972, après son quadruplement. Tout au long de l'année 1974, il a augmenté, à cause de la malicie croissante des États producteurs sur le capital des sociétés pétrolières.

### AU JOUR LE JOUR

#### LE MUSCLE

Médecin, ou, chirurgien, non; conducteur d'autobus, ou, pilote de ligne, non; premier ministre, ou, président de la République, non. Il est visible que la féminisation de tel ou tel métier est vue par l'opinion à travers un certain mythe musculaire. Ce n'est pas l'esprit qu'on refuse aux femmes, c'est le muscle.

Cette distinction entre les sexes est certes un peu simpliste, mais enfin on peut admettre que la différence d'organisation et de fonctions biologiques implique des différences d'aptitudes. Ce qui est inquiétant, c'est la hiérarchie de ces aptitudes. On peut trouver déplorable que les notions de responsabilité, de décision, de commandement, semblent rester liées dans le subconscient de nos contemporains à l'image du gorille, même aux mains en baïonnette et à la cervelle en coup de poing.

ROBERT ESCARPIT.

### ÊTRE SCOUT AUJOURD'HUI

Toujours prêt? En tout cas toujours présent. Le scoutisme, presque apolitain, puisque né en 1908 en Grande-Bretagne, reste aujourd'hui l'un des mouvements de jeunesse les plus influents et les plus importants au monde. En France même, il demeure, malgré l'accumulation des clichés et des sarcasmes, un lieu de rencontre privilégié entre adultes et jeunes.

#### I. - De la caricature à la réalité des chiffres

Un grand dadais bien gentil, bien serviable, un peu naïf, plein de bonne volonté et de paternelle sollicitude, « toujours prêt » à se dévouer et tellement disponible qu'il en devient encombrant. Un « boy-scout ».

Le boy-scoutisme, c'est le scoutisme vu par les non-scouts : paternalisme et sollicitude surcraus, cultivés dans l'odeur des feux de camp et la simplicité d'une vie communautaire édifiante. C'est une caricature, réduisant le scoutisme à un bizarre mélange de genres, militaire-pédagogico-juvénile, où des générations de jeunes seraient apprises le chant choral, la marche à pied, le réouage des marmittes, le respect de la patrie, des aînés, des parents, de la nature et de ce qui est éternel, de Dieu. À un jeu, dans lequel des adultes en petit uniforme — sans doute demeurés ou prématurément retombés en enfance — propulsent leurs « troupes » vers leur saint à grands coups de sifflets, de promesses, de badges et de corvées.

Imaginez-vous sans sourire M. Valéry Giscard d'Estaing dans son uniforme de lieutenant, chantant la célèbre complainte « Dans la troupe, y a pas de fombes de bous; y a que des nouvelles, mais ça n'est pas... ». M. Jacques Chirac, le jour où il reçut des scouts de France, ses païns, son toto et « Si son courageux »? M. Michel Rocard, faisant chez les Éclaireurs unionistes l'apprentissage de l'autogestion? Mme Brigitte Bardot, en nattes, la mine timide, avec sa jupe plissée de Guides de France? M. Pierre Bellemare, chez les Scouts de France, où il y avait sûrement « quelque chose à faire »?

L'image est là, tenace, empreinte nourrie par l'accumulation des clichés et des préjugés, d'un

### SELON LE PRÉSIDENT ASSAD

#### La Syrie ferait la paix avec Israël si elle récupérait le Golan et si un État palestinien était créé

Le général Assad, chef de l'État syrien, a annoncé, dans une interview à Newsweek, qu'il était prêt à signer un traité de paix avec Israël en échange de la restitution des hauteurs du Golan et de la création d'un État palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza. C'est la première fois depuis la création de l'État juif, il y a vingt-sept ans, qu'un dirigeant syrien parle de paix avec lui.

À Washington, le sous-secrétaire d'État, M. Joseph Sisco, a reconnu que la récente mission de M. Kissinger au Proche-Orient n'avait abouti à aucune percée diplomatique. Il a indiqué, d'autre part, que le gouvernement américain ne garantirait éventuellement la sécurité d'Israël que dans le contexte d'un règlement général entre les parties en conflit.

### APRÈS LE CONSEIL NATIONAL DE L'U.D.R.

#### Émulation et prééminence

M. Michel Poniatowski, qui passe à juste titre pour le stratège politique de M. Giscard d'Estaing, estime que la majorité se compose de quatre familles: la tradition gaulliste, le courant libéral, incarné par les républicains indépendants, la sensibilité démocrate-chrétienne et le fonds radical. Le président de la République, lui, voit surtout dans les partis de la majorité des relais d'opinion, des courroies de transmission, chargés d'éclairer, en marge des explications directement données

ou pays par ces gouvernants, l'action du pouvoir.

Il ne leur est pas interdit d'avoir des idées, mais, dans la pratique, le capot d'initiative appartient à l'exécutif et principalement à son chef: les partis associés ou gouvernement sont des intermédiaires, présents sur le terrain et acteurs indispensables au Parlement, ne serait-ce que pour faire contrepoids à l'opposition.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 8.)

### A PROPOS D'« AU NOM DE LA RACE »

#### La folie et l'horreur

Au nom de la race: un livre (1), un film. L'un et l'autre se complètent. Des documents, des statistiques, des images des témoignages, rassemblés au cours d'une enquête menée pendant trois ans par Marc Hillel, écrivain et cinéaste, et par sa femme, Clotilde Henry. Enquête consacrée à une institution du III<sup>e</sup> Reich longtemps demeurée mystérieuse: le Lebensborn.

Lebensborn: néologisme allemand signifiant « fontaine de vie ». Créé à l'initiative de l'Office de la race et du peuplement, mais placés sous le contrôle de l'état-major SS et de son chef Heinrich Himmler, ces Lebensborn étaient, à l'origine (1938), des foyers d'accueil et des maternités fréquentées dans la majorité des cas par des filles-mères, dont l'enfant avait été reconnu « racialement valable ». Après l'accouchement, les mères avaient le choix entre deux solutions: soit abandonner l'enfant à la SS (l'enfant devenait alors un SS Kind), soit l'emporter avec elle.

Que ces Lebensborn n'aient pas seulement été des entreprises « charitables ». Marc Hillel en est convaincu, comme en était convaincu à l'époque l'homme de la rue. Très vite les « fontaines de vie » ouvrirent leurs portes à des jeunes filles tentées par la propagande du régime et désireuses d'offrir un enfant au Führer (ce qu'on appelait le Führerkind). À ces jeunes filles, le Lebensborn, devenu centre de procréation dirigée, fournissait le porteur idéal (un SS naturellement). Si, malgré les précautions prises, le produit de l'accouplement se révélait de « mauvaise qualité », il était systématiquement éliminé.

Interviews, rapports officiels, photos d'archives: c'est le caractère obsessionnel du racisme nazi que Marc Hillel met en lumière dans le premier volet du film. C'est son horreur qu'il dénonce dans le second volet, quand les « fontaines de vie » se transforment en fontaines de mort. (Le Monde du 13-14 octobre 1974.)

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 27.)

FUS DE DISCUTER  
PÉTROLE  
les positions  
à la conférence  
très éloignées.

se réunir pour se...

là!

Printemps Eté 75  
Mondial  
Nement cher vous  
nière commande

**BERNARD CLAVEL**  
de l'Académie Goncourt

**LETRE A UN KÉPI BLANC**

Un écrivain parle à un soldat

**ROBERT LAFFONT**

**Le Monde**  
commencera  
dans son prochain numéro  
la publication d'un bilan de  
LA SITUATION  
ÉCONOMIQUE  
DANS LES RÉGIONS

# EUROPE

## Allemagne fédérale

### La réunion de l'Internationale socialiste a été marquée par une vive discussion entre Mme Meir et le chancelier Kreisky

Berlin. — Dans un centre de formation et de repos appartenant aux syndicats et étroitement gardé par la police, les dirigeants des partis socialistes et sociaux-démocrates européens se sont réunis le 23 février près de Berlin-Ouest à l'invitation de M. Willy Brandt, président du parti social-démocrate allemand. En présence de Mme Golda Meir et de M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, quatre chefs de gouvernement — MM. Palme (Suède), Kreisky (Autriche), Joergensen (Danemark) et Bratelli (Norvège) — et dix-huit délégations — le parti socialiste français était représenté par MM. François Mitterrand, premier secrétaire, et Gaston Defert, président du groupe parlementaire — ont consacré la plus grande partie de leurs travaux aux problèmes du Proche-Orient.

Malgré les réticences des Israéliens, les membres de l'Internationale socialiste ont souhaité que l'Europe puisse contribuer à la paix au Proche-Orient et soit associée à la recherche d'un règlement pacifique. M. Brandt, en tant que porte-parole de la conférence, a déclaré qu'il s'agissait de « garanties complémentaires » aux garanties américaines.

Dépendant, le problème palestinien et les relations avec les pays arabes ont provoqué une vive dis-

#### De notre envoyé spécial

ussion entre M. Kreisky, soutenu par M. Palme, d'une part, et Mme Golda Meir, d'autre part. Le chancelier autrichien, qui rentrait d'un voyage dans plusieurs capitales du Proche-Orient, a insisté sur l'importance, pour les pays européens et notamment pour les partis sociaux-démocrates, de développer des « relations constructives » avec les Arabes. Il a proposé la réunion d'une conférence commune aux partis de l'Internationale et aux partis socialistes arabes. Les partis socialistes européens ont déjà eu des contacts avec l'Union socialiste arabe d'Égypte et ils vont entrer en rapport avec le Bass Egypte et le Bass Liban. La question la plus brûlante a concerné, évidemment, d'éventuels contacts avec les Palestiniens. Les Autrichiens et les Suédois ont soutenu que les Israéliens devaient d'abord négocier avec ceux contre lesquels ils se battent et qu'il fallait arriver, un moment ou un autre, à la reconnaissance de l'O.L.P. Ils ont condamné aussi bien les raids israéliens sur le Sud-Liban que le terrorisme palestinien.

Cette intervention a provoqué une réplique véhémement de Mme Golda Meir. Mais passion-

#### né M. Allon a déclaré que l'O.L.P. n'était pas représentative de tous les Palestiniens et qu'il ne saurait être question d'entretenir des contacts avec elle, aussi longtemps qu'elle soutiendrait le terrorisme et qu'elle ne reconnaîtrait pas les droits d'Israël à l'existence. Certains députés ont cependant noté une évolution du point de vue israélien au cours d'une conférence de presse. M. Allon a admis qu'il existait « une identité paléstinienne ». Très critique à l'égard des Américains, le chancelier Kreisky a souhaité que l'Europe ait une politique équilibrée propre. Les États-Unis nous ont fait passer trois fois de politiques équilibrées, que, a-t-il dit, en substance, c'est suffisant. Les différences politiques et idéologiques entre les partis socialistes européens ont été manifestées à propos de la situation économique mondiale. M. Palme a rappelé que le maintien du plein emploi était une tradition de la politique économique social-démocrate qui devait être maintenue et M. Mitterrand a critiqué « l'erreur libérale » qui consiste à lutter contre l'inflation grâce au chômage. Enfin, en l'absence de M. Mario Soares retenu à Lisbonne, les délégués ont entendu un rapport sur la situation politique au Portugal, présenté par un adjoint du ministre des affaires étrangères. Ils ont insisté sur l'importance qu'ils attachaient à la tenue des élections « pour le progrès de la démocratisation ». A propos des relations entre les partis socialistes communistes français, M. François Mitterrand a déclaré, au cours d'une conférence de presse, qu'elles faisaient partie d'une nouvelle dialectique à l'œuvre également en Espagne, au Portugal et en Italie, qui ne devrait pas être absente des réflexions de l'Internationale. DANIEL VERNET.

## Espagne

### Une interview du comte de Barcelone dans le quotidien « ABC » est censurée

Le manifeste par lequel vingt-cinq officiers du génie cantonnés à Barcelone se sont solidarisés avec le commandant Julio Busquets et le capitaine José Julvez, aux arrêts de rigueur depuis le 18 février pour « insubordination » (« Le Monde » daté 23-24 février), comportait, croit savoir le correspondant à Madrid de l'Agence France-Presse, cinq points : affirmation de la loyauté des signalaires au gouvernement ; appel à des changements dans la façon de diriger l'État ; une réaffirmation des fonctions militaires et policières ; à la reddition des justes civiles et militaires ; à la création d'un état-major général coiffant les ministres des trois armes, comme le préconisait l'ancien chef d'état-major, le général Manuel Díez Alegria, mis à la retraite l'été dernier. Le correspondant à Madrid de l'Agence Reuter indique de son côté que les deux officiers arrêtés seraient, avec de jeunes collègues, les auteurs d'une lettre qui circule actuellement au sein de l'armée, dans laquelle ils assurent que le général Franco, maintenant âgé de quatre-vingt-deux ans, devrait songer à prendre sa retraite.

D'autre part, dans une interview de Don Juan, comte de Barcelone, prise par Juan Carlos (successeur désigné du général Franco à la tête de l'État espagnol), a été intégralement censurée dans le quotidien monarchiste « ABC ».

#### De notre correspondant

Madrid. — Le quotidien ABC (monarchiste conservateur) est paru le dimanche 23 février, sans ses premières pages. D'après des sources proches du journal, la couverture était occupée par une grande photographie de Don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, chef de la dynastie espagnole et père du prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco. Les pages suivantes contenaient le texte de déclarations faites il y a quelques semaines par Don Juan au directeur d'ABC. Elles ont été censurées.

Le comte de Barcelone, parlant de l'« ouverture » annoncée le 17 février devant les Cortes par M. Arias Navarro, chef du gouvernement, déclarait dans son interview : « Une grande partie de l'opinion... se prononce en faveur d'une modification de la structure de l'État dans un sens démocratique. Le prince Juan Carlos s'y est rendu à plusieurs reprises. Et c'est cette opinion que le président Arias a essayé de servir avec son discours connu comme celui de l'« esprit du 17 février ».

Commentant la récente loi sur

les associations politiques, le comte de Barcelone affirme : « Quant aux forces politiques qui ne profitent pas du régime, je ne crois pas qu'elles s'en remettent à la nouvelle loi, car l'ingérence de l'État est une politique plus qu'en n'importe quelle matière. » Il ajoute : « Le fait même que survissent les associations est une preuve de ce que le pays souhaite une réforme démocratique. »

Le chef de la dynastie espagnole terminait ainsi sa déclaration : « Je crois que ce doit être l'Espagne pour édifier un avenir solide, c'est une politique intelligente de réconciliation nationale. »

L'existence de cette déclaration était connue dans les milieux de la presse madrilène. Le 21 février, à la sortie du conseil des ministres, les journalistes avaient demandé à M. León Herrera, ministre de l'Information, pourquoi les déclarations de Don Juan n'étaient pas publiées dans le journal ABC. Le ministre avait répondu : « Demandez-le à ABC. » Dimanche 23 février, la question était devenue superflue. — J.-A. N.

### La visite privée du prince Juan Carlos en France Nous avons le désir de voir l'Espagne participer à l'Europe déclare M. Giscard d'Estaing

« Nous avons le désir de voir l'Espagne participer de plus en plus à la vie de cette Europe que nous nous efforçons d'organiser », a déclaré le samedi 22 février à Chambord, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'issue de la deuxième journée de la visite privée en France du prince Juan Carlos. « La France a toujours appuyé la demande de l'Espagne en direction du Marché commun. Nous conservons cette attitude », a poursuivi le président de la République.

Cette déclaration a été faite à l'occasion d'une brève conférence de presse improvisée par les deux hommes d'État au fin d'une chasse aux sangliers dans les tirés du domaine de Chambord. Outre le président de la République française et le successeur désigné du général Franco à la tête de l'État espagnol, MM. Michel Poniatowski, Maurice Herzog, Jacques Soufflet et Pierre Sudreau étaient présents. Cinquante-sept sangliers ont été tués en cinq heures.

Le président de la République a

encore indiqué qu'il souhaitait le développement des relations économiques entre Paris et Madrid. Il a annoncé un prochain voyage en Espagne de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances. Dès cette semaine, deux hauts fonctionnaires français ont des déclarations de relations économiques extérieures et le directeur de l'Industrie, vont se rendre à Madrid.

Le prince Juan Carlos, de son côté, a simplement confirmé, s'exprimant en français, que ses entretiens avec M. Giscard d'Estaing avaient essentiellement porté sur l'Europe et l'éventuelle entrée de l'Espagne dans la Communauté économique.

Le prince Juan Carlos et la princesse Sophie — qui avait, elle, visité le samedi 22 février le château de Chambord en compagnie de M. Giscard d'Estaing — ont quitté Tours pour Madrid le 23 février dans la matinée. Ils avaient passé la nuit à Authon-Loir-et-Cher dans la propriété familiale du président de la République française.

## Grande-Bretagne

### Des indiscrétions du « Morning Star » font rebondir la controverse sur la fortune de la reine

#### De notre correspondant

Londres. — Alors qu'elle commença une visite officielle au Mexique, la reine voit sa fortune privée, l'un des secrets les mieux gardés jusqu'ici, devenir l'enjeu d'une controverse politique soulevée par la gauche du Labour. Une centaine de députés travaillistes avaient déjà manifesté leur mauvaise humeur — apparemment — devant le projet de loi qui proposait d'augmenter la liste civile de la souveraine de quelque 400 000 livres par an. En fait, presque tous ces crédits doivent servir à augmenter les employés et les fonctionnaires de la Cour qui sont, comme tout le monde, victimes de l'inflation.

Une fois sans précédent vient toutefois de l'année dernière, des membres de la gauche qui critiquent les finances royales. Samedi 22 février, l'organisateur communiste Morning Star a publié des photocopies d'une série de lettres qui auraient été échangées en décembre 1973 entre Downing Street, le palais de Buckingham et le ministère du Commerce et de l'Industrie. A ce moment-là, le gouvernement conservateur avait l'intention de faire voter un projet de loi qui, entre autres choses, réduisait de 500 000 livres le montant de la « pallo » à révéler du compte de qui ils achètent ou détiennent des titres de sociétés obscures en Bourse. Le but était de prévenir toute manœuvre susceptible d'être entreprise par des acheteurs anonymes.

Les documents du Morning Star font apparaître qu'une exception était alors envisagée, afin de protéger de la curiosité du public la reine, les chefs d'État ou de gouvernement étrangers, les banques et les autres institutions financières gouvernementales. Tous ces privilégiés auraient d'ailleurs dû promettre qu'ils n'abuseraient pas

de leur avantage pour se livrer à la spéculation boursière. L'ensemble de ces mesures, affirmées par le gouvernement, auraient naturellement été expliquées aux Communes lors de la discussion du projet de loi. Si celle-ci n'a pas eu lieu, c'est tout simplement parce que M. Heath a perdu les élections au début de l'année dernière.

L'origine des documents publiés par le Morning Star reste mystérieuse. La rédaction du journal communiste affirme que les photocopies des lettres lui ont été adressées anonymement par la poste. Elle soutient que, dans un système démocratique, il n'y aurait aucune raison valable de ne pas faire connaître aux citoyens le montant des revenus privés de la souveraine. Ces explications sont cependant quelque peu incertaines à Whitehall, au moment où l'augmentation de la liste civile royale doit prochainement être discutée au Parlement.

JEAN WETZ.

## Le référendum européen

### DES DÉPUTÉS NATIONALISTES DEMANDENT LE DÉCOMPTE A PART DES VOIX ÉCOSAISES ET GALLOISES.

Londres. — Plusieurs députés nationalistes gallois et écossais ont déclaré prêts à voter contre le projet de loi gouvernemental instituant un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne si les voix écossaises et galloises ne sont pas comptées à part.

Ces députés estiment que le décompte à part des voix de leurs régions démontre clairement l'indivisibilité de la majorité des Écossais et des Gallois à la Communauté européenne.

Le gouvernement britannique souhaite, pour sa part, que les voix soient comptabilisées sur une base nationale afin d'éviter que des députés ne se trouvent en contradiction avec leurs électeurs et que certaines tendances séparatistes ne soient éventuellement mises en évidence.

Le projet de loi sur le référendum sera publié sous forme de Livre blanc mercredi 26 février.

## Union soviétique

### TOUT EN SOUHAITANT UNE AMÉLIORATION DES RAPPORTS AVEC LA CHINE

### La presse accuse Pékin de vouloir convertir le Japon à sa politique antisoviétique

Dans un long article publié le samedi 22 février, la Pravda fait état des déclarations du premier ministre chinois, M. Chou En-lai, devant l'Assemblée nationale populaire chinoise le mois dernier, selon lesquelles Pékin, pour sa part, souhaite un retour à la normale des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. Si les dirigeants chinois sont sérieux dans leurs affirmations, écrit le journal soviétique, et alors ils doivent au moins entreprendre des démarches constructives dans cette voie.

L'article de la Pravda est publié peu de temps après le retour à Pékin du chef de la délégation soviétique aux négociations frontalières, M. Niyozhev. L'organe du P.C. U.R.S.S. ajoute toutefois que les Chinois n'ont répondu de manière positive à aucune des propositions qui leur ont été faites dans le passé par Moscou en vue de normaliser les relations entre les deux pays. Rappelant les thèses soviétiques sur le différend frontalier, il accuse « le groupe marxiste » d'avoir soulevé l'« inexistante » question territoriale afin d'accroître l'hystérie politique « en Chine et d'empoisonner l'atmosphère générale dans le monde ».

Simultanément, d'autres journaux soviétiques accusent la Chine d'utiliser les négociations qu'elle mène actuellement avec le Japon pour convertir ce dernier à sa politique antisoviétique.

#### De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique veut de faire allusion, pour la première fois, au différend qui oppose Pékin et Tokyo à propos de la signature d'un traité de paix sino-japonais. C'est à la Litteraturnaya Gazeta, l'organe de l'Union des écrivains, qu'il est revenu d'abord de mentionner les démarches de l'ambassadeur sans faire allusion à leur substance. — M. Troyanovski se serait élevé contre le principe même d'un traité de paix sino-japonais (voir le Monde des 7 et 14-17 février).

Il n'en demeure pas moins que la conclusion d'un tel traité, même s'il ne contenait aucune clause favorisant la « mise en œuvre » de la diplomatie soviétique. Depuis des années, la normalisation des relations sino-soviétiques bute en effet sur le problème des Kouriles. On voit mal comment Moscou pourrait aujourd'hui réviser sa position et accepter de voir remis en cause certains résultats de la deuxième guerre mondiale. A moins que Tokyo ne revienne sur sa position et accepte la dernière proposition soviétique de signer un simple traité d'amitié, ce qui permettrait de laisser de côté l'épineuse question des îles Kouriles.

Sans doute, la proposition soviétique d'un « mini-traité de paix » constitue-telle pour Moscou un test des intentions japonaises. En dépit d'importantes relations économiques et commerciales, les rapports entre l'U.R.S.S. et le Japon restent en son concept tel un certain irritant et l'on est de plus en plus porté à s'indigner devant les activités d'un véritable lobby chinois à Tokyo. C'est ainsi que l'article de la Litteraturnaya Gazeta commence par une vive critique des correspondants japonais à Pékin, accusés de négliger, ou d'ignorer, les véritables positions chinoises. Selon le journal, cette situation s'expliquerait par des pressions chinoises sur les milieux d'affaires japonais. Ceux-ci, à leur tour, sauraient faire pression sur le presse nipponne pour qu'elle n'évoque en poste à Pékin que des correspondants « étant engagés au préalable à promouvoir la propagande chinoise ».

#### JACQUES AMALRIC

ERRATUM. — Dans la « Lettre de Malte », publiée dans notre précédent numéro (Le Monde daté 23-24 février, page 10), il fallait lire, en troisième colonne : « Mais jusqu'à présent la Constitution établie en 1962 au moment de l'indépendance... » (et non en 1964), ainsi qu'il a été indiqué par suite d'une erreur typographique.)

## Portugal

### M. MENDES FRANCE EN VISITE A LISBONNE

M. Pierre Mendès France était attendu ce lundi 24 février à Lisbonne, invité par le ministre de l'Économie portugais, M. José Silva Lopes. L'ancien président du Conseil français devait également être reçu par le général Costa Gomes, président de la République, et par le général Vasco Gonçalves, premier ministre.

Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Jorge Campinos, a déclaré, le 22 février, que la discussion sur l'instabilité économique du Portugal est de nature interne du parti socialiste avait été les seules raisons qui avaient contraint le ministre des affaires étrangères, M. Marius Soares, à annuler son projet d'assister à la réunion de l'Internationale socialiste à Berlin-Ouest. Cette déclaration était sans doute destinée à couper court à une rumeur insistante à Lisbonne, selon laquelle le secrétaire général du parti socialiste portugais pourrait quitter le gouvernement.

D'autre part, Diego Freitas Amoral a été réélu président du Centre démocratique et social (C.D.S.) à l'issue du congrès de ce parti, qui s'est tenu, quasi secrètement, à Porto, la fin de la dernière semaine. Le congrès de ce mouvement avait été interrompu le 23 janvier lorsque des milliers de manifestants gauchistes avaient assiégé le local où il se déroulait. Quelques dirigeants trop liés au régime de M. Castano n'ont été éliminés. Indique notre correspondant à Lisbonne.

Un double parti a réuni les conditions juridiques nécessaires pour présenter des candidats aux élections législatives de 1976, le Front électoral des commu-

nistes (F.E.C. marxiste-leniniste). Ce Front est le quatrième mouvement d'extrême gauche à se lancer dans la compétition électorale. Les gauchistes déclarent qu'il s'agit, pour eux, de dénoncer la « force électorale ».

## Turquie

### UN MORT ET QUARANTE BLESSÉS A LA SUITE D'INCIDENTS ENTRE ÉTUDIANTS DE DROITE ET DE GAUCHE.

Un écolier âgé de quatorze ans a été tué par balle et quarante personnes blessées au cours de violents incidents survenus le dimanche 23 février à Erzurum, dans l'est de l'Anatolie, entre étudiants d'extrême droite et d'extrême gauche, a annoncé la radio turque. Le meurtrier de l'école a été arrêté ainsi qu'une quinzaine de personnes à la suite de l'intervention d'unités de l'armée après républiques du peuple. Plusieurs centaines de bureaux appartenant à des sympathisants de la gauche ont été saisis, y compris les locaux du parti républicain du peuple. Le ministre turc de l'Intérieur, M. Mülümder Oztekin, a annoncé la semaine dernière au Parlement que 321 arrestations avaient été opérées à la suite d'incidents entre militants d'extrême droite et d'extrême gauche survenus les 15 et 16 février derniers dans l'est du pays. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

### Une diapositive de 30" ?

Le Système "SOUND-ON-SLIDE" 3M

Je désire recevoir une documentation complète sur le "SOUND-ON-SLIDE" qui offre la possibilité de sonoriser les diapositives une à une et de les projeter. Ce système permet de concevoir rapidement un véritable audio-visuel, de modifier son texte à volonté et de traduire à l'auditeur concerné, de changer l'ordre de présentation des vues, d'en ajouter ou d'en retirer.

Nom et fonction : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

3M vous propose deux autres systèmes audio-visuels : la RÉTROPROJECTION et le "SOUND-PAGE" ou "page qui parle".

3M France - B.P. 100 - 91019 Paris - Tél. 202.80.80 - Poste 637

3M AUDIO-VISUEL

Former, Informer, Communiquer.

M. Sisco admet  
n'a pas

Le référendum européen  
DES DÉPUTÉS NATIONALISTES  
DEMANDENT LE DÉCOMPTE A  
PART DES VOIX ÉCOSAISES  
ET GALLOISES.

Union soviétique  
TOUT EN SOUHAITANT UNE AMÉLIORATION  
DES RAPPORTS AVEC LA CHINE  
La presse accuse Pékin de vouloir convertir  
le Japon à sa politique antisoviétique

Portugal  
M. MENDES FRANCE EN VISITE A LISBONNE

Turquie  
UN MORT ET QUARANTE BLESSÉS A LA SUITE D'INCIDENTS  
ENTRE ÉTUDIANTS DE DROITE  
ET DE GAUCHE.

Espagne  
Une interview du comte de Barcelone  
dans le quotidien « ABC » est censurée

Grande-Bretagne  
Des indiscrétions du « Morning Star »  
font rebondir la controverse  
sur la fortune de la reine

Allemagne fédérale  
La réunion de l'Internationale socialiste a été marquée  
par une vive discussion entre Mme Meir et le chancelier Kreisky

Juan Carlos

سكرة من الالاهل

# PROCHE-ORIENT

# AMÉRIQUES

## M. Sisco admet que la dernière mission de M. Kissinger n'a pas abouti à une « percée diplomatique »

États-Unis

En dépit de la querelle sur le Trade Act

### Soviétiques et Américains se prononcent pour le développement des échanges commerciaux bilatéraux

M. Joseph Sisco a admis, le dimanche 23 février, que la dernière mission de M. Kissinger n'a pas abouti à une « percée diplomatique ». Le sous-secrétaire d'État américain a indiqué d'autre part que Washington ne garantirait éventuellement la sécurité d'Israël que dans le contexte d'un règlement général au Proche-Orient.

Un sondage effectué à la mi-février par la firme Yankelovich et publié par l'hebdomadaire « Time » indique que 41 % des Américains sont favorables à une réduction des livraisons d'armes à Israël, tandis que 37 % d'entre eux souhaitent que l'aide militaire soit poursuivie à son niveau actuel et que 8 % voudraient qu'elle soit augmentée.

une source autorisée de l'industrie aéronautique américaine, qui aurait déclaré que « le F-15 est un atout que le secrétaire d'État conserve dans sa manche ».

Vice-ministre soviétique du commerce extérieur, M. Vladimir Alkhimov, accompagné d'une délégation d'experts, a participé la semaine dernière aux travaux de la commission exécutive du Conseil commercial et économique soviéto-américain, organisme intergouvernemental pour le développement des échanges bilatéraux entre les deux pays. Selon l'agence Tass, le secrétaire d'État, M. Kissinger, aurait déclaré le jeudi 20 février devant la commission exécutive que son gouvernement « prendra toutes les mesures nécessaires à la normalisation des rapports commerciaux et économiques avec l'Union soviétique », tandis que d'autres « représentants du gouvernement américain » auraient promis à cette occasion de modifier les dispositions restrictives et discriminatoires à l'égard de l'U.R.S.S. contenues dans le Trade Act, qui, comme on sait, bloquent l'entrée en vigueur du traité commercial américain-soviétique d'octobre 1972.

Malgré ces rapprochements à effets calculés et la déclaration de M. Alkhimov sur les principes du régime soviétique « qui ne sont pas à rendre », il ressort de la réunion du comité exécutif de la commission américano-soviétique que les dirigeants politiques et les hommes d'affaires des deux pays se refusent à considérer l'incident provoqué par le Trade Act comme une raison de rupture. La meilleure preuve en est que la prochaine réunion du comité exécutif est déjà fixée au mois d'août prochain à Moscou, et qu'elle sera présidée par le ministre soviétique du commerce extérieur en personne, M. Nicolas Patolichev, assignataire du traité de commerce de 1972, et du côté américain, par le secrétaire au Trésor, M. William Simon. Rappelons que si le Conseil commercial et économique soviéto-américain possède, depuis la communique commun publié le 26 mai 1972 durant la visite de M. Nixon à Moscou, une existence indépendante, il y est fait explicitement référence dans l'article 9 de ce traité de commerce qu'on dit un peu rapidement « abrogé » ou « dénoncé » par Moscou. Il y aurait là une préférence, parmi d'autres, pour mettre au sommeil ces conseils et les relations et les échanges entre l'U.R.S.S. et les États-Unis étaient tombés au point mort.

A en croire le correspondant diplomatique du magazine « Time », qui a accompagné M. Kissinger dans son récent voyage au Proche-Orient, le secrétaire d'État américain aurait signalé aux dirigeants israéliens avec une « brutale franchise » un changement dans la politique des États-Unis, désormais nettement en faveur d'un « compromis et de la réduction de l'assistance militaire à l'État juif » plutôt que d'une confrontation. M. Kissinger aurait expliqué à M. Itzhak Rabin que la réorientation de la politique américaine est imputable à la récession et à la crise intérieure suscitée par l'affaire du Watergate.

Selon la revue spécialisée américaine « Aviation Week and Space Technology », les livraisons américaines d'appareils F-15 à Israël sont retardées pour « entre autres » des raisons politiques. M. Kissinger, ajoute la revue, considérerait le F-15 comme un atout dont il voudrait se servir pour amener Israël à plus de « souplesse » dans les négociations. La revue cite

« une source autorisée de l'industrie aéronautique américaine, qui aurait déclaré que « le F-15 est un atout que le secrétaire d'État conserve dans sa manche ».

De notre correspondant

comme M. Stevenson (Illinois), M. Bentsen (Texas), M. Church (Idaho) ainsi que par divers représentants du « groupe grec ». Tous reprochent au secrétaire d'État de vouloir rejeter sur le Congrès les responsabilités des difficultés auxquelles s'est heurtée récemment la diplomatie américaine.

Tous ces marchés ont créé un certain malaise au Congrès, qui a voté l'an dernier un texte aux termes duquel tout contrat supérieur à 25 millions de dollars devrait être communiqué au préalable au Congrès, qui aurait alors vingt jours pour bloquer la vente d'armes. Jusqu'à nouvel ordre cependant, le Congrès a fait des commentaires, mais n'a pas rejeté les marchés dont il a eu connaissance.

M. Schlesinger, ministre de la défense, a réaffirmé le dimanche 24 février qu'il n'avait pas de contradiction avec l'avis de plus il n'a pas complètement exclu la possibilité d'une intervention militaire américaine et que les livraisons d'armes représentaient une démarche concertée, un élément important de la diplomatie américaine visant à assurer l'insécurité des États-Unis dans ce secteur vital. Enfin, argument majeur, il a répété qu'à défaut d'armes américaines les pays du Proche-Orient s'adresseraient à d'autres pays, soit de l'Europe occidentale, soit à l'U.R.S.S. et à des pays de l'Est. A cela, le sénateur Kennedy répond qu'aucun effort n'a été tenté en vue de réduire les ventes d'armes par un accord préalable entre pays producteurs d'armes et pays « consommateurs ». Le sénateur ne pouvant compter que sur l'appui d'une quarantaine de ses collègues, sa proposition a peu de chances d'être acceptée, mais elle entendra les critiques du Congrès et de la perplexité du public, sûrement déconcerté par des livraisons d'armes à des pays officiellement considérés comme des adversaires en puissance.

HENRI PIERRE.

### La controverse sur la livraison d'armes aux Arabes

Samedi, le sénateur Kennedy s'en est pris non pas à la personnalité de M. Kissinger, mais à la politique qu'il poursuit concernant la livraison d'armes aux pays du golfe Persique. Le sénateur du Massachusetts a déposé un projet de loi visant à imposer un moratoire de six mois pour les livraisons d'armes aux pays du golfe Persique. Le sénateur du Massachusetts a déposé un projet de loi visant à imposer un moratoire de six mois pour les livraisons d'armes aux pays du golfe Persique. Le sénateur du Massachusetts a déposé un projet de loi visant à imposer un moratoire de six mois pour les livraisons d'armes aux pays du golfe Persique.

### Éthiopie DEUX MINISTRES OBTIENNENT LE GOUVERNEMENT

Deux ministres éthiopiens ont abandonné leurs fonctions et vraisemblablement quitté le pays. Il s'agit de M. Gemel Abdu Kidir et Dagnachew Yigou, respectivement ministre de la santé et de l'agriculture. Le premier, un Erythréen de confession musulmane, aurait quitté la capitale vendredi 18 février; le second se serait réfugié au Soudan. Il y a une dizaine de jours, après avoir dénoncé le « chaos » actuel et l'« incompétence » des nouveaux dirigeants, M. Yigou était partisan d'une réforme radicale. Ses propositions auraient été écartées (le Monde du 18 février).

### Maroc M. Ali Yata est élu secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme

Le changement par rapport au P.C.M. réside dans l'absence de référence formelle au « marxisme-léninisme », dont la mention dans les statuts avait motivé la dissolution de ce parti. Le P.P.S. a tenu sa séance de démarcation de certaines tendances extrêmes: celles des « putschistes militaires » et du « gauchisme ». Il s'est toutefois déclaré « contre la répression qui s'abat sur les gauchistes, persécutés pour leurs idées, tant qu'il s'agit d'idées, car si l'on n'a pas le droit de commettre des erreurs, il n'y a plus de vie, on peut se tromper, et cela ne constitue pas un délit ».

### Syrie Les conditions de la paix avec Israël

Le quotidien Al-Ahram a publié le dimanche 23 février le texte d'une note égyptienne adressée le 9 février aux États-Unis et à l'Union soviétique, concernant la participation de l'O.L.P. aux discussions de paix de Genève. Selon Al-Ahram, la note égyptienne est rédigée sous la forme d'une invitation devant être adressée à l'O.L.P. par les deux super-puissances garantes de la conférence de Genève. Ce texte déclare notamment: « Se réjournant aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale relatives au problème du Proche-Orient; Prenant en considération que la question palestinienne est inséparable du contexte d'une paix juste et permanente au Proche-Orient; Les États-Unis et l'U.R.S.S. insistent sur l'Organisation de libération de la Palestine, en tant que représentants du peuple palestinien, à participer à part entière à la conférence conformément à la résolution du 22 novembre 1974 de l'Assemblée générale, et à prendre part aux travaux sur un pied d'égalité avec les autres délégations présentes. Le comité exécutif de l'O.L.P. — la plus haute instance de la résistance palestinienne — s'est réuni samedi et dimanche pour examiner la conjoncture au Proche-Orient. Selon notre correspondant à Beyrouth, M. Yasser Arafat et ses amis cherchaient, tout autant que les dirigeants syriens, à éviter une rupture avec le gouvernement égyptien. Cette volonté de conciliation n'a pas empêché l'organe de l'O.L.P., Palestine al-Souara, de critiquer, sans le nommer, le ministre égyptien des affaires étrangères, qui avait suggéré la semaine dernière l'internationalisation de Jérusalem. L'hebdomadaire palestinien écrit notamment: « De quel droit un responsable arabe demande-t-il l'internationalisation de Jérusalem? La conscience arabe de ce peuple — elle que le centre de la glorieuse histoire de la nation arabe devient sans identité? Le peuple palestinien, qui a imprégné de son sang la terre de Jérusalem, est prêt à donner en entier son territoire responsable arabe demandant l'internationalisation de Jérusalem. »

### Tchad LE « PROCÈS DU SIÈCLE »

N'Djamena (Reuter). — Lundi 24 février devait s'ouvrir devant la cour criminelle de N'Djamena, siégeant à l'Assemblée nationale tchadienne, le procès de deux personnes accusées de conspiration, parmi lesquelles Mme Kalfouma Guembang, ancienne présidente des femmes du parti progressiste tchadien (P.P.T.), avait été arrêtée le 24 juin 1973, au même temps que le général Malloum, ancien chef d'état-major. Un communiqué de la présidence de la République l'accusa alors d'avoir tenté d'empoisonner le président Ngarta Tombalbaye. Le général Malloum, accusé de tentative de coup d'État, sera jugé ultérieurement. Dans un communiqué annonçant l'ouverture des débats, le ministre de la justice déclare qu'« il s'agit du procès tchadien du siècle », et dénonce ce qu'il qualifie de « tissu de mensonge, de fausseté, de sorcellerie, d'intentions criminelles et de surveillance contre l'État tchadien ».

### Rhodésie M. SMITH POURRAIT ACCEPTER QUE LA MAJORITÉ NOIRE ACCÈDE AU POUVOIR DANS CINQ ANS

Salisbury (A.P.). — Selon un document qui circule actuellement à Salisbury, M. Ian Smith pourrait accepter que la Rhodésie soit gouvernée par la majorité noire dans un délai de cinq années. Rendu public samedi, ce document s'intitule « La commission créée pour la justice et la paix. Rapport de Robert Mugabe à l'exécutif de Justice et Paix, Mardi 17 décembre 1974, à Ancien. Ancien. M. Mugabe approuverait maintenant au comité exécutif du Conseil national africain (A.N.C.), mouvement qui regroupe les nationalistes noirs de Rhodésie. Le document évoque également la visite secrète qu'a eue à Salisbury M. John Vorster, premier ministre sud-africain. Il note que M. Kenneth Kaunda, président zambien, avait envoyé deux émissaires auprès de M. Vorster, après le vote exprimé par ce dernier de contribuer à une défenête dans les rapports entre son pays et l'Afrique noire. Selon le document, M. Vorster aurait déclaré à ces émissaires qu'à son avis la Rhodésie pouvait s'orienter vers le gouvernement de la majorité noire, mais il aurait fait des objections quant au délai de transition. Le premier ministre sud-africain aurait alors demandé à Salisbury l'envoi de deux représentants, qui rendraient effectivement à Pretoria.

# AFRIQUE

+ 512 286  
218  
259  
référendum européen  
Députés Nationaux  
MANDENT LE DÉCOMPTÉ  
RT DES VOIX ÉCOSAISES  
antique  
NE AMELIORATION  
IC LA CHINE  
le vouloir converti  
e antisoviétique

Crise de la presse et autocritique du journalisme

Les tigres de papier

PAR CLAUDE BORIS

320 pages 32 F

combats SEUIL

# ASIE

## Le Népal sur la corde raide

### II. — Pays profond et « zones sensibles »

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Le roi Birendra, qui a succédé au trône du Népal il y a plus de trois ans, a été officiellement couronné ce lundi 24 février à Katmandou (« le Monde » du 23-24 février). A l'issue de la cérémonie, le jeune monarque devait, dans un « important discours politique », annoncer des mesures de libéralisation du régime.

**Katmandou.** Si l'on veut aller au-delà des collines verdoyantes qui encerclent la vallée de Katmandou, ses villes-sœurs et ses deux mille cinq cents temples hindouistes ou bouddhistes, il faut partir à pied : ce pays, grand comme le quart de la France, n'a que 2 000 kilomètres de routes asphaltées. On peut, à la rigueur, prendre un petit avion qui atterrit sur une ancienne risière asséchée. Mais, au bout du compte, il faudra marcher. C'est, d'ailleurs, le meilleur moyen de découvrir le Népal profond.

Sur ses 12 millions d'habitants, 11 millions sont des agriculteurs, c'est le problème de survie. Bien que des progrès médicaux considérables aient été accomplis ces dernières années, l'espérance de vie du Népalais n'est encore que de trente-sept ans. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes en 1974 de la variole, de la tuberculose, de l'hépatite virale ou de la thyphoïde. Le revenu annuel moyen par tête n'atteint pas 300 francs. La moitié des habitants, il est vrai,

ne pratiquent que le troc. Le revenu agricole tend à diminuer, compte tenu de l'accroissement de la population, estimé à plus de 2% par an. De surcroît, malgré une réforme agraire commencée en 1964, le sol est très inégalement distribué. Il y a, dans le Haut-Pays, une véritable « famine de terres », qui s'est traduite ces dernières années par une colonisation sauvage du Terai, massivement déboisé par des milliers de familles venues des collines.

Si l'on a jouté à ce sombre tableau que, selon les statistiques de 1973, plus de 10 millions de Népalais sont analphabètes, que, dans beaucoup de villages, les « élus » au *panchayat* (conseil du village) sont, traditionnellement, les paysans les plus aisés, on peut tenir pour assuré qu'un grand nombre de Népalais n'entendront jamais parler des réformes constitutionnelles annoncées par le roi.

C'est donc entre quelques centaines de milliers de personnes seulement que va se jouer l'avenir du Népal et les habitants de la demi-douzaine de villes moyennes que compte le pays. Car les jacqueries, au Népal comme ailleurs, aboutissent plus souvent au massacre des évoltés qu'à des réformes. Plus précisément, beaucoup dépendra des réactions dans deux secteurs géographiques : la vallée de Katmandou et le Terai.

#### Une armée fidèle

Le souverain ne manque pas d'atouts : la dévotion un peu mystique de la moitié hindoue de la population ; et surtout la fidélité de l'armée, corps ombreux et choyé, dont les officiers se recrutent en grande majorité dans la caste des Chetri — celle de la famille royale — et dont les soldats sont des hommes de la zone des collines — Tamang, Gurung, Nagari. Les Britanniques, les Indiens et, les Nations unies, autant que les maîtres successifs du Népal, ont expérimenté la bravoure et l'efficacité des « Gurkas » sur les champs de bataille. Il faut enfin compter avec le soutien indéfectible au régime et au monarque des gros propriétaires terriens, dont la puissance économique est énorme. La quasi-totalité des députés du *Panchayat* national proviennent d'ailleurs de cette catégorie sociale. C'est aussi parmi elle que se recrutent une bonne partie des cinq mille à six mille Népalais dont le niveau de vie serait compara-

ble, selon les économistes, à celui des habitants de l'Europe occidentale.

Les intellectuels, notamment les étudiants, les membres des professions libérales, et une partie de la bourgeoisie commerciale de Katmandou sont, en revanche, souvent hostiles au Palais. Beaucoup sont favorables au parti du Congrès, les uns parce qu'ils aspirent à participer à la vie politique, les autres par anticommunisme. Pour eux, l'Inde est un symbole de liberté : « Le débat politique est réel : il n'y a pas de censure sur la presse, la vie culturelle y est active. Il est sans doute vrai que la Chine progresse plus vite, sur le plan économique ; mais qui a jamais eu la possibilité d'aller y voir de près ? », nous déclarait récemment un intellectuel.

Les fonctionnaires se recrutent dans leur très grande majorité, dans les deux hautes castes, brahmanes et Chetri, et, surtout,

parmi les Newar. L'éthnie autochtone de la vallée de Katmandou. Celle-ci, forte de 450 000 personnes, fournit au Népal ses artisans les plus doués, ses agriculteurs les plus industrieux, ses commerçants les plus habiles. C'est elle également qui a le plus profité des modestes possibilités d'éducation offertes par le pays. C'est dire que cette ethnique est travaillée de courants contradictoires. Dans l'ensemble privilégiée, au milieu d'un pays misérable, son premier réflexe est le maintien de l'ordre établi. Le Palais ne s'y trompe pas, qui choisit parmi elle de nombreux conseillers. Mais la bourgeoisie Newar,

#### L'enfer devenu grenier

Le Terai est, comme la vallée de Katmandou, une « zone sensible » du Népal. « Le climat du Terai est malsain ; une région insalubre... Sa partie nord-est est recouverte de marais et de forêts vierges. Quelques villages isolés sont perdus dans ce désert sauvage... La jungle est aussi le repaire des ours, des éléphants, des buffles et des rhinocéros. Les cobras, les serpents et les scorpions rendent la région encore plus redoutable. Il est donc compréhensible que les paysans du plateau népalais l'évitent. »

Ces lignes ont été écrites il y a quinze ans à peine, par le géologue suisse Toni Eggen (1). L'un des premiers Européens à avoir parcouru le Népal quand ce pays s'est ouvert aux étrangers en 1950, et l'un des plus fins connaisseurs du pays. Mais cette description du Terai — une plaine qui, sur une profondeur de 25 à 45 kilomètres, s'étire de façon presque ininterrompue au nord de la frontière indo-népalaise — est aujourd'hui inexacte. Non que cette zone soit devenue un paradis. Le climat, très chaud toute l'année, y devient étouffant à l'approche de la mousson, et presque insupportable de juin à septembre, lorsque les orages crévent en cascades de pluie. Mais la région a sans doute plus changé ces quinze dernières années que dans les deux millénaires qui ont précédé.

(1) *Le Népal*, par Toni Eggen, Ed. Kümmerly et Frey, 263 pages, 110 F. (2) Sorte de bière d'orge fermentée.

bouddhiste dans sa majorité, est aussi celle qui envoie ses fils à l'université de Tribuvan, ce foyer potentiel de contestation, et dans des universités étrangères. C'est elle aussi qui subit de plein fouet la hausse actuelle du coût de la vie, plus forte à Katmandou qu'ailleurs. C'est dans ses rangs que se recrutent bon nombre de sympathisants du parti communiste pro-chinois. Ce tiers-état apparemment très pacifique, mais impatient de secouer la domination de la noblesse Chetri, qui a renversé ses rois au dix-huitième siècle — pourrait susciter quelques ennus aux maîtres actuels du Népal.

La forêt vierge, qui recouvrait le nord de Terai, est peu à peu colonisée au prix d'un déboisement forcé contre lequel le gouvernement népalais cherche vainement à lutter. De l'avion qui relie Benares à Katmandou, on aperçoit des colonnes de fumée qui montent de la terre : des incendies, qui éclatent « mystérieusement », font place à cette pour de futures récoltes. Quant aux animaux sauvages, il a fallu les protéger. Le temps est révolu où George V, roi de Grande-Bretagne et empereur des Indes, tuait vingt-cinq ours, en une semaine. Mais les paysans abattent les prédateurs de récolte. Les rhinocéros, dont la corne est un ingrédient indispensable à la fabrication de pilules érotiques, ont été massacrés : il n'en reste plus que cent cinquante au Népal, pour la plupart réfugiés dans le parc national de Chitawan.

Ce bouleversement des dernières années a une seule cause : l'éradication à peu près totale de la malaria dans cette région, grâce aux efforts de l'Organisation mondiale de la santé. L'enfer népalais, comme on qualifiait il y a vingt ans le Terai, cette jungle à l'équilibre, est devenu grand producteur de riz, de maïs, de jute, de colza. Il comprend les deux tiers des surfaces cultivées du royaume. Il fait vivre quatre millions et demi d'habitants, les deux cinquièmes de la population népalaise. Il compte près d'une dizaine de villes, petites et moyennes, dont la plus

importante, Biratnagar, située à l'extrême-est du pays, fait figure de deuxième capitale, et parfois tant elle est turbulente, d'ancrage du Népal. Enfin, le développement des productions agri-

Cette région, généralement rétrogradée au Népal par la Compagnie des Indes à une époque où elle n'intéressait personne, redevient un enjeu important. Le Terai n'est pas seulement le grenier d'un royaume dont la majorité des régions ne produisent pas assez pour nourrir tous les habitants. Grâce à ses deux ou trois récoltes annuelles, il ravitaillait en paddy et en riz les populations indiennes sou-malaises du Bihar et de l'Uttar-Pradesh.

Ses zones encore inexploitées suscitent la convoitise non seulement des Népalais du Haut-Pays, mais aussi des paysans indiens de la plaine gangetique : des affrontements ont déjà eu lieu. Des incidents de frontière se sont parfois produits entre le petit royaume himalayen et son puissant voisin du Sud à la suite des divergences de rivières au cours capricieuses. En outre, les grands projets d'irrigation de certaines zones du Terai risquent de priver

Les Indiens auraient d'autant moins de mal à susciter des réactions autonomistes dans le Terai que Katmandou s'y comporte un peu comme un pays conquis. La capitale y envoie en effet ses cohortes de fonctionnaires : elle réserve une notable partie des terres qu'elle bonifie à des soldats Gurkas retirés du service actif ; elle s'est arrangée, enfin, par un découpage électoral astucieux, à limiter la représentation du Terai à l'Assemblée nationale.

La frontière, qui court entre l'Inde et le Népal pourrait devenir l'enjeu d'un conflit entre les deux pays, après n'avoir été longtemps que l'un des théâtres de leur incessante querelle. Une raison de plus pour le royaume himalayen d'avoir un œil — et le bon ! — rivé sur son voisin du Sud.

Prochain article : **DEUX VOISINS ENCOMBRANTS**



**Jocelyn**  
PARIS  
noblesse  
du  
CUIR  
boots  
pour homme  
style  
nouveau

124 bd St-Germain Paris 6<sup>e</sup> - 033.44.10  
78/78 ch. Guyon (Paris) 8<sup>e</sup> - 225.28.28  
5 rue du Cherche-Midi 8<sup>e</sup> - 548.75.47  
Hops, 3 rue de l'Arc, comédie 328.85.82

## SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

### DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

# AVIS D'APPEL D'OFFRES AVEC CONCOURS POUR LA FOURNITURE DES ELEMENTS D'UN SERVICE DE COMMUTATION DE DONNEES

Les prestations demandées porteront notamment sur :

- Les matériels de commutation;
- Les études et la réalisation du logiciel de commutation.

Plusieurs sociétés à compétences complémentaires pourront s'associer dans le cadre d'une même soumission, les conditions permettant d'assurer une maîtrise d'œuvre unique devant être alors clairement indiquées; dans cette hypothèse, un chef de file devra être désigné.

Les sociétés intéressées se procureront les documents nécessaires à la Direction Générale des Télécommunications. La date limite de retrait de ces documents est fixée au 20 mars 1975.

Les offres devront parvenir avant le 30 mai 1975, à 18 h, à la Direction Générale des Télécommunications. Elles seront rédigées exclusivement en langue française et les prix exprimés en francs français.

سكرا من الامم المتحدة

**Le pouvoir est**

**Un**

Singapour

LE MINISTRE  
DES AFFAIRES ETRANGERES  
SE RENDRE A PEKIN

Depuis 30 ans, le journal  
"Les Annonces" est le  
journal de la vente de son  
produit, locaux, centres, services

صوتنا من الامم

ASIE

Inde

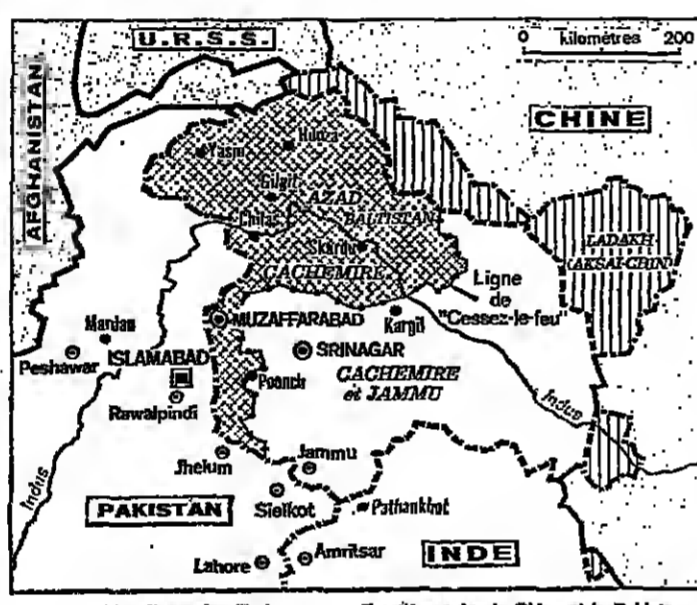
AU CACHEMIRE SOUS ADMINISTRATION INDIENNE

Le pouvoir est confié au dirigeant autonomiste Abdullah

Un accord aux termes duquel le cheikh Abdullah deviendra, mardi 25 février, chef du gouvernement de l'Etat du Jammu-et-Cachemire...

Un « événement historique »

Srinagar. — La neige recouvre encore les tombes des ometières musulmans de la capitale du Cachemire...



Le Front estime que le curia du Cachemire repose sur des relations amicales entre l'Inde et le Pakistan...

Sur les hauteurs de Srinagar, un petit temple dédié à Shiva domine les nombreuses mosquées de la ville.

Singapour

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES VA SE RENDRE À PÉKIN

Singapour (A.F.P.). — M. Rajaratnam, ministre des affaires étrangères de Singapour...

Une victoire de New-Delhi

Ces deux régions forment avec le Cachemire un seul Etat, ayant sa propre Constitution...

A TRAVERS LE MONDE

- Bésil: UN PIRATE DE L'AIR. M. Joël Siquiera, trente ans, a détourné le samedi 22 février...
Chili: LA POLICE a arrêté six cent soixante-quinze personnes au cours d'opérations de « prévention des délits »...
Israël: TRENTE-CINQ SUSPECTS ont été arrêtés par la police israélienne...
Italie: DEUX CENTIS POLICIERS ont manifesté, samedi 23 fé-

Pour faire contrepoids au réarmement du Pakistan par les États-Unis

New-Delhi souhaite un accroissement de l'aide militaire soviétique

New-Delhi. — Accompagné d'une délégation de seize membres, comprenant les commandants en chef de la marine et de l'aviation...

Remerciements chinois

L'équipe chinoise qui a participé aux championnats du monde de tennis de table à Calcutta...

Pour l'offset de bureau, gagnez du temps, voyez le leader



L'offset de bureau Gestetner Superautomat: tout est programmé. Les offsets de bureau les plus vendues en France sont de Gestetner.

Depuis 30 ans, le journal spécialisé "Les Annonces" est toujours le N°1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce.

PRINTEMPS DANS LES HIMALAYAS. 18 avril - 5 mai 1975. RAJSEELING, KALDHUPING, vallées de KILU, de KANORA, de KASHMIR.



+ 512  
286  
o h e  
218  
259

صكرا من الاصل

HINE  
aru

OUTRE-MER

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

POINT DE VUE Pour le changement

par ALBERT PEN (\*)

LES « petits problèmes » survenus à Saint-Pierre-et-Miquelon illustrent parfaitement les maladresses, erreurs et incompréhensions de la politique menée outre-mer.

La toile de fond, bien sûr, là-bas comme ailleurs, c'est la crise économique, l'inflation galopante et le chômage déjà « installé ». Mais cela n'aurait certainement pas suffi, chez les électeurs votant régulièrement « bien », à déclencher autre chose que quelques grèves vite apaisées à coup de crédits soudain débloqués à Paris.

Chez nous, pourtant, pas de problème ethnique, pas de revendication autonomiste, nulle menace d'ordre international !

Ajoutés, que demandent donc ces insulaires qui « cotent » pourtant fort cher par tête à la métropole ? (selon une ancienne bien connue dans les déclarations officielles) ?

Pas grand-chose... Seulement un peu moins de mépris, un peu plus de considération pour les efforts qu'ils font afin de sortir de l'état d'« en vote de développement » où on les maintient... comment dire... avec une grande générosité... trop bien calculée.

Régis selon un statut bâché en 1946 qui les a « dotés » d'un conseil général privé de pouvoirs réels (et d'un conseil privé, en général très bien considéré par les gouverneurs !), les Saint-Pierre-et-Miquelonnais doivent recevoir les autonomes (souvent confortables, c'est vrai) avec reconnaissance et s'abstenir de critiquer gaspillages et malversations qu'éviterait pourtant une gestion confiée aux élus locaux.

Mais il leur est pratiquement interdit de demander un autre statut, « pour éviter des tentatives similaires aux autres territoires d'outre-mer ». Comme si Saint-Pierre-et-Miquelon ressemblait à la Polynésie, pour ne citer que cette dernière ! Les deux derniers ministres des DOM-TOM semblent avoir « évolué » à ce sujet, mais il était plus que temps !

Depuis 1946 les élus locaux ne peuvent donc compter que sur l'insouciance et l'ouverture d'esprit des chefs de territoire qui se succèdent à la barre de trois ans en trois ans — et sur la « conjoncture budgétaire » — pour tenter de faire « décoller » l'archipel. Ce n'est pas être bien méchant que d'écrire que les gouvernements (de la IV<sup>e</sup> comme de la V<sup>e</sup> République) accordent souvent plus d'importance à la « souplesse politique » des gouverneurs qu'à leurs qualités intellectuelles et humaines... Dans un pays aussi isolé et minuscule que nos îles, Dieu sait pourtant si elles sont indispensables !

Alors, si on ne peut changer le statut et puisque les élus n'ont rien de plus à proposer, il faut bien en arriver à changer le gouverneur ou bien (comme en 1965 et en 1975) à envoyer des gendarmes mobiles.

A ce schéma, on apporte quelques variantes : manœuvres politiques pour intimider les élus, les mettre en difficulté devant leurs électeurs, tentatives d'intimidation, dissolution de l'Assemblée, si celle-ci ne se voit pas amener à la démission... Quelques fois discours avant les nouvelles élections, quelques crédits en prime et le tour est jouable...

De ce petit jeu nous avons assez, et c'est ce que sont venus dire à Paris les conseillers généraux qui m'accompagnent. Ils ont trouvé un ministre compréhensif mais manifestement mal informé de la situation qu'avait réussi à créer là-bas son représentant officiel.

Je sais bien que Saint-Pierre-et-Miquelon c'est loin, difficile d'accès... que bien d'autres problèmes se sont révévés dans des terres plus importantes et plus « rentables ». Mais c'est surtout de ce mal que souffre l'outre-mer : une profonde méconnaissance « parisienne » des problèmes régionaux rendant d'autant plus inévitable que les ministres des DOM-TOM ne « durent » guère plus de huit mois, et que les conseillers techniques n'ont que ce temps pour

« étudier » eux-mêmes des territoires disparates et fort éloignés les uns des autres.

Puis-je faire une suggestion à M. le président de la République ? Assurer une plus grande longévité au titulaire du portefeuille de la rue Oudinot, faire circuler ses conseillers dans l'outre-mer, et admettre que même les élus de l'opposition peuvent connaître mieux les problèmes de leur territoire que beaucoup de technocrates de la majorité...

Je ne suis pas de ceux qui détestent le changement, et je crois même à la volonté réelle du président de vaincre certaines pesanteurs, comme je sens maintenant chez l'actuel secrétaire d'Etat aux DOM-TOM la volonté de concertation qui ne fut trop souvent (sauf également chez M. Stasi) que matière à discours...

Pour le changement et la concertation, l'outre-mer offre un vaste champ d'exploitation... A la lumière de ce qui s'est passé dans un territoire comme le mien, où pourtant tout paraissait être réglé pour qu'il ne se passe rien, je pense qu'il est urgent de les pratiquer dans toutes nos terres lointaines. (De mauvais esprits diraient aussi dans l'Hexagone, mais ce n'est pas l'objet de ce petit article.)

Tout ne serait certes pas résolu pour autant. Il faut des crédits, beaucoup de crédits même, pour mettre en valeur notre modeste archipel. Bien utilisés et bien gérés, ils ne seraient plus dépensés en vain, sans profit, ni pour la métropole ni pour des territoires qui ne demandent qu'à lui être (mais librement) attachés.

(\*) Secrétaire de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adez le fameux matelas en mousse de latex

**PIRELLI**

essayez-le chez **CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

Exposition - Essais - Vente

LIVRAISON RAPIDE

87, av. de la République

Paris-11<sup>e</sup> - Tél. 337-46-25

M. Parmentier

1975

AUSTÉRITÉ oui... mais EFFICACITÉ

LE TELEX

LE TELEX oui, mais... ITESER

387.97.00

12, rue Clapart - 75008 Paris

VOTRE TELEX

CLASSEZ VITE ET BIEN

99 F TTC PRIX EXCEPTIONNEL SUR L'ELEMENT D5 A 5 TIROIRS CLEN

PROMOTION DU TIROIR

Je commande : 1 D5 Blanc

Sable  ci-joinctif

de 99 F TTC Franco - GRATUIT catalogue couleurs sur CD Bibliothèques  discoques  Classement diapo  Classement diapositives  Classement diapositives  Classement diapositives  Classement diapositives

CDMMADE et DOC à : CLEN 21 St-BENOIT-LA-FORÊT - 37500 CHINON - Tél. PARIS 901-16-97

EXPLO- INFORMATION PARIS 8<sup>e</sup>

35 FRIEDLAND

'Le Shopping' c'est Marks & Spencer, le grand magasin de Grande-Bretagne, à Paris. Ouverture demain.

Voilà enfin tout ce que vous attendiez de savoir sur 'Le Shopping' — le vrai shopping anglais — chez Marks & Spencer, les grands magasins préférés des Anglais.

**'LE SHOPPING'**

Chez Marks & Spencer, il y a des vêtements pour toute la famille. Un choix fantaisiste pour tous et des modèles aussi séduisants par leur prix que par leur style.

Chez Marks & Spencer, vous découvrirez que tout a été prévu pour un shopping facile : disposition rationnelle des articles, personnel aimable et compétent.

Marks & Spencer est réputé pour la qualité. Chaque article est confectionné selon des normes strictes, pour les matières comme pour la fabrication.

Marks & Spencer y parvient en collaborant étroitement avec les meilleurs fabricants, assurant lui-même la totalité des contrôles.

Ainsi, Marks & Spencer peut vraiment garantir la qualité. C'est pourquoi tout ce que vous achetez chez Marks & Spencer est exclusif et porte comme preuve la marque St Michael.

Qu'y a-t-il encore de bien dans 'Le Shopping' ? Entre autres, des tailles constantes. Quand vous aurez trouvé la taille St Michael qui vous convient, tout autre article de cette même taille vous ira. Et puis, il y a aussi la garantie Marks & Spencer "échange ou remboursement".

'Le shopping' chez Marks & Spencer, c'est utiliser la meilleure cabine d'essayage du monde : votre "chez vous". Si ce que vous avez acheté ne vous satisfait pas, vous pouvez l'échanger ou vous faire rembourser, simplement sur présentation de votre ticket de caisse.

'Le Shopping', c'est Marks & Spencer. C'est quelque chose de nouveau, quelque chose de spécial... quelque chose de très anglais. Et ça commence demain.

Voici une sélection représentative de la gamme exclusive St Michael :

Pour femmes : Jupes de 75F à 150F. Chemisiers imprimés de 70F à 99F. Coordonnés (4 pièces—jupe ou pantalon) depuis 399F. Twinset 110F.

Pour hommes : Pantalons de 95F à 170F. Chemises de 49F à 95F. Costumes de 225F à 550F. Cardigan irlandais en laine de pays 125F.

Pour enfants : Robe rayée en velours de coton de 65F à 82F.

Chaussures St Michael.

**Marks & Spencer**

le grand magasin de Grande-Bretagne, bd. Haussmann (face aux Galeries Lafayette) Paris.



LA CRISE EST EN VOIE DE RÉGLEMENT

Saint-Pierre-et-Miquelon (A.P.F.). — La crise qui sévissait depuis les derniers jours de décembre parait en voie de règlement, la population ayant finalement accepté que le gouverneur, M. Jean Cruchard, revienne dans le territoire, pourvu qu'il se contente d'expédier les affaires courantes.

M. Olivier Stora, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, avait proposé ce compromis la semaine dernière à Paris, en même temps qu'il promettait d'améliorer les conditions économiques et sociales dans l'archipel, ajoutant que M. Cruchard, dont le rappel lui paraissait « impossible », ne ferait plus de réclamation politique à la venue ou à la déviation, comme il en avait pris l'habitude, au grand mécontentement des Saint-Pierrois.

De plus, les habitants du territoire ayant renoncé à leur mouvement de grève, le contingent de gardes mobiles qui avait été envoyé à Saint-Pierre le mois dernier serait rappelé en totalité.

La fin de la crise permet aux membres du conseil général, qui avaient émis des réserves sur leur décision, de revenir sur leur décision, comme le leur a demandé M. Stora. Après avoir fait la preuve qu'ils disposaient de leurs électeurs, ils reviendront à Paris mercredi et seront reçus vendredi par M. Chirac.





RÉÉLU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'U.D.R.

M. Chirac déclare : le seul héritier du gaullisme est le peuple de France

La seule héritière du gaullisme est le peuple de France; personne ne doit l'oublier. C'est par cette proclamation, qui est aussi un avènement, que s'est terminée la conférence de presse...

En déclinant aux partisans de la majorité tout droit au harcèlement ou à la contestation, M. Chirac a donc rejeté dans l'opposition tous ceux qui voudraient cette conception machinisme...

Pour l'heure, le cumul des fonctions de M. Chirac ne semble guère poser de problèmes aux membres du conseil national de l'U.D.R. et l'on a même le sentiment que, si M. Chirac n'a dit que peu de choses...

Si personne n'a contesté ces affirmations, c'est que chacun a réagi en enthousiaste sans bien que le destin de l'U.D.R. passait désormais par la conjonction des volontés de M. Chirac et de M. Giscard d'Estaing.

Se disant l'humble « serviteur » et non l'héritier, M. Chirac a aussi voulu rappeler à ses compagnons qu'il avait passé, avec le président de la République, un véritable « contrat »...

Les applaudissements que les congressistes lui ont prodigués ont été cette fois-ci moins enthousiastes que par le passé et ils se sont davantage motivés par la reconnaissance que par l'enthousiasme.

Tout en reconnaissant à l'U.D.R. la place d'élément le plus important, il a exalté la cohésion de la majorité et exprimé sans restriction son allégeance totale au président de la République.

Diverses modifications des statuts ont été adoptées. Ainsi le président de l'Assemblée et celui du Sénat - lorsqu'ils sont U.D.R. - seront désormais membres de droit du bureau exécutif.

An cours de la séance de dimanche matin, après l'élection du secrétaire général et la modification des statuts, M. Yves Guennou, secrétaire général adjoint chargé des études, insiste sur l'effort doctrinal entreprise...

Le discours du premier ministre M. Jacques Chirac rappelle les séquelles de l'élection présidentielle et déclare : « Refusant d'être un simple observateur de la conjonction des critères stériles de la passion ou de l'émotion, j'ai estimé que l'U.D.R. devait réaffirmer sa vocation de rassemblement »...

remous lorsque, prenant la défense des Pelestinienis, il s'exclame : « Lutter contre l'accaptement de la majorité par la résistance ».

les mesures à prendre pour répondre aux difficultés des travailleurs ayant supporté des réductions parfois importantes de leurs heures de travail.

« Nous devons être vigilants pour ne pas nous laisser frustrer de nos thèmes essentiels, et nous devons avoir le souci d'être fidèles à une vocation que chacun nous reconnaît. Aujourd'hui doit marquer la fin de nos retours vers le passé ».

« C'est dans ces circonstances et malgré les inconvénients évidents du cumul des fonctions que j'ai décidé de me présenter le 12 décembre aux suffrages du comité central pour assumer provisoirement la direction de notre mouvement ».

« L'esprit et le bon fonctionnement de nos institutions sont notre participation active à une majorité présidentielle, au sein de laquelle notre place ne peut être qu'émiment ».

grand dessin. Ils n'ont pas regardé l'avenir, ils n'ont fait que regarder le passé. Ils ont adopté maladroitement un credo du siècle dernier et ont passé plus de temps à soigner l'emballage qu'à réfléchir sérieusement au contenu de leurs propositions ».

Vingt nouveaux conseillers nationaux. Le comité central, réuni avant l'ouverture du conseil national, a désigné, conformément aux statuts, vingt personnalités en raison de leurs compétences. Ce sont :

UNIVERSITAIRES : M. Emmanuel Antonic, professeur de néphrologie à P.U.R.E. Necker-Enfants malades; M. Fernand Delbarre, doyen de l'U.P.R. Cochin; M. Jean-François Delmas, professeur de droit à l'université Paris-Dauphine.

Les jeunes ne sont pas des révoltés. Evoquant les problèmes de la jeunesse, M. Chirac déclare : « Les jeunes Français et les jeunes Françaises d'aujourd'hui ne sont ni des révoltés par système ni des déserteurs par défaut. Ils cherchent à donner un sens à leur vie, dans une société qui ne leur offre pas toujours les moyens de le faire ».

« Je ne me considère pas l'héritier du gaullisme. J'en suis le serviteur. » Qui, d'ailleurs, peut se prétendre l'héritier du gaullisme? Le peuple de France. Personne ne doit l'oublier. Les congressistes, debout, applaudissent M. Chirac et entonnent avec lui la Marseillaise avant de se séparer.

nos efforts doivent être dirigés vers le monde des travailleurs, qui nous comprennent peut-être un peu moins bien que du temps de de Gaulle.

« Je suis également normal qu'il ait pris la position qui est la sienne, c'est-à-dire d'être à la fois premier ministre et chef d'un parti à l'intérieur d'un gouvernement, mais c'est fidèle, certainement ».

« Le grand gagnant de cette journée est de toute évidence, Giscard d'Estaing, auquel tout le monde, jusqu'au centre, s'est ouvertement rallié ».

« Si Jacques Chirac a été assez fort pour prendre le contrôle de l'U.D.R., je ne crois pas qu'il le soit assez pour en stopper le déclin. (...) Le rapport des forces est clairement en train de s'inverser. Le courant gaulliste était de très loin le premier dans la majorité. Il a maintenant un ex æquo, qui le devance déjà chez les cadres, les membres des professions libérales, les employés et même les ouvriers de cette poussée de gaulliens au détriment des gaullistes à toutes les chances de s'amplifier ».

« Pour ma part, j'ai déjà répondu par la négative et, plus j'y réfléchis, plus il me paraît que une nouvelle expérience de proportionnelle serait aussi nocive que les précédentes et particulièrement néfaste pour les institutions. On en parle pour un bon d'essai à l'occasion des municipales. Pourquoi nous accepter cette manœuvre tactique ? Pour ma part, je ne le crois pas ».

« Il y a des formes plus subtiles d'intégration et d'alignement : les entreprises étrangères dominent les entreprises nationales. Ah ! comme l'apprennent-elles ! »

« L'U.D.R. manifeste une admirable fidélité à soi-même, et indépendamment du bénéfice politique personnel que tire Jacques Chirac de sa maîtrise sur le parti gaulliste, il faut observer que, grâce à lui, celui-ci reste ce qu'il était de par sa vocation et de par sa tradition. Depuis qu'elle existe, en effet, l'U.D.R. n'a cessé d'être un parti gaulliste ».

« Mais Chirac et Lecomte n'ont pas marchandé au président de la République leur appui ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

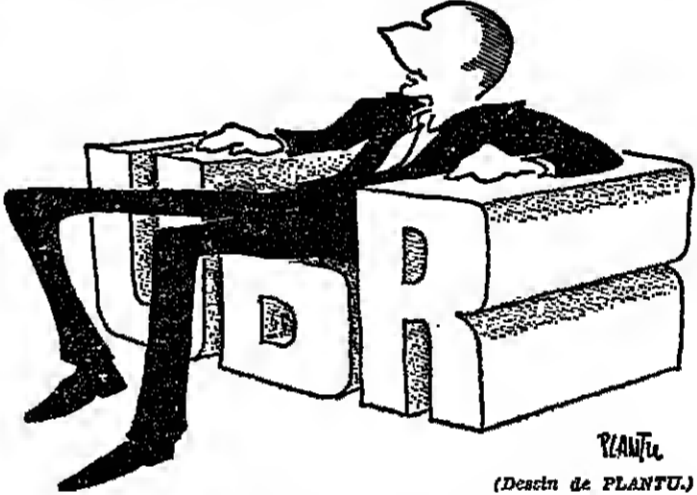
« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

« Je ne suis pas un homme de parti, mais un homme de France ».

صوتنا من الامل



(Dessin de PLANTU.)

# POLITIQUE

## Une élection municipale...

**AISNE :** Origny-Sainte-Benoîte (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 1.963 ; vot. 1.151 ; suffr. expr. 1.137.

Liste d'union de la gauche pour l'expansion d'Origny : MM. Daniel Béthune, P.C., 637 voix ; Joseph Prémaux, P.C., 631, et Marcel Lefèvre, G.D., 3 ELUS. Liste d'union pour l'expansion communale (modérée) : MM. Jack Baudry, 494 voix ; Alain Baise, 488, et Benoît Malheureux, 512.

[A la suite du décès du maire, M. Albert Montier, modéré, les électeurs étaient appelés à compléter le conseil municipal au sein duquel, outre le siège du maire, quatre sièges étaient vacants du fait de la démission de leurs détenteurs pour raisons personnelles.]

## ...et une élection cantonale

**GARD :** canton de Remoulins (2<sup>e</sup> tour).

Inscr. 3.917 ; vot. 2.914 ; suffr. expr. 2.854.

M. Paul Blisson, Union cantonale, 1.491 voix, E.L.U. ; Mme Lucienne Taulé, maître de Vers, Union de la gauche, 1.363.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Maurice Vial, P.S., récemment décédé, qui avait été réélu

Lors du premier tour, les résultats avaient été les suivants :

Liste d'union de la gauche : MM. Jean-Claude Fouchet, 543 voix, E.L.U. ; Roger Mourin, 539, E.L.U. ; Béthune, 522 ; Prémaux, 529, et Lefèvre, 514. Liste d'union pour l'expansion (modérée) : MM. Baudry, 577 voix ; Baise, 507 ; Alain Charpentier, 497 ; Jean Lefèvre, 498, et Mahieux, 525.

Bien qu'au second tour le nombre des votants ait été plus important qu'au premier, les candidats modérés ont perdu en moyenne une vingtaine de voix. A la suite de ces élections, la tendance modérée, qui détenait la majorité au sein du conseil municipal, ne compte plus que sept sièges tandis que l'union de la gauche détient maintenant dix sièges ainsi répartis : quatre communistes, deux socialistes et quatre tendances P.S.U.]

conseiller général en mars 1970, dès le premier tour, avec 1.674 voix contre 673 à M. Abraham, mal., et 202 à M. Yves Senette, P.C., sur 3.411 inscrits, 2.575 votants et 2.549 suffrages exprimés.

Lors du premier tour, le 16 février, M. Blisson était arrivé en tête avec 1.119 voix contre 863 à Mme Taulé, 541 à M. Michel Benrill, P.C., et 21 à M. Jacques Campère-Rosier, P.S.U.]

## L'Alliance marxiste révolutionnaire rejoint le P.S.U.

La direction politique nationale du P.S.U. s'est réunie samedi 22 et dimanche 23 février, à Paris. A l'ordre du jour de cette session, le renforcement du P.S.U. et le développement des initiatives du parti en vue d'une action unitaire des organisations politiques et syndicales de la gauche.

En ce qui concerne le premier point, M. Michel Mousel, secrétaire national, a notamment déclaré : « Le cri de notre parti a traversé et sera désormais balayé. Un important courant de sympathie et d'adhésion est entré dans le parti et a été recueilli en province, dont celle du maître de Montdidier (Somme). La direction politique nationale a fixé un objectif numérique : une croissance des effectifs de 50 % en 1975 » (1). Le P.S.U. redonne un rôle d'attraction, a souligné M. Mousel en annonçant que la direction du parti avait adopté l'unité d'action avec les organisations qui ont participé à mai 68. Par ailleurs, l'idée d'auto-gestion, qui a fait des progrès énormes, est à la base de ce rapprochement. »

Le principe de l'entrée de l'Alliance marxiste révolutionnaire au P.S.U. avait été accepté par ce dernier lors de son congrès d'Amiens qui avait siégé du 14 au 18 décembre.

Au sein du P.S.U., une certaine opposition à cette fusion avait été exprimée par M. Herriot. Quoique très minoritaire, cette opposition justifiait la réserve qu'inspirait à un certain nombre de membres du P.S.U. l'arrivée de quelques centaines de jeunes trotskistes. Dans un numéro spécial de l'Internationale, journal de l'A.M.R., consacré au « regroupement des partisans révolutionnaires de l'auto-gestion », un des dirigeants du mouvement, M. Gilbert Marquis, écrit : « N'y a-t-il plus de divergences entre l'A.M.R. et le P.S.U. ? Il y en a encore, mais le cadre commun d'unité permet de les surmonter, dans la mesure où, effectivement, l'organisation commune permettra à mettre en adéquation son orientation pour l'auto-gestion socialiste et ses structures et modes d'intervention. »

Renforcé par cette fusion, le P.S.U. entend manifester son dynamisme, en célébrant, le 3 avril, son quinzième anniversaire.

D'autre part, il va rencontrer, mercredi 28 février, la P.C.F. ; le 3 mars, la C.F.D.T. et, à des dates restant à fixer, le P.S. et la C.G.T. Le P.S.U. entend par ces rencontres expliciter la volonté « un accord politique et d'action de l'ensemble des organisations des travailleurs, et notamment leurs partis et syndicats ». Un tel accord a expliqué M. Mousel, « constituerait un progrès par rapport à celui qui fut conclu en novembre 1973 sur la vie chère, en marquant notamment la volonté commune d'abaisser le pouvoir et en définissant une forme d'action offensive et prolongée ».

(1) Lors de son congrès de décembre 1974, le P.S.U. revendiquait neuf mille adhérents.

## LE SÉNAT A EU CENT ANS LUNDI

Le Sénat a eu cent ans le 24 février. Cet anniversaire sera célébré dans la seconde quinzaine du mois de mai par des manifestations officielles que présideront le chef de l'Etat et l'actuel président de la Haute Assemblée, M. Alain Poher.

Créé le 24 février 1875 par l'Assemblée nationale élue en 1871, le Sénat est né d'un compromis entre les monarchistes, qui désiraient un « Grand Conseil » soutenu par les députés de l'Assemblée nationale, et les républicains, qui auraient préféré se passer de l'existence d'une seconde Assemblée mais furent convaincus de son utilité par Gambetta et s'y résignèrent en pensant que cela faciliterait le ralliement des conservateurs à la République. Un accord conclu entre eux créa une seconde Assemblée élue par les députés des communes et élue par la présence de sénateurs-quinze membres nommés à vie.

En 1894, la République re-

nonça au principe de l'immortalité de ces sénateurs à quinze sièges et fut remplacée par des sénateurs en tenant compte des données démographiques. Le principe du suffrage universel indirect est réintroduit maintes fois pour l'élection des membres de la Haute Assemblée. En 1945, cette assemblée devient le Conseil de la République avec les pouvoirs réduits d'une simple « Chambre de réflexion ». La Constitution de 1958, dans sa première version (jusqu'en 1962, date de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel direct), donne quelques pouvoirs et un certain lustre au Sénat. Mais bientôt le général de Gaulle, irrité par l'opposition d'une « Chambre » que préside M. Gaston Monnerville, envisage sa disparition. Le 27 avril 1969, par référendum, il demande aux Français de transformer le Sénat en « Chambre économique consultative ». Le rejet de ce projet entraîne le départ du général de Gaulle.

## M. ROYER : la liberté de réunion n'existe plus

M. Jean Royer, maire de Tours, ancien candidat à la présidence de la République, a expliqué dimanche 23 février au micro de France-Inter, pourquoi les réunions d'information qu'il tient depuis plusieurs semaines (dont la prochaine aura lieu mardi soir 28 février à Paris) ne sont pas publiques. Le maire de Tours, qui avait vu tous ses meetings troublés par des perturbateurs pendant la campagne présidentielle, a affirmé : « La liberté de réunion n'existe plus, il faudra un jour la reconstruire ». M. Royer a noté qu'il lui fallait donc « prendre des précautions ». Il a précisé que ses invitations étaient « diffusées dans toutes les catégories sociales ».

Après la suspension des cours de sociologie à l'université de Vincennes, M. Royer a estimé d'autre part que dans l'Assemblée nationale serait « excellent » pour faire l'inventaire des résultats de l'expérience de Vincennes en général et en tirer les conséquences.

M. Gabriel Pérochon, secrétaire d'Etat, secrétaire général du parti radical, a déclaré, samedi 23 février à Saint-Pourçain-sur-Sioule (Allier) : « Il faut recueillir les morceaux du parti radical. Il y a beaucoup trop de morceaux, et parmi ceux-ci figurent les radicaux de gauche, que préside M. Robert Faure ».

### Océ des copies pour gens raisonnables

C'est l'avis de beaucoup de comptables prudents (Il faut que les copies n'alourdissent pas le budget)

Lorsqu'il aborde le problème des copies, votre comptable sait mieux que tout autre combien le papier peut peser sur un budget. Aussi aborde-t-il avec vous le problème des copies et vous explique-t-il les avantages de la copie Océ. Peut-être est-ce à vous que Océ doit être bien connu dans le domaine républicain. Même hors d'Europe, avant de vous engager dans le choix d'un copieur, il est bon de consulter les avis de comptables. Océ est une réponse responsable à vos besoins en matière de copies. C'est ainsi que Océ propose des copieurs qui sont plus rapides, plus précis, plus économiques. C'est ainsi que Océ propose des copieurs qui sont plus silencieux, plus sûrs, plus faciles à utiliser. C'est ainsi que Océ propose des copieurs qui sont plus agréables à regarder, plus agréables à toucher, plus agréables à utiliser.

Tous procédés de reprographie

Océ-Photosa S.A. 27, rue Couvier - 93107 Montreuil - Tél. 374.11.35

Bordeaux - Châteauroux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy - Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse

## DÉFENSE

### La France est bel et bien rentrée dans le giron de l'OTAN

affirme M. Kanapa (P.C.F.) à Draguignan

De notre correspondant régional

Draguignan. — Deux mille cinq cents personnes ont assisté à la manifestation de protestation contre les manœuvres des « marines américaines à Draguignan (Var) », organisée le dimanche 23 février à Draguignan, sur l'initiative des fédérations communistes du Var, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes. Dans un discours de près d'une heure, M. Jean Kanapa, membre du comité central du P.C.F., a souligné que le P.C.F. est chargé de questions de politique extérieure, notamment de la politique de la France au service de l'OTAN, c'est-à-dire de la stratégie politique et militaire des Etats-Unis.

Des militants du comité de soutien des appels de Toulon avaient été admis à ce rassemblement sur le thème « U.S. go home ! », resurgi du temps de la guerre froide, mais les responsables du parti ont insisté sur le fait que la France est bel et bien rentrée dans le giron de l'organisation atlantique.

« Les faits sont là, éloquentes, estime M. Kanapa. Et nous accusons le président de la République, ses ministres, d'une scandaleuse duplicité à l'égard du peuple français quand ils déclarent qu'ils ne réintègreront pas l'OTAN alors que pour l'essentiel c'est chose faite. »

« Tout récemment encore, le général Maurin, chef d'état-major des armées, a déclaré commandant le centre opérationnel de Toulon, l'armée commandant la flotte nucléaire à Brest. Il a déclaré sans ambiguïté que le pouvoir actuel a troqué la stratégie de défenses et tous azimuts du général de Gaulle pour une stratégie faisant usage de services de renseignement de l'Union soviétique, l'ennemi et le seul ennemi », a affirmé le dirigeant communiste.

« Il est évident également, poursuit M. Kanapa, que cette politique du pouvoir est un des facteurs qui provoquent le malaise que ressent aujourd'hui l'armée. Il sait parfaitement que c'est fait : notre parti est étranger à tout antiradicalisme. Et nous disons que c'est le ministre Bourges, que c'est le pouvoir, qui sont responsables, en sacrifiant la modernisation de l'armée sur l'autel de l'armement nucléaire, en refusant de démocratiser ses règlements périmés, en méprisant les services d'expérience stratégique étrangers. »

« C'est le mérite du parti communiste français, a conclu M. Kanapa, d'avoir résolu pour que soient créées les conditions assurant aux personnels militaires leur dignité matérielle et morale, pour qu'ils soient traités par le pouvoir en citoyens à part entière, pour que soient persévérées l'indépendance de notre armée et la libre détermination de ses missions dans le seul cadre de la défense du territoire national. Et c'est notre fierté de constater que, lorsque notre parti préconise une telle politique, les jeunes soldats nous applaudissent et de nombreux officiers nous écoutent. » — G. P.

### A Nancy

#### LE GÉNÉRAL COMMANDANT LE 1<sup>er</sup> CORPS D'ARMÉE REFUSE DE RECEVOIR UNE DÉLÉGATION COMMUNISTE

(De notre correspondant)

Nancy. — Après la manifestation de jeunes appelés, lundi 17 février à Nancy, le Mouvement de la jeunesse communiste avait demandé à être reçu, samedi 22 février, par le général de corps d'armée Louis Fichon, commandant le 1<sup>er</sup> corps d'armée, afin d'obtenir la levée des sanctions infligées à un sergent, M. Pascal Delmont, et à deux de ses compagnons du 26 régiment d'infanterie, mis aux arrêts pour avoir exprimé publiquement leurs revendications.

Le commandement militaire avait accepté cette entrevue dans la mesure où aucune manifestation ne serait organisée. Elle a finalement été refusée, sans qu'un motif officiel ait été avancé. La délégation de cinq membres du parti communiste et de la jeunesse communiste, parmi lesquels M. Gilbert Schwartz, député communiste de Meurthe-et-Moselle, apportait une pétition revêtue de sept cents signatures.

De source officieuse, il est apparu que ce refus était motivé par la distribution de tracts faite après la demande d'audience des jeunes communistes. Après une brève discussion avec le chef de cabinet du général Fichon, les représentants du P.C. et du M.J.C.F. ont quitté la place de la Carrière, où abord de laquelle un service d'ordre avait été mis en place.

Le comité fédéral de Meurthe-et-Moselle du parti communiste, après avoir élevé une vive protestation, appelle « toute la population à faire du vendredi 28 février une journée de solidarité en faveur des appelés contre la méfiance politique du pouvoir, en signant massivement les pétitions et en participant au rassemblement, à 17 h. 30, devant la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'au meeting avec Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France, membre du comité central du P.C.F., à 18 h. 30 ». A Europe 1, jeudi 20 février, le ministre de la défense avait indiqué que M. Pascal Delmont était « un cadre actif du P.C.F. depuis novembre 1972, un secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle ».

C. L.

« Un inconnu, M. Henri Verbrugge, vingt-trois ans, a été arrêté à Lille, vendredi 21 février, alors qu'il venait d'assister à une audience du tribunal permanent des forces armées. Il était l'objet de recherches depuis le 5 août 1974, date à laquelle il n'avait pas répondu à son appel sous les drapeaux. Il fait partie du mouvement ICI (Inconnu collectif international). — (Corresp.)

### savez vos cheveux...

Attendez pas, car, avec le temps, la racine du cheveu se dégrade et finit par disparaître. Il est donc impossible de corriger une telle perte.

Téléphonez, écrivez ou rendez visite à l'INSTITUT CAPILLAIRE dès aujourd'hui. Des applications à domicile sont préparées pour les personnes habitant hors ville.

### ou retrouvez-les..

BRIDGE CAP est un produit unique. BRIDGE CAP est entièrement réalisé à la main sur mesure, s'intègre à vos cheveux, d'une façon parfaite et invisible. Vous pouvez dormir, nager, vous lever les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourraient vous gêner. Vous n'avez pas besoin de bon marché, mais nous avons prêté vous assurer la qualité jusqu'à la perfection. (resserrement toutes marques nous consulter.)

## INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

75008 - PARIS - 16<sup>ème</sup> Champs-Élysées tel. 1.225.59.49  
1 rue Lord Byron

AIX-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - DIJON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

en plein centre des villes

ouvert du lundi au vendredi  
11 h - 20 h

consultez l'annuaire

Samedi 9 h - 13 h

# ÉTI

est l'unique...  
pour...  
à travers la

## Vingt millions à travers la

est l'unique...  
pour...  
à travers la

## Style déco pour gentils

inspire de la modo anglosaxonne, ce pardessus vous permettra d'être en toute occasion.



450

# MADIE

سكس في الاصل

صكنا من الامم

JEUNESSE

ÊTRE SCOUT AUJOURD'HUI

I. — De la caricature à la réalité des chiffres

(Suite de la première page.)
« Cette tendance à ne juger un mouvement qu'à travers la gausse sociologique et culturelle de l'époque, sans en voir l'aspect profondément pédagogique et éducatif... »

programme (une succession d'opérations-survie dans les bois de Saint-Cucufa). Il y a beau temps qu'ils auraient succombé au ridicule.

vie politique, syndicale, religieuse, économique, judiciaire, sont là pour prouver que le scoutisme a été bien autre chose. L'histoire contemporaine montre assez que, dans des périodes difficiles de la vie du pays, nombre de jeunes filles et de jeunes gens suront faire ce à quoi la pédagogie scoutie entendait les préparer.

toujours en uniforme. Les jeunes de 1975 n'aiment pas outre mesure l'uniforme, même scout, même devenu singulièrement discret. Tous les responsables des mouvements scouts, sauf ceux qui ont interdité de ne pas aimer l'uniforme, en conviennent. C'est ainsi. Sauf pour les plus jeunes, les vêtements ou jennettes, pour qui l'uniforme apporte le plaisir du déguisement, et la meilleure garantie de n'être point perdu en route. Sauf pour les troupes traditionalistes, notamment les « Scouts d'Europe », où il ferait beau voir qu'on ne fut point en tenue réglementaire, modifiée 1950 modifiée 1975. Pourtant, uniforme ou pas, ces troupes existent et agissent.

Viennent ensuite les Eclaireurs et Eclaireuses de France, « mouvement vétérans », né en 1911 et entendant pratiquer un « scoutisme laïque mixte ». On comptait 34 844 adhérents en 1973, plus, là aussi, bon nombre d'occasionnels et de clandestins.

de la volonté exprimée par un groupe de bénévoles de faire un « autre scoutisme » (en l'occurrence fort traditionnel), comme celui pratiqué par les Eclaireurs et Eclaireuses nées de France, qui revendiquent 10 000 adeptes.

Vingt millions d'adhérents à travers le monde

Né en Europe, au début du siècle, le scoutisme est devenu très rapidement un mouvement mondial, présent aujourd'hui dans cent deux pays, il rassemble environ vingt millions d'adhérents (douze millions de scouts et huit millions de guides), fédérés au sein de deux organisations mondiales : l'une de scoutisme, basée à Genève, l'autre, de guidisme, installée à Londres. Ces deux organisations, créées dès 1922 et disposant d'un statut consultatif auprès des Nations unies, sont seules susceptibles d'accorder leur agrément aux associations, après consultation du comité national (en France, la Fédération du scoutisme français). Elles déterminent les grandes orientations « universelles » du mouvement, convoquent les conférences mondiales et régionales. Enfin, elles organisent, tous les quatre ans, les Jamborees, rassemblements mondiaux de guides et de scouts. 1975, par exemple, est année de Jamboree, et plusieurs dizaines de milliers de jeunes devraient se retrouver au mois d'août prochain en Norvège, lieu du rendez-vous.

personnel) et en Scandinavie. Mouvement de masse, très institutionnel, para-scolaire, très programmé. Puis d'un scoutisme de type européen ou latin, en Allemagne fédérale, Italie, Belgique, Suisse, Espagne (après une période d'interdiction) et en France bien sûr. Scoutisme plus « tourné », moins monolithique, traversé par des grands courants de pensée, à l'aspect confessionnel plus poussé lorsqu'il se donne des références religieuses. Ensuite d'un scoutisme des pays en voie de développement, à usage national — comme en Indonésie (un million de pratiquants) ou aux Philippines (deux millions) — qui revêt un aspect « laïque et obligatoire ».

On peut noter aussi l'existence d'un scoutisme « post-colonial » en Afrique par exemple, ou, selon l'histoire des différents pays, on retrouve le marque du scoutisme anglo-saxon ou du scoutisme français.

Reste enfin le scoutisme de l'Europe de l'Est. Né avant 1945 et ayant survécu aux changements de régime, il réside pratiqué dans différents pays : en Pologne où selon des chiffres officiels, il y aurait actuellement huit cent mille éclaireurs, en Roumanie, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie. Tout en faisant référence à la pédagogie traditionnelle, ce scoutisme a été donné pour finalité l'éducation de « l'homme socialiste ».

De nombreuses associations

Oh sont-elles ? La grande majorité appartiennent aux Scouts et aux Guides de France. Deux mouvements catholiques indépendants créés l'un en 1920, l'autre en 1930. En 1973, on comptait 109 810 scouts de France et 62 600 guides de France cotisants, c'est-à-dire, si l'on y ajoute les adhérents « pirates », un total d'environ 200 000 personnes. Dont 25 000 responsables et une trentaine de permanents.

Outre ces cinq associations fédérées au sein du Scoutisme français et seules reconnues par le « scoutisme mondial », il existe un certain nombre d'autres mouvements. Ils peuvent être nés de dissidences. Ainsi les Guides et Scouts d'Europe (catholiques traditionalistes), association créée en 1959 par des anciens des Scouts de France, en désaccord avec leurs pairs. Ils affirment compter actuellement 18 000 adhérents.

En fait, faute d'un label proprement déposé, il est très probable qu'il existe en France d'autres associations scouts. Certains chiffres, non vérifiés parce que invérifiables, font état d'une trentaine d'associations « d'intérêt local ou communal », pour parler administrativement.

Prochain article : UN LIBRE-SERVICE ÉDUCATIF

A nos concurrents, dites 33.

Gevafax est l'une des premières structures commerciales en France dans le domaine de la reprographie. Ses 33 agences sont réparties aux quatre coins du pays. 400 spécialistes sont toujours prêts à venir vous aider, vous conseiller dans les 24 heures qui suivent votre appel (dans la Région Parisienne vous pouvez même les joindre par radio-téléphone, pour une intervention quasi immédiate).

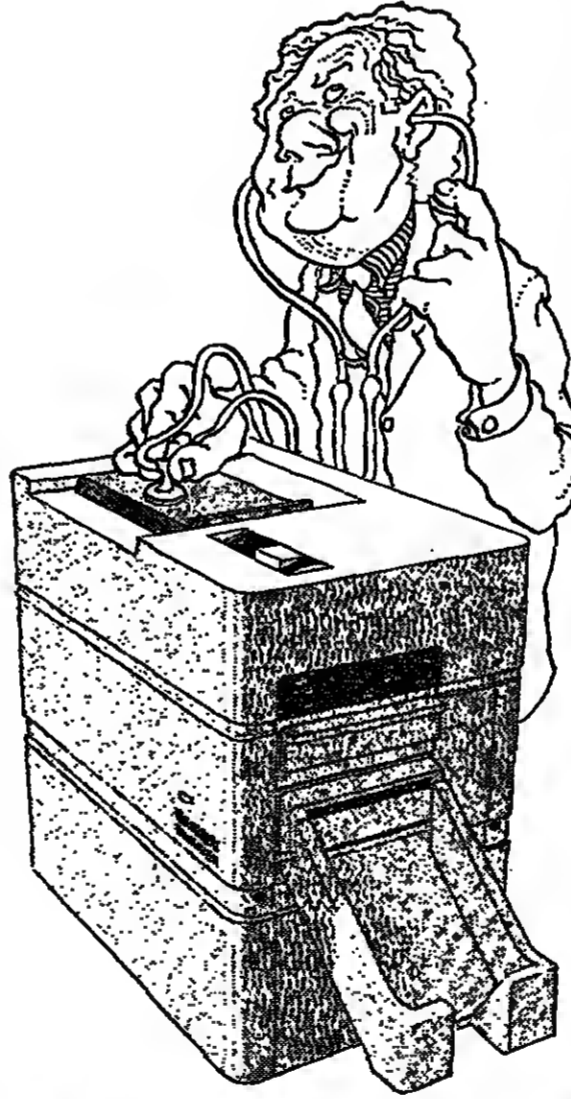
Rares sont les concurrents qui peuvent vous garantir une telle présence. Mais si nos copieurs sont les plus choyés de France, ils sont aussi les plus fiables. Parce qu'ils sont les plus simples, sans ces « perfectionnements » coûteux qui multiplient les risques de panne.

Les Gevafax 50 et 60, le 170 (travaillant sur double format), le X. 10 et le dernier-né de la gamme, le X. 20 (2 fois plus rapide, 1 copie toutes les 3 secondes, travaillant sur tous les supports) ont été conçus pour répondre à un problème bien précis, en fonction de vos besoins spécifiques.

Une grande fiabilité, un service après-vente sans faille, c'est rassurant quand on s'efforce d'optimiser la rentabilité de ses copieurs.

AGFA-GEVAERT

33 agences, 400 spécialistes Gevafax à votre service.



AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES 1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE COPIEURS

Pour connaître l'agence Agfa-Gevaert la plus proche de chez vous : téléphonez-nous au 967.81.44 ou écrivez à Agfa-Gevaert DEE, 274, avenue Napoléon Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison.

Style décontracté pour gentlemen

Inspiré de la mode anglaise, ultraclassique, ce pardessus très confortable vous permettra d'être élégant en toute occasion.



RAGLAN: laine léger tissu fabriqué en Ecosse, grande coupe aux, brisque et marron sur fond beige ou loden uni, laine et alpaga coloris camel.

450 F MADELIOS

10 ANS LUNDI

Mais au principe de l'histoire... 10 ans lundis... 10 ans lundis...

réunion n'existe plus

Après la réunion de... réunion n'existe plus... réunion n'existe plus...

A Nancy

LE GÉNÉRAL COMMANDANT LE 1er CORPS D'ARME REFUSE DE RECEVOIR UNE DÉLÉGATION COMMUNE



صكنا من الامل

# La région parisienne

## Dans ce qui sera (peut-être) la cité financière

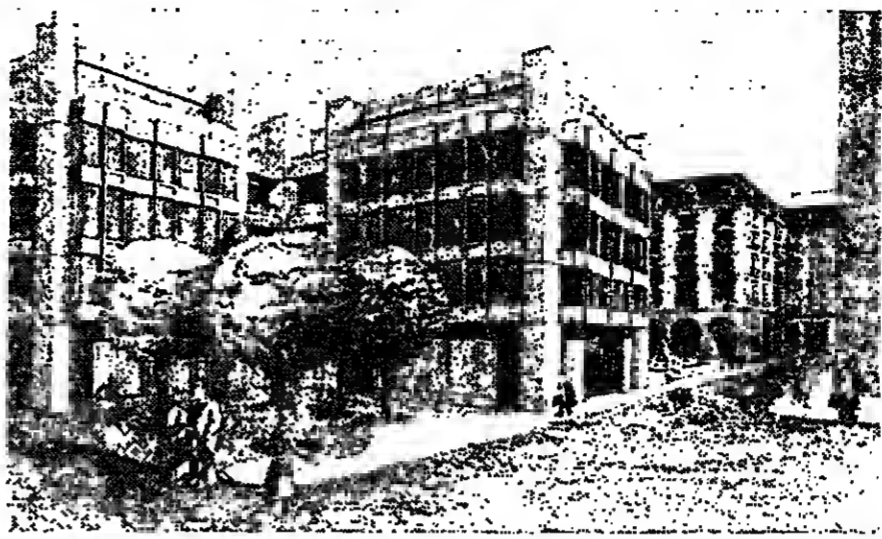
### Des assureurs tournent le dos à Haussmann

L'OPERA-COMIQUE sonne le des aux Boulevards, indignes de son art. Il s'écroule de ses dorures et de son faste lourdaud, la petite place Boieldieu. Face à ce qui fut le Théâtre des Italiens, incendié à plusieurs reprises et chaque fois reconstruit, un terrain vague sert à garer des voitures, au coin des rues Favart et Saint-Marc à Paris-2. Depuis dix-huit ans,

exagérées de grandeur et où le jeu des volumes ménage des espaces libres.

Pour conserver, à la demande du secrétariat à la culture, les façades des maisons des 2 et 4, rue Favart, les architectes ont imaginé de reconstruire, en la déplaçant de 90 degrés, celle du numéro 4, qui n'est, selon certains, qu'une copie. L'harmonie des immeubles du côté des Italiens et des rues Favart, Grétry et Mari-vaux, dessinés par l'architecte Heurtier quand furent lotis, en 1781, les terrains du duc de Choiseul, serait ainsi préservée.

Ce projet entraîne, en revanche, la démolition des immeubles de la rue de Richelieu, édifiés pour la compagnie d'assurances en 1861 par l'architecte Davy. Il se trouvera sans doute des



Un des marchés de l'Opéra-Comique, l'angle des rues Saint-Marc et Favart est occupé par deux des petits immeubles du nouveau siège prévu par les A.G.F., et qui délimitent une place. Ce site sera au fond la reconstruction de la façade du n° 4, rue Favart, qui forme un angle droit avec celle du n° 2.

### Ce n'est qu'une proposition...

## LA SEINE RENDUE A LA BALADE

Dans la lettre qu'il a adressée le 25 septembre dernier au premier ministre, le président de la République a proposé d'aménager le « site Seine ». Un groupe de travail « Espaces verts et sites fluviaux », de la commission Etat-Ville Urbanisme et environnement a entendu sur ce sujet une communication de M. Dreyfous-Ducas, directeur du Port autonome de Paris. Celui-ci a formulé les propositions suivantes :

**L'AMENAGEMENT du site Seine devrait être orienté selon trois directions.**

- Préserver le caractère du site en améliorant l'état des ouvrages et des plantations ;
- Ouvrir un site aux promeneurs en créant des jardins et des chemins permettant un meilleur accès, dégageant les perspectives et offrant des lieux de détente au bord du fleuve ;
- Aménager des lieux d'animation ; quartier de la batterie, port pour les bateaux destinés aux touristes, port de plaisance, après avoir chassé les parcs de stationnement et les tourières pour automobiles ;

Les opérations nouvelles proposées par M. Dreyfous-Ducas seraient réparties entre le pont National à l'est et le pont Gerigliano à l'ouest.

- Du pont National au pont d'Austerlitz : un quartier de la batterie. Sur le rive droite, il ne paraît pas possible d'abandonner les ports actuels avant quinze ou vingt ans. Sur le rive gauche, entre le pont de Bercy et le pont d'Austerlitz, un « quartier de la batterie » avec les commerces et les services nécessaires pourrait être créé. Au-dessus des magasins et entrepôts qui existent déjà, on aménagerait des terrains de sport (tennis) et des espaces verts.

- Du pont d'Austerlitz au pont Saint-Louis : des jardins publics. A l'extrémité du pont Marie, sur le rive droite, un jardin public serait ouvert. Sur le rive gauche, après l'abandon du projet de voie express, des aménagements limités d'espaces verts seraient faits à ceux du pont Saint-Bernard, dont les travaux sont en cours jusqu'au pont de l'Archevêché. Remplaçant la tourière, ces nouvelles promenades permettraient de mieux apprécier le vue du chevet de Notre-Dame et faciliteraient, l'été, l'accueil des concerts de musique.

- Du pont Saint-Louis à la passerelle des Arts : des bateaux de plaisance. On supprimerait des parcs de stationnement situés le long des rives du bras de la Monnaie. Une telle initiative permettrait de faire des plantations nouvelles complétant celles de l'île du Vert-Galant. Enfin, la création de postes de stationnement pour les bateaux de plaisance le long de la rive gauche serait de nature à rendre plus vivant le secteur et dégagerait des ressources grâce à la perception de taxes de stationnement.

- De la passerelle des Arts au pont des Invalides : chemins pour piétons. L'aménagement de jardins et de chemins pour piétons sur les espaces disponibles du port du Touring-Club de France sur le rive droite et dans la zone comprise entre la voie sur berge et le fleuve sur le rive gauche est la principale amélioration possible. En amont de la piscine Deligny, des postes de stationnement de bateaux de plaisance pourraient aussi être installés.

- Du pont des Invalides au pont de Bir-Hakeim : un théâtre de verdure. Deux possibilités existent à l'aval du pont d'Iéna : sur le rive droite, création d'un important port de plaisance, et sur le rive gauche au pied de la Tour Eiffel, à la place de l'actuelle « tourière », construction d'un « théâtre de verdure » pour les concerts et les spectacles.

- Du pont de Bir-Hakeim au pont de Gerigliano : passerelle. Le long de l'île des Cygnes, un port de plaisance, éventuellement relié à la rive gauche par une passerelle accolée à l'ancien pont-rail, serait aménagé.

Au total, le coût des travaux nécessaires est estimé à 110 millions de francs environ et le coût de l'entretien à environ 15 millions de francs par an.

JEAN FERRIN.

## A TRAVERS LES DÉPARTEMENTS

### Essonne

#### LA VICTOIRE D'UNE ASSOCIATION

DEUX étages d'un immeuble, qui en comporte huit, sont en cours de destruction sur le chantier du clos des Peintres à Yerres (Essonne). Tel est le résultat d'une longue bataille qui paralysa ce chantier depuis trois ans et qui a opposé le promoteur et le maire à l'association yerroise pour la défense de l'environnement et de la nature (AYDEN).

Celle-ci s'était élevée contre ce projet immobilier de deux cent quatre-vingt-cinq logements, répartis en onze bâtiments de quatre à dix étages, parce qu'il démolissait les règlements d'urbanisme qui prévoyaient à cet endroit des habitations basses avec jardins, c'est-à-dire une densité deux fois moindre. Saïsa par l'AYDEN, la préfecture interrompit, le 2 février 1972, des travaux non conformes au permis de construire.

Après trois ans de tractations, un compromis a été élaboré. Il réduit le programme d'un tiers : la hauteur des bâtiments n'excède pas six étages, et le nombre des logements est fixé à cent quatre-vingt-neuf, plus une loge de gardien.

### Val-de-Marne

#### UN AVION AU-DESSUS DES TOITS

LES propriétaires qui habitent à sous les aéroports se plaignent souvent des débris qui peuvent occasionner à leurs habitations les avions qui les survolent à basse altitude. Qui est responsable de ces débris ? Vieux débats, et qui n'ont pas reçu de solution. En attendant qu'il soit possible de définir les responsabilités, les propriétaires se sont constitués en associations pour demander réparation.

Ainsi, M. Maxime Kalinsky, député communiste du Val-de-Marne et maire de Villecote-le-Roi, vient de s'entretenir avec l'aéroport de Paris pour obtenir l'indemnisation de ses administrés dont les toitures auraient été endommagées après le passage d'un avion en direction vers Orly ou en partant.

D'après cet accord, précise une réponse du secrétaire d'Etat aux transports, « dans l'attente d'une solution plus générale, l'aéroport de Paris accepte de verser aux propriétaires lésés la somme leur permettant la réparation de leur toiture. Ce versement serait effectué à la condition que le dommage soit indiscutablement constaté et que les sommes soient versées aux intéressés par l'intermédiaire de la mairie de Villecote-le-Roi. »

Un tel accord, indique bien le secrétaire d'Etat, ne saurait impliquer sur le fond une quelconque présomption de responsabilité à l'égard de l'aéroport de Paris pour des dommages de l'espèce : il permet cependant d'indemniser les victimes des accidents de manière satisfaisante. L'aéroport de Paris devait obtenir le remboursement de cette avance par le responsable du dommage. »

### Seine-et-Marne

#### DU KÉROSENE SUR LES FORÊTS

« Le nombre des vidanges totales ou partielles des réservoirs des avions au-dessus de la région parisienne se situe entre cinq et dix durant l'année 1972 », répond le secrétaire d'Etat aux transports (Journal officiel du 4 février) à M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, qui s'inquiétait des largages de kérosène sur la forêt de Fontainebleau.

Cette vidange, ajoute le secrétaire d'Etat, n'est autorisée qu'en cas d'urgence ou de risque d'incendie à bord. Elle est réalisée à une altitude suffisante pour permettre une vaporisation avant l'arrivée au sol (...). Pour l'ensemble de son réseau, la compagnie Air France a déblanché quarante cas de vidange dans toute l'année 1972. »

● CERGY GRANDIT. — Les quarante mille cinq cents logements de grand standing qui doivent mener cinquante mille nouveaux habitants dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise seront construits. Un décret, paru au Journal officiel du 14 février 1975, a en effet, créé le zonage d'aménagement concerté de l'habitat.

### Rénovation sauvage ?

Doit-on craindre que ce projet et cette démolition n'annoncent une rénovation sauvage de tout le quartier au nom de la cité financière ? L'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) a préparé un plan des perspectives, immeubles et ensembles du dix-neuvième siècle qu'il faut conserver, entre la Bourse et l'Opéra. Le secrétariat à la culture s'appuie, de son côté, à recenser minutieusement les bâtiments qu'il entend protéger.

Tant que la cité financière n'aura pas été approuvée par le Conseil de Paris et que les banquiers et les assureurs ne seront

pas autorisés à construire des immeubles nouveaux avec des densités égales à celles des anciens, le site de Haussmann n'a pas grand-chose à craindre. Nombreux sont les édifices haussmanniens qui offrent des densités supérieures à 5. On imagine mal leurs occupants abandonner sans contrepartie des mètres carrés, même malcommodes. Pour leur nouveau siège, les A.G.F. ont dû se contenter de la densité normale de 3,5 au lieu des 4,5 des bâtiments actuels. Mais le terrain inutilisé depuis dix-huit ans les poussait à ne pas attendre.

MICHELE CHAMPENOIS.

### Ecole sans soleil

UN permis de construire a été délivré le 27 avril 1973 pour la réalisation d'un ensemble immobilier mixte à notre groupe scolaire. Ce groupe comprend une école maternelle située 2, rue Paul-Cervais à Paris (13<sup>e</sup>), une école primaire avec des classes de cours d'enseignement général et des cours d'enseignement commercial, 40, rue Corvisart, et une deuxième école primaire 13, rue Vulpien. L'ensemble immobilier aura respectivement onze et sept étages aux 4-6, rue Paul-Cervais avec une entrée au 15, rue Vulpien, et sera doté d'un rez-de-chaussée à usage de bureaux.

Du fait de l'exposition et de la hauteur de l'immeuble projeté, les trois cours de récréation de nos enfants vont être plongés dans l'ombre, appauvris de ce fait un préjudice considérable à tout le groupe

scolaire. C'est la salubrité et l'hygiène de vie de mille enfants qui sont mises en cause. Ces enfants ont droit au soleil tins des premières qualités de la vie.

Cette question a en outre fait l'objet, le 17 avril 1974, d'une intervention des docteurs Claude et Anne-Christine Pigot, auprès du préfet, en tant que médecins, insistant particulièrement sur les effets de cette situation éventuelle quant à la santé des enfants et sur le paradoxe qu'il y a pour l'Etat à dépenser des fortunes pour offrir le soleil par le biais des classes de neige, tout en refusant cette possibilité dans la vie quotidienne de nos villes. Intervention tout aussi inutile que les précédentes.

(ASSOCIATION DE PARENTS D'ÉLÈVES DU GROUPE SCOLAIRE PAUL-CERVAIS, CORVISART, VULPIEN.)

## Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

### Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

115, rue de la Gauchetière, Paris 14<sup>e</sup>

SPORTS

FOOTBALL

SAINT-ÉTIENNE BAT REIMS... en espérant l'égaliser en Coupe d'Europe

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — Dans une ville qui attend avec impatience son événement de l'année, le compte à rebours a déjà commencé pour les joueurs de Saint-Etienne (A.S.E.) avant leur double confrontation avec les Polonais de Ruch Chorzow, le 5 et le 19 mars, pour le compte des quarts de finale de la coupe européenne des clubs champions.

Ainsi, à peine seize mille spectateurs s'étaient déplacés pour voir le Stade de Reims, troisième du championnat, malgré un temps printanier idéal pour un match de football et le prestige dont bénéficiaient encore les Champenois auprès du public. Cette assistance pourrait laisser croire à une désaffection des Stéphanois pour leurs footballeurs et, dans la semaine précédente, les quarante mille places disponibles pour le match retour à la coupe d'Europe n'étaient pas vendues en quelques heures au point que le club forézien dut refuser plus de 500 000 F de chèques envoyés par courrier par des candidats spectateurs.

Située dix jours avant le premier match contre Ruch Chorzow, la rencontre avec le Stade de Reims prenait pour les Stéphanois la valeur d'un ultime match de préparation d'autant plus utile qu'elle évaluait le niveau des joueurs de leur dernière rencontre à domicile devant Sochaux (1-0) et à Strasbourg (0-0).

Vainqueurs du Stade de Reims par 3 à 1, les Stéphanois ont assuré leur qualification pour le tour suivant sur leur terrain depuis le début de la saison et suggéré leur avance sur leurs suivants immédiats, les Bastiais, battus à Marseille (3-1), et les Marseillais, défaits par Metz (2-1), sans toutefois pleinement rassurer leurs supporters.

Très brillants durant les vingt premières minutes du match, les Foréziens auraient alors dû prendre une sérieuse option sur la victoire, et surtout s'assurer le point de bonification. Des la septième minute, Patrick Revelli avait eu effet profité d'un contre-attaque de Farizon pour ouvrir le score et, à peine six minutes plus tard, Triantafylidis avait marqué un second but, alors qu'un autre avait été inscrit par le joueur grec à la 49<sup>e</sup> minute, et qu'il fallut une action personnelle de l'arrière central Piazza, à treize minutes de la fin du match, pour assurer définitivement le succès de l'A.S.E.

Une autre équipe

Ainsi, face au Stade de Reims, l'association sportive de Saint-Etienne n'avait plus rien de cette équipe conquérante qui avait terrassé l'Hadjidj de Split en coupe d'Europe. Quatre acteurs de ce match mémorable étaient d'ailleurs absents dans les rangs des Stéphanois : Larqué et Synaghebi, blessés, Berets transféré à Marseille, et Janvion suspendu pour un rencontre.

Une confiance mesurée

La confiance mesurée manifestée par l'entraîneur des joueurs foréziens se justifie néanmoins par la bonne forme et la solidité de la défense et le retour prochain de Jean-Michel Larqué, qui effectuera d'ailleurs sa rentrée le samedi 1<sup>er</sup> mars en Coupe de France face à l'équipe du Puy.

Parmi les convalescents, l'ailier gauche Sarramagna, qui a la classe naturelle mais aussi la fragilité musculaire du lièvre, a réussi un match remarquable en levant de ridicules contre la « réserve » de Troyes et pourrait postuler au remplacement de Triantafylidis, dont l'attente sur le terrain avec Hervé Revelli laisse beaucoup à désirer.

Déjà renseigné par le recruteur du club, M. Pierre Garonnaire, qui vient de mener à bien l'opération de recrutement de Ruch Chorzow effectuée avec l'aide de l'entraîneur Robert Herbin, se maintient à l'heure actuelle en Pologne, où il s'occupe de faire passer ses adversaires. Aucun détail ne semble négativer plus la venue de Saint-Etienne le successeur tant attendu du Stade de Reims.

GERARD ALBOUY.

ALPINISME

HOMMAGES A GÉRARD DEVOUSSAUX

Le 9 septembre 1974, au début de la nuit, une avalanche emporta Gérard Devoussaux, chef d'une expédition de guides chamoniards qui tentait l'ascension du plus haut sommet de la planète (le Mont 14, le 14 septembre 1974). Si la qualité d'un homme peut se mesurer à l'émotion que, longtemps après lui, son souvenir continue à susciter, celle de Devoussaux aura été grande. Deux hommages de valeur sont, en effet, rendus ces jours-ci à l'ancien maître de Chamoin.

Le rendez-vous du ciel, film tourné à l'occasion de l'expédition, a été présenté le samedi 22 février salle Pleyel à Paris (1). Il retraçait ce qui furent les dix-neuf jours de la marche d'approche par les huit guides, les vingt Sherpas, et l'interminable colonne des porteurs; l'arrivée au camp de base sur le glacier isolé du Khumbu; l'installation des premiers camps d'altitude; et le drame du 9 septembre.

Cinquante-cinq minutes de projection

Cela dure cinquante-cinq minutes et dure sans doute éternellement dans une heure tenue si Pierre Traz, le réalisateur, avait eu l'occasion, comme ses camarades d'expédition lui en recommandaient la forme, d'aller jusqu'à 8 842 mètres, au sommet de l'Everest. Mais, plus sûrement encore, ce film aurait pu ne pas être son dernier. En effet, à 2 mètres de Gérard Devoussaux le soir de l'accident, il a été lui-même enseveli sous une masse de neige dont il n'est parvenu à se dégager qu'après trois heures d'efforts. Il a ensuite réussi à redescendre seul dans une effroyable tempête, jusqu'au col Lho-La, à 2 900 mètres d'altitude, où il a retrouvé ses compagnons, qui le laissent accompagner pour mort.

D'autre part, notre confrère Jacques Bourget et moi-même avons eu l'occasion de rencontrer Gérard Devoussaux, au col de Chamoin, le 21 août 1974, à son dernier camp, dans l'Everest, à trente-quatre ans. — J.-P. C.

(1) De nouvelles projections de ce film auront lieu à la salle Pleyel les 27 et 28 février et les 7, 8, 9 et 14 mars, à 21 heures. (2) Editions Solar, 110 pages, 24 F.

BOXE FRANÇAISE ET KARATÉ

Deux démonstrations en styles opposés

La savate et le karaté ont en commun une certaine manière de se faire respecter. Plus ou moins entrainés en jeu en des gestes souvent très spectaculaires, la compétition, au demeurant, ne va guère plus loin. Paradoxalement, les règles de la compétition apparaissent plus grands du côté de la boxe française que du côté du karaté. Dans le premier cas, les mains étant protégées de gants, les coups sont portés et visent à mettre l'adversaire « knock-out ». Dans le second, les concurrents ne peuvent que stimuler les coups. S'ils les portaient réellement, ce serait tragique.

D'un côté comme de l'autre, les règlements sont là pour assurer la protection du combattant. La boxe française, comme le karaté, souligne la prédominance de l'agilité sur la force pure.

Cette évidence s'impose plus aisément, du moins au début, pour la boxe française, dont l'agilité de style reste une image de marque. Le karaté lui-même peut échapper à l'impression de brutalité, qu'on lui attribue souvent à tort en raison d'une publicité plus soutenue de commercialiser des films que de promouvoir le sport.

La savate : une lutte courtoise

Les salles étaient bondées de monde, et du meilleur; des familles entières assistaient aux assauts, les dames et les demoiselles très nombreuses, en toilettes fraîches et élégantes. Cette description des assauts de boxe française date du début du siècle, à l'époque où, dans les cirques du Champ-de-Mars, un jeune Nordiste nommé Carpenier remportait son premier titre de champion du monde et où des amateurs comme Paul Landowski, Emile Dubonnet, Franck Reichel, s'entraînaient contre les célèbres Charlemont, inventeurs de la formule nationale d'opposition des pieds et des mains à la boxe anglaise.

De même, samedi soir 22 février, les championnats de France de savate et de la boxe française avaient réuni à l'Hôtel Méridien de la porte Maillot un public de génération spontanée comme il ne s'en révèle guère à Paris, épic de spectacle sportif incité, vil, mais, chasseur de cour au d'essai, composé de jeunes hommes et de jolies femmes souvent flanqués de marmousets aussi émoussés que leurs parents, en même temps qu'une élite de connaisseurs applaudit à tout rompre leurs copains sur le ring.

La réunion, commencée à 21 h. 30 sous le plafond bas en coquilles d'œufs d'une grande salle en sautoir pour le moment, se déroula à 1 h. 15 du matin et ne comporta pas moins de neuf assauts. Le spectacle en était tellement varié, tellement instructif, tellement amusant et à la bonne franquette que nous serions volontiers restés jusqu'à l'aube, comme dans les bois du samedi.

Par chance, le meilleur combat fut celui du premier coup de gong, celui de la catégorie poids moyens, entre Marie-Rose Koster-Prost et Jean-Louis Gaudin, deux hommes de la région de Chamoin, sa première course — à dix-neuf ans, une vocation tardive ? — au sommet de la compétition française, en 1970, et à son dernier camp, dans l'Everest, à trente-quatre ans. — J.-P. C.

(1) De nouvelles projections de ce film auront lieu à la salle Pleyel les 27 et 28 février et les 7, 8, 9 et 14 mars, à 21 heures. (2) Editions Solar, 110 pages, 24 F.

ment : maillots et collants bleu nuit, gants de 8 onces, chaussures en peau de chien avec semelles en cuir de buffle. Accessoires de circonstance : seax, sponges, protège-dents.

Première constatation : il s'agit d'une lutte courtoise, sans idée de profit, sans le moindre rapport avec le pugilat de rue. Mais le mariage du ring, le bruit des talonnades ciquant comme des pétales, témoignent de sa violence. Néanmoins, s'aventure esthétique, aucun des adversaires n'herbe ou se tance d'insulte, ou ces oronelles en chou-fleur des vieux routiers du ring.

Deuxième constatation : la note gale n'est jamais absente des assauts. Les boxeurs se font louer leurs gants sur des minutes en palanquant, vont au combat le sourire aux lèvres, quittent le ring à l'instant d'après de terribles coups de talons dans la tronche, fruits des leçons qu'ils prennent en semaine, auprès du bureau ou l'atelier, dans leurs gymnases de Puteaux ou de Bobigny.

Troisième constatation, technique celle-ci : beaucoup plus de coups de pied échangés que de coups de poing, sauf pour ceux qui ont pratiqué la boxe anglaise, encore que ces derniers parviennent rarement à trouver la distance en jouant les « Ninj-Pette en l'air ». D'où la prédominance de l'agilité sur la force pure.

OLIVIER MERLIN.

Une démonstration de la technique

Bruce Lee et James Bond n'étaient pas au rendez-vous du samedi 22 février. Ces deux maîtres du combat à mains nues n'auraient rien eu à faire au stade Pierre-de-Coubertin, où se déroulaient les premiers championnats de France techniques de karaté. Haurausse l'initiative de la part de l'Union française de karaté qui réhabilite ainsi un sport que Superman a suffisamment dévoyé. Ici, point de face-à-face meurtrier, mais la démonstration « à vide » de la valeur technique des concurrents.

Les jeunes, à partir de douze ans, peuvent ainsi faire leurs premières armes au niveau national, de même que les femmes, ce qui ne constitue pas le moindre charme de ces championnats. Antagonistes drapés dans des kimonos noirs, elles ne déparient pas auprès de leurs compagnons. La grâce et la force se conjuguent dans leurs évolutions de ballerines du tatami, souples, élastiques et, pour la circonstance, redoutables. On comprend qu'elles accourent de plus en plus nombreuses vers les dojos (salles d'entraînement), autant pour acquiescer des notions de self-défense — ce qui renforce la confiance en soi — que pour y développer aussi harmonieusement qu'à la gymnastique et mieux, peut-être qu'à l'expression corporelle.

El l'on se tromperait, enfin, en imaginant que l'absence de combat nuit au spectacle. En lice deux par deux, les concurrents en viennent rapidement à fasciner le public, qui doit composer des mouvements dont les enchaînements se succèdent sans arrêt. Un tel spectacle est exécuté simultanément, l'athlète gesticule non parallèle que plus beau et si étonnant que, par mimétisme sportif, le karaté ait eu besoin de s'affirmer par le combat de compétition. Non, qu'il faille récuser l'essai — moyen suprême de se connaître dans l'action, mais il importe que les avantages de son développement en compétition soient bien mesurés avec les inconvénients d'une dégradation.

FRANÇOIS SIMON.

LES RÉSULTATS

Table with 2 columns: Athlétisme, CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (vingt-quatrième journée). Rows include various sports events and winners.

Table with 2 columns: Basket, CHAMPIONNAT DE FRANCE DE NATIONALE 1 (dix-huitième journée). Rows include various basketball matches.

Table with 2 columns: Escrime, Didier Plament (Racing-Club de France) a conservé le challenge Gilbert-Dural du Grand-Bât de Paris en battant en finale le Hongrois Jeno Pap. Les Melunais Talvard et Pietruska avaient été éliminés en demi-finales.

Table with 2 columns: Football, CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (vingt-troisième journée). Rows include various football matches.

Table with 2 columns: Handball, Après avoir battu la Suisse par 15 à 4, le 22 février à Besançon, l'équipe de France a fait match nul, 11 à 11, le lendemain, à Dijon, avec le même adversaire.

Table with 2 columns: Hippique, Le prix de la Croix-Despinais, disputé le 23 février à Auteuil et servit de support aux paris couplés par l'Union Sportive, sur le circuit de Kings Point (508) et de Bondouze (510). La combinaison gagnante est donc la suivante : 3, 10.

Table with 2 columns: Rugby, CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (treizième journée). Rows include various rugby matches.

Table with 2 columns: POULE H, Dax b. Boucau, 34-3; Toulouse b. Quillan, 15-3; Castelnau-Mérian b. Tulle, 19-10; Agen b. Romans, 42-6; Clameçon, 1-1; Dax, 23 pts; Agen et Toulouse, 22; Sommes, 29; Boucau, 21; Tulle, 21; Castelnau-Mérian, 19; Quillan, 16.

Table with 2 columns: POULE B, Valence b. H.C.F., 15-9; Narbonne b. Montpellier, 36-23; Le Croquet b. Saint-Médard, 14-10; Béziers b. Devoussaux, 15-12; Clameçon, 1-1; Narbonne, 37 pts; Le Croquet et Valence, 29; H.C.F., 29; Montpellier, 24; Le Croquet, 22; Narbonne et Saint-Médard, 17.

Table with 2 columns: POULE C, Arras b. Auch, 34-6; Mont-de-Maran b. Vichy, 18-10; Béziers b. Agen, 23-10; Narbonne b. Dijon, 13-6; Clameçon, 1-1; Arras, 38 pts; Vichy, Béziers et Mont-de-Maran, 29; Narbonne, 23; Auch, 22; Dijon et Mammès, 19.

Table with 2 columns: POULE D, Montpellier b. Troyes, 27-19; Pau b. S.B.U.C., 30-3; Bourg b. Oloron, 17-3; Angoulême b. Agen, 16-7; Clameçon, 1-1; Pau et Montpellier, 33 pts; Bourg, 29; A. Laveaux, 21; Oloron, Angoulême et Troyes, 21; S.B.U.C., 12.

Table with 2 columns: POULE E, Orthez b. Châteaurenard, 28-10; Angers b. Biarritz, 18-13; Arras b. Nice, 12-12; Lyon O.U. b. Carmaux, 15-12; Clameçon, 1-1; Nice, 35 pts; Arras et Lyon O.U., 29; Angers, 28; Orthez, 27; Biarritz, 12; Carmaux, 18; Châteaurenard, 16.

Table with 2 columns: POULE F, Monteban b. Oyonnax, 18-6; Bayonne b. Agen, 20-6; Périgueux b. Saint-Claude, 16-7; Tarbes b. Albi, 10-6; Clameçon, 1-1; Tarbes, 33 pts; Aurillac, 31; Bayonne, 29; Monteban, 23; Périgueux, 23; Saint-Claude, 23; Albi, 21; Oyonnax, 17.

Table with 2 columns: POULE G, Bourlès et Perpignan, 15-15; Rochelle b. L. Voulte, 12-7; Biarritz b. Bergerac, 13-7; Beaumont b. Mérignac, 20-19; Clameçon, 1-1; Les Voultes, 33 pts; Perpignan, 32; Bourlès, 28; La Rochelle, 23; Mérignac, 28; Beaumont, 23; Bergerac, 19; Salles, 12.

Table with 2 columns: POULE H, Dax b. Boucau, 34-3; Toulouse b. Quillan, 15-3; Castelnau-Mérian b. Tulle, 19-10; Agen b. Romans, 42-6; Clameçon, 1-1; Dax, 23 pts; Agen et Toulouse, 22; Sommes, 29; Boucau, 21; Tulle, 21; Castelnau-Mérian, 19; Quillan, 16.

Table with 2 columns: POULE B, Valence b. H.C.F., 15-9; Narbonne b. Montpellier, 36-23; Le Croquet b. Saint-Médard, 14-10; Béziers b. Devoussaux, 15-12; Clameçon, 1-1; Narbonne, 37 pts; Le Croquet et Valence, 29; H.C.F., 29; Montpellier, 24; Le Croquet, 22; Narbonne et Saint-Médard, 17.

Table with 2 columns: POULE C, Arras b. Auch, 34-6; Mont-de-Maran b. Vichy, 18-10; Béziers b. Agen, 23-10; Narbonne b. Dijon, 13-6; Clameçon, 1-1; Arras, 38 pts; Vichy, Béziers et Mont-de-Maran, 29; Narbonne, 23; Auch, 22; Dijon et Mammès, 19.

Table with 2 columns: POULE D, Montpellier b. Troyes, 27-19; Pau b. S.B.U.C., 30-3; Bourg b. Oloron, 17-3; Angoulême b. Agen, 16-7; Clameçon, 1-1; Pau et Montpellier, 33 pts; Bourg, 29; A. Laveaux, 21; Oloron, Angoulême et Troyes, 21; S.B.U.C., 12.

Table with 2 columns: POULE E, Orthez b. Châteaurenard, 28-10; Angers b. Biarritz, 18-13; Arras b. Nice, 12-12; Lyon O.U. b. Carmaux, 15-12; Clameçon, 1-1; Nice, 35 pts; Arras et Lyon O.U., 29; Angers, 28; Orthez, 27; Biarritz, 12; Carmaux, 18; Châteaurenard, 16.

Table with 2 columns: POULE F, Monteban b. Oyonnax, 18-6; Bayonne b. Agen, 20-6; Périgueux b. Saint-Claude, 16-7; Tarbes b. Albi, 10-6; Clameçon, 1-1; Tarbes, 33 pts; Aurillac, 31; Bayonne, 29; Monteban, 23; Périgueux, 23; Saint-Claude, 23; Albi, 21; Oyonnax, 17.

Table with 2 columns: POULE G, Bourlès et Perpignan, 15-15; Rochelle b. L. Voulte, 12-7; Biarritz b. Bergerac, 13-7; Beaumont b. Mérignac, 20-19; Clameçon, 1-1; Les Voultes, 33 pts; Perpignan, 32; Bourlès, 28; La Rochelle, 23; Mérignac, 28; Beaumont, 23; Bergerac, 19; Salles, 12.

OMNISPORTS

Le SNEP critique le projet de loi d'orientation

M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie, chargé de la jeunesse et des sports, a reçu, le 21 février, les recteurs d'académie. Il s'est entretenu avec eux du projet de loi d'orientation du sport (le Monde du 22 février) et de ses modalités d'application. M. Mazeaud a fourni à ses interlocuteurs des précisions sur la création de diplômes d'études supérieures (DES) pour les professeurs d'éducation physique.

Le projet de loi d'orientation du sport qui sera soumis le 28 février au conseil de la jeunesse, de l'éducation physique et des sports, fait l'objet d'une critique de la part du Syndicat des professeurs d'éducation physique (SNEP), qui a publié le communiqué suivant :

« Le SNEP constate que subsistent entièrement les dispositions essentielles qui concernent la volonté de désengagement de la responsabilité de l'Etat en matière d'éducation physique et sportive à l'école et le refus de donner les moyens nécessaires. Le texte contient l'aveu explicite que l'Etat n'assurera que partiellement l'éducation physique et sportive dans le second degré est abandonnée. Une « mission sportive » artificiellement séparée de l'éducation physique serait confiée, soit aux associations sportives scolaires de l'ASSU (Association du sport scolaire et universitaire), qui organisent actuellement la pratique sportive volontaire et dont la mission serait ainsi déléguée, soit à des centres extérieurs aux établissements, soit à des clubs privés sous la réserve hypocrite d'un hypothétique contrôle. En réalité, c'est la confirmation d'une situation physique et sportive déstructurée, d'un appauvrissement de l'éducation, d'une ségrégation des enfants renforcée d'une privatisation d'une partie du service public d'enseignement. »

« Le SNEP rappelle qu'il considère avec la FEN (Fédération de l'éducation nationale) que ce projet qui légalise la pénurie est inacceptable et souligne que ce projet s'inscrit dans la ligne politique du projet Haby, condamné également par la FEN et ses syndicats nationaux. »

Handwritten text: 150







صكناف الاعل

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

LA FOLIE ET L'HORREUR

(Suite de la première page.)

« J'ai vraiment l'intention de char- cher le sang germain dans le monde entier, de la soustraire et de le voler... » déclarait Himmler, en 1938, aux officiers de la division Deutschland. Déclaration d'intentions qui n'eût pas tardé à devenir réalité. Dès 1940, de véritables rafles d'enfants sont organisées en Pologne par les services de la SS et parfois par la Wehrmacht. Après avoir été « triés » par les « connaissances de race », les enfants retenus (on devine ce qu'il advenait aux autres) étaient expédiés dans des centres spécialisés où, sous les auspices du Lebensborn, tout était mis en œuvre pour les « germaniser ». Après quoi, ils étaient confiés à des familles allemandes, soit de façon définitive (adoption), soit à titre temporaire (les filles devant plus tard être récupérées pour la reproduction).

Maria Hiller a retrouvé les photographes d'un kidnapping en Pologne. Pièce de conviction qui s'ajoute aux témoignages des parents racontant dans quelles circonstances leur enfant leur fut enlevé, et à ceux des enfants, aujourd'hui devenus adultes, qui plaignent avec effroi dans leurs souvenirs. A entendre les uns et les autres, il nous semble, comme le dit l'un d'eux, qu'un film très lent et très cruel ne cesse de repasser sous nos yeux.

La guerre finie, l'Allemagne hitlérienne écorcée, le mal survit. Des problèmes politiques et moraux per- tuis insolubles se posent aux commissions chargées de rendre les enfants « germanisés » à leur pays et à leurs familles d'origine. Beaucoup de ces familles ont disparu. Certains enfants — surtout les plus jeunes — ont oublié leurs parents véritables. Et les Allemands qui les ont adoptés se sont souvent attachés à eux. Aux drames de la déportation s'ajoutent ainsi ceux de l'adoption.

Un exemple entre mille. Sur l'écran apparaît une vieille femme. Elle s'appelle Mme Ewertowska. Elle vit à Rogozno, en Pologne. Depuis le 27 septembre 1943, jour où on lui a enlevé sa fille, elle attend son retour. Elle s'adresse à elle : « Chère liana, j'aurais-tu oublié la mère ? Tu n'es pas Allemande, tu es Polonoise. Tu n'es pas protestante, mais catholique. Tu es née à Rogozno, en 1936... »

Mais la fille de Mme Ewertowska, qui s'ajoutait nul quarante ans, qui

est mariée et mère de deux enfants, ne veut pas entendre parler de cette « femme polonoise » à laquelle elle déclara se sentir complètement étrangère. Sur l'écran, la vieille insiste : « Je vais bientôt mourir. Écris-moi au moins une lettre... » Un visage creusé, revêtu par l'attente, le che- grin. Des yeux qui supplient. La silence.

Devant ces images on se dit que le Reichstörner SS Heinrich Himmler n'a pas complètement perdu sa guerre.

JEAN DE BARONCELLI.

Publicis-Matignon, Studio Jean-Cookson.

« Le Boucher, la Star et l'Orpheline »

En réalisant son premier film (sur un scénario écrit avec Roland Topor), Jérôme Savary a voulu poursuivre sa cinématographique de « spectacle vivant » (le Grand Magic Circus) qui connaît le succès depuis plusieurs années. Décora réels et toiles peintes, plans fixes et poursuites, déguisements, caricatures et chansons, ce film est donc antiréaliste et décalé, sur le vaste écran du Kinopanorama, une suite de « tableaux de genre » : mélo-hall, comédie burlesque, mélodrame, et cirque neutralement.

Jérôme Savary raconte, à gros traits, à gros sketches, l'histoire « édifiante » de Maurice (Gérard Croce), patron d'une boucherie cheveline qui, à force d'édifier le meilleur sur scène (Jean-François Lelièvre et Jean-Pierre Lohard) et le star Belle Donne (Micheline Presle), veut réaliser un film, devient assassin pour se procurer des capitaux, connaît une célébrité mondiale puis se ruina et se heurte au mépris — ou au pas dire à l'imbécillité — des producteurs. Et le film inachevé de Maurice, ce western parodique et tendre, « belle histoire d'amour entre les hommes et les chevaux », réduit à quelques séquences dans le neige et la nuit bleue, est, au fond, le vrai film que Jérôme Savary aurait dû tourner.

La critique féroce du producteur Flashbech (Jean Eskenazi), inacceptable de regarder ce qu'on lui montre sur l'écran et brisant le rêve d'un cinéaste, évoque sans doute les démenties de Jérôme Savary avec le monde du cinéma. Après cela, les aventures de Maurice, reparti pour une nouvelle carrière et un nouvel échec, deviennent lassantes, malgré les apparitions de Christopher Lee et de Topor. S'il est amusant jusque dans ses malheurs, le Maurice de Gérard Croce n'est pas un personnage vraiment intéressant. Et puis, ces images d'un film arrêté faute d'argent vous iront dans la tête. Jusqu'à souhaiter un succès commercial à Le Boucher, la Star et l'Orpheline pour que Jérôme Savary puisse reprendre et achever ce ciné-feuilleton que Maurice le boucher avait dû abandonner. — J. S.

\* Kinopanorama.

Et à la mémoire de Dino Cinati, la Scala de Milan organise un concours de jeunes pianistes, qui aura lieu du 15 au 22 juin. Inscriptions avant le 31 mars.

« Le Jeu avec le feu », d'Alain Robbe-Grillet

Une jeune fille, Caroline (Anicée Alivina), est enlevée sur le qual d'une station de métro. Les ravisseurs mystérieux réclament à son père, le financier Georges de Saxe (Philippe Noiret), une énorme rançon. La valise et la lettre de chambre contenant ces portes et on des attitudes étranges...

Nous entrons, semble-t-il, dans l'univers du film policier. Or, très vite, les pistes se brouillent et la « sus- pense » se détruit. L'enlèvement de Caroline n'a pas eu lieu. La jeune fille est avec son père, qui, pour le protéger, la confie à une sorte de policier privé... C'est Jean-Louis Trintignant, qu'on a vu en compagnie des gangsters et qui porte de fausses moustaches. Caroline est cachée dans un hôtel, qui est aussi la maison d'un plaisir clandestin où elle aurait dû être enfermée par ses ravisseurs pour être livrée — comme d'autres filles enlevées — aux caresses des clients. Et que vient faire la nuit, dans sa chambre, son propre père, qui lui ramène pas la reconnaissance et qui se sert d'elle comme d'un pensionnaire de la maison ?

Tout cela semble illogique, et le spectateur qui cherche une explication à l'intrigue policière ne l'aura pas. Alain Robbe-Grillet le lui refuse, comme il lui refuse ce que montrent les scènes érotiques dans le cinéma « porno ». C'est que le décalage du spectateur fait partie du système sur lequel s'élabore chacun des films de Robbe-Grillet. L'auteur-réalisateur ne propose pas une anecdote, un récit auquel il donnerait un style. Il propose un assemblage de structures et de formes filmiques dans lesquelles on ne peut pas reconnaître le mode

de narration dont on a l'habitude au cinéma. Dans son cinéma et lui, Robbe-Grillet fait tout pour dissocier le sens du réel psychologique ou du comportement, et la notion de genre. Cela se manifeste par le manièrisme de filmer des archétypes d'intrigues et de personnages réduits à des signes. On retrouve les aventures mystérieuses pour bandes dessinées, un pisto- lière de roman-feuilleton, la mythologie de la maison de rendez-vous et celle du cinéma érotique commercial (Robbe-Grillet s'amuse à démythifier Emmanuelle en utilisant Sylvia Kristel).

Double action, donc, sur les structures intérieures et extérieures des images. Robbe-Grillet s'y livre avec une jubilation qui doit être contagieuse. Ce que le film paraît volontairement en sens, il le gagne au jeu ironique du langage visuel. Enlaidi dans les sables mouvants d'une histoire qui se dérobe — et sur laquelle Trintignant aura le mot de la fin — chaque mot est pris, en somme, dans sa construction, avec sa propre imagination. Ce film déjà construit par l'auteur me semble imprévisible dans son déroulement. Dans cette œuvre, la plus maîtrisée, Robbe-Grillet pousse très loin le désoilage du cinéma romanesque, auquel il oppose, à un moment donné, les effets de la médiocrité. Percutant l'hôtel où elle est, à la fois, protégée et captive, Caroline ouvre des portes qui cachent (souvenir, peut-être, d'un épisode du Sang d'un poète, de Jean Cocteau) des scènes d'érotisme organisées comme des cérémonies libérales. Une de ces portes la mène à l'intérieur d'une salle rouge et où, un temple vide d'opéra où s'élevait la musique du Trouvère. Exaspération d'une réalité esthétisée dont les archétypes gardent pourtant plus de sens formel que le « réalisme » cinématographique.

Il faut savoir « jouer au cinéma » avec Robbe-Grillet, qui reste, d'ailleurs, fidèle à ses intentions en écartant les corps de ses femmes-objets.

JACQUES SIGLIER.

\* Maritre, Studio Médici, D.O.C. Odéon D.O.C. Marbeuf, Cinéma Opéra, Liberté, Biéville-Montparnasse, Cambroux, Murat, Cléchy-Petit.

(1) Trois disques Melodia - Chant du moine, LDX 78485/87.

Musique

« EUGÈNE ONÉGUINE »

au Capitole de Toulouse

Monter Eugène Onéguine dans une réalisation justifiée, grâce à l'entente du Capitole de Toulouse et du Grand Théâtre de Bordeaux, c'était donner une chance à une œuvre merveilleuse qui n'est jamais arrivée à s'implanter durablement en France. Une mise en scène de Sacha Pitoëff, une chorégraphie de Vladimir Skouratoff, des décors de Georges Wobkerich, la présence de Nicole Gluzien, devaient garantir l'authenticité slave. On est loin du comble.

Wakheritch n'a pourtant pas lésiné sur la couleur locale, inscrivant dans le décor du premier tableau salons, boulevards, palissades de bois, même une église à bulbes, et, bien sûr, une profusion de costumes folkloriques tout bariolés, plus Noïssice que nature.

Cette imagerie, ces tableaux qui évoquent parfois le musée Grévin, ne sont pas de trop pour contrebalancer une distribution et une interprétation aussi peu slaves que possible : on y chante dans le style de Faust ou de Madame Butterfly ; ces dames s'expriment irrésistiblement comme dans Carmen ; les danseuses ont le sourire figé et satisfait de quelque troupe d'opérette ; l'orchestre joue avec un sympathisme débraillé méridional qu'on croyait définitivement enjui, un expressionnisme varié et bruyant amène avec son orchestre ; les musiciens ont intérêt à écouter l'admirable enregistrement de Rostropowitch avec le Bolchoï (1).

La distribution n'est pas toujours très heureuse : Adriano

Malponte, Mancini italienne oppor- tuniste et très extravertie, se renferme dans des attitudes gou- ches, des expressions dures à la Sylva Marzotto, avec à la fin une pose sculpturale digne de la statue antique ; ce n'est pas sa faute si elle n'est en rien la tendre Tatiana au pathétique tout en nuances ; et sa voix même, jubilante, roucouloise, n'a pas l'aura de cette « nouvelle Héloïse ». Benedetto Picozzi, qui ressemble à un Onéguine sobre et profond qui donne à l'œuvre sa stature, bien que sa voix, très prenante, paraisse souvent tendue. Mais n'est-ce pas l'obligation de chanter en français qui déséquilibre la pose des voix, puisque même Nicola Gluzien, impressionnant prince Gré- mine (pour qui l'orchestre se fait un moment miraculeusement tchaïkovskien), n'a pas sa rondeur, son « bel canto » habituel, malgré le grain très fin et la vivante émotion du timbre.

Après d'eux, on remarque Lyne Douran, excellente et affectueuse nourrice, Régine Sarcoty, qui campe une amoureuse Mme Larina, ainsi qu'André Malabrera (Triquet) et Paul Morneau (Zaretski), des chanteurs un peu trop nombreux et puissants, un corps de ballet solide, mais manquant de distinction ou de fraîcheur.

S'il a fort bien omis les groupes et imagé les rapports des personnages entre eux, Socha Pouchkine n'a pas cette fois imposé à des artistes latins le climat d'un Pouchkine ou d'un Tchaïkov, ce romantisme sentimental et can- dide, douillette et amer, tout en demi-teintes. La greffe n'a pas pris, mais il valait la peine de l'essayer. Et Michel Plasson tirera sans nul doute de féconds ensei- gnements de cette expérience.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations à Toulouse (le 28 février et 5 mars ; à Bordeaux, les 7, 9, 11 et 13 mars.

Musées

FERMETURE PROVISOIRE DE L'EXPOSITION DUBUFFET OCCUPÉE PAR DES PEINTRES CONTESTATAIRES

« Les artistes occupent », pour- rait-on lire, vendredi, à l'entrée du CNAC, rue Berryer, où se tient l'exposition Dubuffet. Cette décision faisait suite à l'entrevue que les artistes plasticiens avaient eue la veille avec un responsable du ministère du travail, au sujet de la CAVAR, leur caisse d'assu- rance-vieillesse (le Monde du 21 février). Ils avaient demandé que des mesures transitoires soient prises pour que la CAVAR cesse ses procédures de poursuites et appels de cotisations en attendant la nouvelle loi assujettissant au régime général de la sécurité sociale. Estimant qu'ils n'ont pas obtenu de garanties suffisantes en ce qui concerne leurs revendica- tions, ils occupèrent encore ce matin les lieux de l'exposition.

films pour le plaisir. MARDI 25. 18 h. 30 : REMONDES, Jean Grémillon (1955-1961). 20 h. 30 : L'ÉTÉ, René Clair (1924). \* LOLA, Jacques Demy (1960).

théâtre de la commune 93300 Aubervilliers tél. 252 64 93 maison de la culture 93

100 LE MARATHON PALACE 8, Faubourg Montmartre Métro Montmartre. « Il faut absolument y aller. On n'a jamais cette bouffée de bonheur au théâtre. » M. COURNOT.

A PARTIR DU 4 MARS

THEATRE DU SOLEIL. L'AGE. Théâtre de la commune 93300 Aubervilliers tél. 252 64 93 maison de la culture 93

CONGORDE PATHE - LUMIERE BAUMONT - MONTPARNASSE PATHE QUARTIER LATIN CLONY PALACE GADOMY CONVENTION LES NATION Périphérie : BELLE ÉPINE PATHE Thiais TRICICLE Asnières G.2.L. Versailles VELZY : MULTICINE Chamigny EPICENTRE

MARLENE JOBERT - GERARD DEPARDIEU pas si méchant que ça. DOMINIQUE LABOURIER. Une comédie Q.T.B. Plus genre ACTION FILM avec ARTICO FILM GENEVE M.L. PRODUCTIONS PARIS - Distrib. par S.N.E.C.

LE GRAND MAGIC CIRCUS. GOOD BYE FREUD. BERTOT DEVOS. 27 MARS.

P.A. DIRECTION COMMERCIALE 140.000 F. Une filiale d'un très important groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel mécanique moyen et lourd, recherche le responsable de son service commercial France. SOCIÉTÉS ALGÉRIE + 100.000 F. Ingénieurs et Psychologues - P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A. Ingénieur GRANDE ÉCOLE Nord. Les Chantiers Navals FRANCE-DUNKERQUE (3.000 personnes) appartiennent au Groupe Empain-Schneller, bien placés sur le marché international de la construction de navires à haute technicité, recherchent un Ingénieur pour assister le Contrôleur de Gestion. INGENIEUR GRANDE ÉCOLE Nord. Les Chantiers Navals FRANCE-DUNKERQUE (3.000 personnes) appartiennent au Groupe Empain-Schneller, bien placés sur le marché international de la construction de navires à haute technicité, recherchent un Ingénieur pour assister le Contrôleur de Gestion. Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à : PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A. 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 7, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-70-63 19, Résidence Flondre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-82-25 Amsterdam - Barcelona - Bruxelles - Copenhagen - Frankfurt - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

es films nouveaux... BERTOT DEVOS... CORNILLE RODOGUNE... MAGIC CIRCUS... 27 MARS... 259

# ÉDUCATION

## Le congrès de l'U.G.E. critique les « cours-recettes » dans les grandes écoles

Les cent vingt délégués au congrès de l'Union des grandes écoles (U.G.E.), réunis à Paris du 21 au 23 février, ont réclamé une allocation d'études pour les élèves des grandes écoles et une amélioration du « contenu scientifique de l'enseignement ».

M. Michel Fiszbin, député communiste de Paris, a été élu président de cette organisation.

Son président, à la présidence de l'U.G.E., M. Michel Laurent (qui est le fils de M. Paul Laurent, député de Paris, membre du bureau politique du parti communiste français), a, dans son rapport d'activité, évoqué la « redémocratisation de l'organisation syndicale » et lancé le mot d'ordre : « U.G.E. partout et pour tous ».

Tel est, en effet, le premier objectif des dirigeants de l'U.G.E. : accroître la représentativité de leur organisation « en multipliant les adhésions et en s'implantant dans toutes les grandes écoles », ce qui n'est pas encore le cas. Les 3 800 adhérents qu'affirme regrouper l'U.G.E. représentent, en effet, une trentaine d'écoles, en majorité scientifiques, parmi lesquelles l'École centrale, l'École polytechnique, l'École des mines, H.E.C. (Hautes études commerciales) et l'ESSEC (École supérieure du commerce économique et social).

**ÉTUDIANTS EN MÉDECINE :**  
**L.I.S.T.H.**  
Fort d'une réputation universitaire exceptionnelle depuis 21 ans, vous préparez au  
**PCEM 1**  
• Petits groupes de 10 à 12 étudiants (dans les C.N.U.)  
• Maîtres assistants confirmés  
• Contrôle effectif des connaissances  
• Documents gratuits et inscriptions  
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES  
6, av. Léo-Hanry, - 75016 PARIS.  
Tél. : 870-46-14 - 527-10-15  
(M<sup>o</sup> : Mirabeau ; Église d'Auteuil.)

« Il est devenu très difficile d'être étudiant dans les grandes écoles : l'insuffisance des bourses, l'augmentation des frais de scolarité (8 000 francs à l'ESSEC, la plus « chère ») obligent environ 50 % des étudiants à exercer, parallèlement à leurs études, une activité salariée... », indique le rapport d'orientation. L'U.G.E. demande donc à la fois un « statut démocratique pour les grandes écoles » (à en retard d'un demi-siècle, les grandes écoles sont, pour la plupart, dirigées par un directeur nommé, chargé simplement d'appliquer les directives ministérielles) et « l'attribution d'une allocation d'études à tous les étudiants, dont le taux maximum serait fixé à 900 francs par mois ».

« Il est actuellement de plus en plus difficile de trouver un emploi à la sortie des grandes écoles, estime également M. Michel Laurent. Le niveau des cours fondamentaux et scientifiques n'est pas au profit des « cours-recettes », en particulier dans les écoles commerciales. »

Le texte d'orientation présenté par le bureau sortant a été voté presque sans changement par le congrès. Seuls les représentants de l'ESSEC ont voulu modifier légèrement la belle ordonnance des débats. De création récente, ce comité, qui compte près de cent adhérents, est essentiellement composé de militants d'extrême gauche sans appartenance politique. Qualifié de « spontanéiste » par la majorité du congrès, il estimait notamment dans le texte de résolution qu'il présentait, que « le syndicat ne doit pas être un service d'entraide sociale pour les étudiants mais l'instrument de leurs luttes ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Dans le Morbihan Une enseignante est poursuivie pour diffamation envers un jury d'inspection

Un ancien professeur stagiaire de collège d'enseignement technique, Mlle Annie Le Grévellec, vient d'être inculpée de diffamation sur une plainte de six membres de jurys du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les C.E.T. Rofusée au CAECBT en juin 1974, après deux autres échecs, et licenciée à la suite de ce refus, Mlle Le Grévellec avait adressé une lettre ouverte aux deux inspecteurs ayant présidé les jurys. Ils étaient, estimait-elle, responsables de leur décision.

Dans ce texte on fait état de retenues comme diffamatoires quelques phrases du porteur général, qui mélangent en cause le rôle de l'inspection pour les enseignants en général, le statut et l'autorité reconnus aux inspecteurs de l'enseignement général de ceux-ci à l'égard des professeurs.

Après la réunion de la commission paritaire académique qui a eu lieu le 20 février, Mlle Le Grévellec a été poursuivie pour diffamation envers un jury d'inspection.

Grève dans deux établissements de Brest. — La plupart des enseignants du lycée et du collège d'enseignement secondaire (C.E.S.) de Kerichen, à Brest (Nord-Finistère), ont fait, vendredi 21 février, une grève pour protester contre la suppression prévue de neuf postes d'enseignement dans ces établissements.

M. Jacques Le Goff vient d'être nommé, par un décret publié au Journal officiel du 21 février, directeur de l'École des hautes études en sciences sociales. Celle-ci est formée de la quatrième section de l'École pratique des hautes études (E.P.H.E.), devenue autonome, que M. Le Goff présidait depuis 1972.

# RELIGION

## Les « silencieux » de l'Église créent une fédération missionnaire

Le Rassemblement des silencieux de l'Église a tenu, le 23 février à Paris, son troisième congrès en présence de quatre à cinq cents personnes. Une des décisions les plus importantes prises par l'assemblée, à l'initiative de M. Pierre Debray, a été la création d'une fédération missionnaire. Les délégués ont voté la création d'une fédération missionnaire qui sera tirée à cinq cent mille exemplaires (43 rue de Turbigo, 75003-Paris). Une série de conférences est prévue en province.

Le mouvement des « silencieux » comprend douze à quinze mille adhérents. Ce sont essentiellement des catholiques (80 à 85 %), des ouïens (15 % environ), des retraités (15 % environ), des ruraux (5 à 6 %). La plus forte implantation a lieu dans la région parisienne, suivie de la Normandie, la Gironde, l'Alsace, le Pas-de-Calais et le Rhône.

## Mgr ETCHEGARAY, DEMANDE LA RÉÉVALUATION DE LA PLACE DE LA FEMME DANS L'ÉGLISE

Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille, traite dans l'édition de son dernier bulletin diocésain (1) de la place de la femme dans l'Église.

« L'évolution de la situation de la femme dans la société, écrit-il notamment, ne peut être ignorée aujourd'hui, la révision de la place qui lui est donnée (ou plutôt refusée) dans la communauté ecclésiastique (...). L'Église a beaucoup à faire en ce domaine pour répondre aux préjugés et les réflexes socio-culturels qui empêchent une vraie coopération entre hommes et femmes et la mise en valeur de talents spécifiques de chacun au service de l'évangélisation. Des études théologiques sont aussi à entreprendre pour éclairer la tradition de l'Église et orienter la recherche de nouvelles voies en ce qui concerne l'accès des femmes à la prêtrise. »

Mgr Etchegaray note les perspectives nouvelles ouvertes par la commission d'étude pluridisciplinaire sur la femme, créée en 1973, qui cherche entre autres à éviter l'« impasse féministe », mais dont les travaux sont encore « partiels ».

(1) L'Église aujourd'hui, 23, rue Sybilla, 13291 Marseille Cedex 2.

# MÉDECINE

## Mme VEIL INAUGURE UN CENTRE ANTICANCÉREUX

(De notre correspondant.)  
Caen. — Inaugurant, samedi 23 février, le centre anticancéreux François-Baclesse de Caen qui comporte deux cent soixante-dix-neuf lits, Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a rappelé l'importance du rôle de dépistage et de traitement que doivent tenir de tels centres, en liaison avec les autres établissements hospitaliers. Mme Veil a ensuite visité la maternité de la ville, qui, à l'été prochain, ne répond plus aux normes de confort que sont en droit d'attendre les jeunes femmes, et où quatre-vingt-dix lits sont en attente de leur occupation. Cependant,

après le refus de cinq cliniques privées de pratiquer des interruptions de grossesse, cette maternité, déjà surchargée, risque d'être la seule à Caen à accueillir les demandes d'avortement.

Le ministre de la Santé a indiqué qu'il ne pouvait obliger les cliniques privées à pratiquer des interruptions de grossesse, mais que, si le corps médical des hôpitaux publics y refusait, il donnerait des instructions aux directions pour qu'elles créent des services particuliers à cet effet.

La visite de Mme Veil a été marquée par diverses manifestations et distributions de tracts politiques et syndicaux.

(PUBLICITE)

# CARREFOURS H. E. C.

A JOUY-EN-JOSAS

## L'ENTREPRISE AU-DELA DES FRONTIÈRES

EXPORTER ET S'IMPLANTER A L'ÉTRANGER

**ORGANISÉS** par un groupe d'élèves, les Carrefours HEC réunissent chaque année sur un sujet d'actualité un grand nombre de personnalités du monde des affaires.

Le sujet : « L'ENTREPRISE AU-DELA DES FRONTIÈRES » (exporter et s'implanter à l'étranger) répond au problème majeur des entreprises françaises aujourd'hui : l'exportation est une nécessité pour la croissance, sinon la survie. Il n'est besoin pour s'en convaincre que d'observer l'activité déployée par les Pouvoirs Publics ; les nombreux voyages de M. Norbert Ségard, maintenant Ministre du Commerce extérieur, illustrent bien ce phénomène. L'Etat prospecte pour l'industrie française !

Notre but est de faire profiter au maximum les responsables d'entreprises de l'expérience qu'on

acquise les experts au cours de leur carrière. Pour ce faire, nous avons adopté une formule mixte. Le travail en commission et les exposés-débats.

Le travail en commission par groupe de 20 à 30 personnes est efficace, il permet un contact direct entre participants et experts sur un thème précis.

De plus, certains sujets qui préoccupent toute entreprise tournée vers l'étranger (les troubles monétaires et le commerce international, l'action des Pouvoirs Publics...) seront traités sous forme d'exposés et repris au cours des débats du 20 mars.

Nous vous présentons, ici, la liste des experts.

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION I**

**LE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS**

MM. BARBE, Directeur du Service Financement des Exportations DREE ;  
FIRMIN, Chef du Service des Etudes Financières, L'AIR LIQUIDE ;  
LANGLIS, Directeur adjoint, B.F.C.E. ;  
LAUCHE, Conseiller, B.E.I. ;  
LEPICARD, Directeur Financier, HONEYWELL-BULL ;  
METTAS, Directeur du Financement, PUK ;  
DE RISBURG, CDMUNAUTES EUROPEENNES ;  
FAY, Fondé de Pouvoir aux Affaires Internationales du Crédit Lyonnais ;  
MOURAIT, Directeur de Trésorerie aux Affaires Internationales - B.N.P. ;

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION II**

**COMMERCE AVEC LES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE**

MM. Patrick ADAM, Exportation Galf Arabique, PEUGEOT ;

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION III**

**EXPORTER VERS LES PAYS SOCIALISTES**

MM. BAUMARD, General Food France FEVRIER, DREE ;  
GIRARDOT, ASTRA-CALVE ;  
LEBAS, CIFAL ;  
Miles MONOBROCA, C.F.C.E. ;  
PUSYNEIGE, C.F.C.E. ;  
M.M. RASLOVEFF, Chambre de Commerce Franco-Soviétique ;  
VINCENT, B.N.P. ;  
WDLKENSTEIN, Crédit Lyonnais.

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION IV**

**COMMENT DÉVELOPPER L'EXPORTATION DE NOTRE « SAVOIR-FAIRE » ?**

MM. KARPELES, Chambre Syndicale des Constructeurs de Gros Matériel Electrique ;  
PEIRELLO, Adjoint Directeur Commercial de la SOFRESID ;  
COURTIERE, Moor-Genesial ;  
VIARGES, Chargé de mission, Centre de Formation Continue ;  
DELAFONT, Directeur Commercial de la THECNIP ;

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION V**

**LES P.M.E. FACE A L'EXPORTATION**

MM. BELLOCH, Chef de la Division des Etudes Economiques et Actions de Promotion de la D.G. des Douanes ;  
GINDRE, P.D.G. de la Société des Blancs de Zinc de la Méditerranée ;  
HERSCHTEL, Président de la Commission du Commerce International du Comité National des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ;  
G. TRDLUBNIKOFF, Directeur Général Adjoint, Société LITWIN ;  
Mme LANGE, Bureau de rapprochement des entreprises avec Communautés Européennes ;  
M.M. D. GUILLMOTO, Crédit du Nord et Union Parisienne ;

**LISTE DES EXPERTS DE LA COMMISSION VI**

**UN HOMME NOUVEAU : LE MANAGEMENT INTERNATIONAL**

MM. ASPAR, Directeur Général Hochtelt International ;  
DE BAROLET, Directeur Adjoint du Personnel B.N.P. ;  
DREW, Directeur London Executive Programm London Business School ;  
DUVAL, Directeur des Codes et des relations humaines RHONE-POULENC ;  
SCHWENER ;  
SAUVAGE, Directeur des affaires extérieures INSEAD ;  
GIRAUD, Directeur de l'Organisation et des ressources humaines, CIMENTS LAFARGE.

**JEUDI 20 MARS**

10 h. DÉBAT, animé par M. PIGASSE (« Entreprise », « Troubles monétaires et commerce international »)

12 h. 30 DEJUNER-DÉBAT, présidé par M. DEVAUX, Président du C.F.C.E.

Personnalités invitées à ces débats

MM. JEAN RIBOUD, Directeur Général de SCHLIMBERGER ;  
Renoud GILLET, Président de RHONE-POULENC ;  
Ambroise ROUX, P.D.G. de la C.G.E. ;  
BLEUSTEIN-BLANCHET, P.D.G. de Publicis ;  
Marcel FOURNIER, P.D.G. de CARREFOUR ;  
Jean SAINT-GEORGES, Directeur Général du CREDIT LYONNAIS ;  
Alain CHEVALIER, Directeur Général de MOET-HENNESSY ;  
Lionel STOLERU, Conseiller Economique du Président de la République ;  
Gérard THALHEIMER, Président du Club des Exportateurs.

**PROGRAMME**

**MERCREDI 19 MARS**

9 h. 30 Discours d'ouverture.

10 h. Réunion en commission.

13 h. Déjeuner.

14 h. 30 Réunion en commission.

16 h. 30 Exposé de M. F. GISCARD D'ESTAING, Président de la B.F.C.E.

17 h. 15 Cocktail.

**JEUDI 20 MARS**

9 h. 30 Rapports des commissions.

10 h. Débat.

11 h. 30 Exposé de M. MAL-TERRE, président de la C.G.C.

13 h. Déjeuner-Débat.

**BULLETIN D'INSCRIPTION**

(à détacher et à retourner à l'adresse ci-dessous)

M..... Fonction .....

SOCIETE.....

ADRESSE.....

Tél.....

desire participer à la COMMISSION N°..... et régler ce jour, par chèque barré à l'ordre de CARREFOURS H.E.C., le montant des frais d'inscription, qui s'élèvent à 800 F. CARREFOURS H.E.C., 1, rue de la Libération, 78850 Jouy-en-Josas.

LE

Croissant

LA G

0

Le contrat social et les faits

صكنا عن الاصل

صكنا من الامل

# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## LA CONJONCTURE EN FRANCE

### Croissance zéro en 1975 ?

**O**ù en est l'économie française et quelles sont ses perspectives ? Les événements vont si vite que paraissent dépassées les discussions sur le taux de croissance de la PIB (production intérieure brute) qui rappellent d'assez nombreuses oratoires au cours de précédentes campagnes électorales. Si, comme cela est actuellement le cas, le chiffre d'affaires des entreprises diminue de 15 à 50 %, selon les secteurs, et que le chômage s'étend, peu importe comment se reflétera cette évolution dans la PIB. Le gouvernement s'en tient toujours aux prévisions qu'il a faites au moment de l'établissement du budget de 1975. C'est ainsi qu'« officiellement » la France devrait connaître, cette année, une croissance de 4 %,

par PAUL FABRA

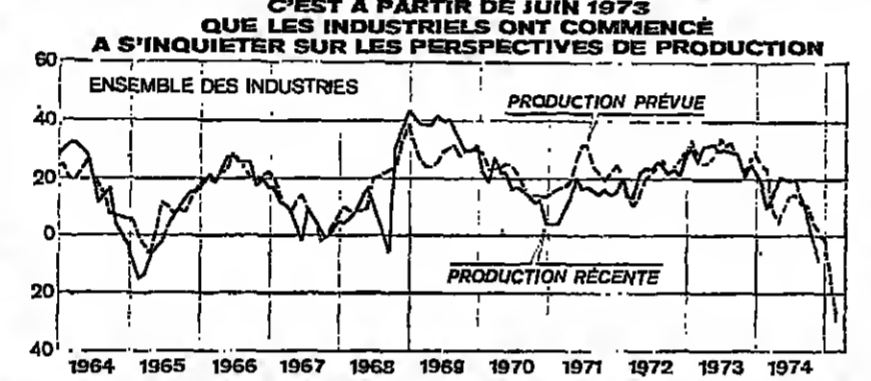
Les seules d'humour de l'opinion parisienne (les esprits paraissent moins échauffés en province) ne contribuent pas à clarifier le débat. En septembre dernier, il était du bon ton de réclamer haut et fort un gouvernement de passage afin de l'action pour lutter contre l'inflation. Quelques semaines plus tard — toutes les enquêtes l'attestent — le climat des affaires se détériore brusquement. On découvre la rigueur du plan de refroidissement lancé avant l'été. Novembre et décembre : la pessimisme des chefs d'entreprise est à son comble. Janvier : une déflation se produit. Le mode est maintenant de penser que « le creux de la vague est passé ».

Mais cet optimisme fait long feu et l'inquiétude règne à nouveau. Décidément, il apparaît presque aussi difficile de se faire une opinion sur la conjoncture de son propre pays que sur celle d'un pays lointain. C'est qu'il s'agit d'un domaine où il est presque impossible de séparer les faits de l'analyse. Comment apprécier la « tendance » des affaires sans porter un jugement d'ensemble sur les facteurs qui conditionnent l'activité économique ?

Une première constatation s'impose en

comme l'a répété encore récemment M. Jean-Pierre Fourcade. Mais les ministres, et tout d'abord le premier, commencent à devenir plus prudents sur ce chapitre.

Il est probable qu'au rythme actuel le taux de croissance s'approche de zéro, à moins d'un extraordinaire redressement au cours du deuxième semestre que rien, pour l'instant, ne laisse présager. En réalité, la production de biens réels est en diminution. Le freinage actuel est-il durable ? Risque-t-il de s'accroître ? Faut-il, dès maintenant, relancer, passant outre aux conseils de prudence de ceux qui soulignent la fragilité des résultats obtenus dans le domaine du commerce extérieur et des prix ?



Ces courbes sont tirées de la revue « Tendances de la conjoncture » publiée par l'INSEE, numéro du 15 janvier 1975 qui est le plus récent à indiquer la tendance récente de la production. Elle est établie à partir des réponses que les industriels fournissent chaque mois à la question suivante : quelle a été pour les produits que vous fabriquez la tendance de la production au cours des trois ou quatre mois précédents ? Quant à la courbe en pointillés, elle se réfère à la tendance prévue par les industriels pour leur production au cours des trois ou quatre prochains mois.

en 1972 et en 1973 sur le monde entier, mais qui, partout ailleurs, était en train de tomber. Ce n'est donc qu'avec retard, après la mise en place, au mois de juin 1974, d'une politique restrictive (encadrement du crédit, majoration des impôts sur les sociétés et les hautes revenus) que les entreprises s'aperçoivent qu'elles s'étaient prises à leur propre piège.

Selon les statistiques de l'INSEE, la production de biens intermédiaires a, dans l'ensemble, diminué de près de 15 % au cours des quatre derniers mois de l'année

actuellement de 25 % inférieure à ce qu'elle était il y a un an, et le bâtiment.

Dans la sidérurgie, dernier secteur touché le moins d'activité est de 40 à 50 % ; dans le verre, de 25 % ; les industries chimiques ne « tournent » que de 50 à 70 % de leur capacité, les industries de papier et carton à 60 % ; le chauffage à 50 %. A de rares exceptions près toutes les branches d'activité sont touchées, y compris celles qui produisent des articles de grande consommation, comme les bouteilles.

(Lire la suite page 19, 2<sup>e</sup> colonne.)

### La hausse des prix mondiaux trouble le système socialiste

**D**INTENSES consultations se sont déroulées ces dernières semaines entre les responsables du commerce extérieur et de l'énergie des pays d'Europe de l'Est, membres du Conseil de l'aide économique mutuelle (C.A.E.M.), plus connu en Occident sous son sigle Comecon.

Le Comecon se trouve en fait à un tournant : l'ouverture croissante ces dernières années des économies socialistes au marché mondial, la hausse vertigineuse depuis 1973 des prix de certaines matières premières, ont conduit ses membres à réviser le système de prix qu'ils pratiquent dans leurs échanges mutuels. Cette réforme a été décidée à la soixante-dixième réunion du comité exécutif du Comecon, qui s'est tenue fin janvier à Moscou. Elle vise dans son principe à répercuter plus rapidement que par le passé sur les prix en vigueur dans le Comecon les variations intervenant sur les marchés capitalistes. Ainsi, par exemple, pour les importations de matières premières et de carburant effectuées par la Hongrie, les prix augmenteraient en moyenne de 52 %. Ces hausses concernent 56 % des achats hongrois à l'Union soviétique. Les prix des machines vendues par la Hongrie n'augmenteraient en revanche que de 3,3 %. La Hongrie achèterait désormais le pétrole russe au prix de 37 roubles la tonne, ce qui représente une augmentation de 131 % par rapport au prix pratiqué jusqu'ici (116 roubles). Le pétrole soviétique vendu à la Hongrie reste cependant moins cher que le pétrole vendu sur le marché mondial.

De notre correspondant

Vienna. — Jusqu'à maintenant, les prix pratiqués dans le commerce intra-Comecon étaient fixés, au début de chaque plan quinquennal, sur la base du prix moyen des produits sur le marché mondial au cours des cinq années précédentes. Ces prix ne variaient pas pendant les cinq années d'accomplissement du plan. Ainsi en 1975 les échanges de marchandises entre les pays du Comecon auraient dû s'effectuer au prix moyen de ces produits durant les années 1969-1973. Or, il ressort des déclarations faites à quelques jours d'intervalle par deux dirigeants est-européens qu'à l'événir ces prix seront révisés annuellement.

Ce changement de conception a été annoncé publiquement pour la première fois par M. Jazurzewicz, premier ministre polonais. Dans un discours prononcé devant le parti ouvrier unifié de Varsovie et reproduit le 7 février dans Trybuna Ludu, organe du parti, M. Jazurzewicz avait déclaré : « Nous avons décidé, à la dernière réunion du comité exécutif du C.A.E.M., de prendre en considération l'influence de ces changements de prix (sur le marché mondial) sur ceux pratiqués par les pays du C.A.E.M., en éliminant bien entendu les fluctuations spéculatives et conjoncturelles qui se produisent sur les marchés capitalistes. Nous sommes convenus que les prix dans les échanges entre les pays du C.A.E.M. seront fixés chaque

année sur la base des prix mondiaux moyens des cinq années précédentes. »

Le premier ministre polonais avait ajouté que cette réforme ne concernerait pas seulement les matières premières, mais aussi les produits industriels.

Ces propos ont été précisés quelques jours plus tard par M. Gerhard Weiss, vice-président du conseil des ministres est-allemand, dans une interview publiée le 18 février dans le journal Neues Deutschland. M. Weiss a affirmé que le Comecon ne pouvait plus s'en tenir à des principes déjà vieux de quinze ans. Puis, après avoir noté qu'il existe « certaines causes objectives » aux changements intervenus ces deux dernières années dans le niveau des prix et dans leurs relations entre eux, il a annoncé que la réforme aurait des effets à la hausse à partir de 1975 et pour la période 1976-1980.

### Doublement du cours du pétrole soviétique

Ainsi les membres du Comecon se trouvent confrontés, dès cette année, à des augmentations qui n'auraient dû intervenir en principe que l'an prochain avec le début du nouveau plan quinquennal 1976-1980. Selon quelles modalités va s'appliquer la réforme ? Quelle sera l'ampleur des hausses et à qui profiteront-elles principalement ?

M. Gerhard Weiss a fourni deux indications intéressantes. D'une part, e-t-il dit, l'augmentation sera plus élevée pour les matières premières que pour les produits finis. D'autre part, il a souligné, à titre d'exemple, que la tonne de pétrole importé d'Union soviétique « dans les années qui viennent serait moitié moins chère que la tonne de pétrole achetée sur les marchés capitalistes ».

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 22, 3<sup>e</sup> colonne.)

L'Église crée un missionnaire

ETCHEGARAY DEMANDE REEVALUATION DE LA PAIX LA FEMME DANS L'ÉGLISE

19 et 20 MARS

UN NOMME NOUVEAU MANAGER INTERNATIONAL

SCRIPTION

### BULLETIN

#### Le « contrat social » et les faits

**M**ÊME dans un domaine comme l'économie, dans lequel on pourrait s'attendre qu'on accorde la priorité aux résultats sur toute autre considération, les mots comptent un poids étonnant et souvent plus que les choses. C'est ainsi qu'en dépit d'un grave déclin de nos industries, du pauvre état de ses relations sociales, de la faiblesse de plus en plus alarmante de sa croissance, d'un taux d'inflation qui avoisine 20 %, la Grande-Bretagne continue à mériter l'épithète de « île de la liberté ». C'est que les Britanniques ont encore le génie de trouver des formules qui font appel à l'esprit et à l'âme plus au cœur.

Dans la crise que traversent actuellement les sociétés industrialisées, qu'est-ce qui peut paraître plus souhaitable que la conclusion d'un « contrat social » entre le gouvernement et les syndicats ? C'est un tel contrat social qui, au moins en principe, sert de base à la politique économique du gouvernement présidé par M. Wilson. Il paraît d'autant plus séduisant qu'il est peu contraignant. Selon les termes de l'accord passé à l'automne dernier, avant les élections, entre le parti travailliste et les trade unions, ces dernières s'engagent d'une façon assez vague à limiter leurs revendications au maintien du pouvoir d'achat. Qu'en est-il advenu ? Le contrat social semble bien en train de perdre toute crédibilité après que les mineurs ont obtenu une augmentation de 30 % de leur salaire. Les cheminots récemment ont obtenu des améliorations voisines de 25 % tandis que de leur côté les employés de l'électricité et les marins de la marine marchande cherchant à s'alligner sur les avantages obtenus par leurs camarades des charbonnages. La vague de revendications qui semble emporter les innovations du contrat social britannique contraste avec le contenu des accords de salaires conclus en République fédérale. Les métallurgistes de Rhénanie-Westphalie ont accepté que la hausse de leurs rémunérations soit limitée à 8,8 % cette année, tandis que les fonctionnaires allemands se sont contentés pour leur part d'une augmentation de 6,5 %. On s'accorde à penser qu'en fin de compte la modération des syndicats ne permet pas au gouvernement de songer plus sérieusement à la relance de l'activité sans craindre un retour en force de l'inflation. N'est-ce pas à une prudence supplémentaire qu'une politique économique équilibrée sur les équilibres globaux veut mieux qu'un contrat social pour assurer le développement à long terme et combattre dans les meilleures conditions possibles la crise ordonnée ?

Mais il est peu probable que la tentative des formules ci-dessus ne soit le résultat des faits. Ainsi le gouvernement travailliste vient-il de proposer la création d'un « conseil national d'entreprises » destiné à « régénérer » le système de production en Grande-Bretagne. Les pouvoirs qu'il confère aux autorités risquent en réalité de relâcher encore l'effort d'investissement.

### Pour diminuer la pression de l'État Du laisser-faire au « faire faire »

**L**A mutation de l'administration est rendue indispensable par les objectifs mêmes de l'État moderne. Dans la société napoléonienne, le rôle de l'État se limite, pour l'essentiel, aux activités traditionnelles de puissance publique : justice, police, finances, relations extérieures, guerre. L'administration a, dans ces domaines de puissance publique, une attitude contraignante : elle ordonne ou empêche. En dehors de ces matières, le libre accomplissement des activités privées est la règle. La philosophie dominante est hostile au développement des activités publiques, elle suppose que l'harmonie sociale résulte du libre accomplissement des activités privées. Dans la société libérale moderne, une nouvelle conception du rôle de l'État tend à s'imposer. L'État est considéré comme le responsable du développement de la société. Il doit également veiller au maintien de ses équilibres majeurs en luttant, par exemple, contre le chômage ou les inégalités sociales. L'administration a, dès lors, pour objectif la transformation de la société et non seulement sa gestion. Cette mutation dans les objectifs pose à tout système libéral des problèmes.

L'administration voit son champ d'action s'étendre à chaque cellule de la vie nationale. Ses méthodes d'action, à base d'autorité, justifiées lorsque son domaine d'intervention était limité aux activités de puissance publique, doivent être reconstruites si l'on ne veut pas voir disparaître le caractère libéral de la société. La requalification contemporaine de concertation trouve ici sa source.

L'administration doit-elle réaliser elle-même les finalités sociales ou se contenter de fixer les objectifs et de les faire réaliser par des personnes privées ? En d'autres termes, elle se contentait autrefois de « laisser faire », doit-elle aujourd'hui « faire ou faire faire » selon l'expression qu'a employée M. Simon Nora dans son rapport sur les entreprises publiques ? Dans de nombreux États libéraux, l'extension des objectifs de l'administration s'est accompagnée du développement des activités de l'administration. Des entreprises publiques ont été créées dans les secteurs-clés de l'économie. Des pressions existent pour développer ce secteur public. Elles ne résultent pas seulement des idéologies collectivistes mais aussi de ce « mal de Parkinson » spécial à l'administration, d'une tentation constante de l'appareil administratif d'assurer son propre développement, d'une volonté des fonctionnaires de soumettre de nouveaux secteurs à leur emprise. Le choix est, dès lors, clair : convient-il d'accroître cette tendance, de renforcer le rôle, et la société changera de nature en perdant son caractère libéral ? Convient-il, au contraire, de choisir délibérément le « faire faire » ?

#### Face à l'extension du pouvoir étatique

Faire paraître pour l'administration, en tout état de cause, la solution de facilité. Il paraît plus aisé, au moins à première vue, de gérer directement que d'orienter les activités privées. La finalité d'intérêt général semble susceptible d'être mieux défendue dès lors que l'État est à l'abri de particularismes de gestion privés. Ces empiètements administratifs peuvent se réaliser de façon brutale à la suite d'une mutation politique socialisante. Il peut également s'infiltrer progressivement dans une so-

par CHARLES DEBBASCH (\*)

ciété libérale. L'administration tend à empiéter des secteurs de pointe. Ses entreprises publiques échappent progressivement à leur spécialité première par la diversification de leurs activités et un réseau de filiales. L'État transforme ses incitations en aides, ses aides en prises de participation. Et, pour peu que l'esprit d'entreprise s'éveille, les vocations pour le salariat s'étouffent progressivement les aptitudes à la création ou à la direction d'entreprises privées. Il suffit de peu de chose pour fonctionnariser progressivement une société, et ce mouvement correspond à la nature des choses : même les agents publics les plus libéraux résistent mal à cette boulimie administrative.

(Lire la suite page 22, 1<sup>re</sup> colonne.)

**BONS DU TRÉSOR**  
3 et 5 ans

**Taux de rendement**  
à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975  
(avant impôt)

à 3 ans  
**9,10 %**

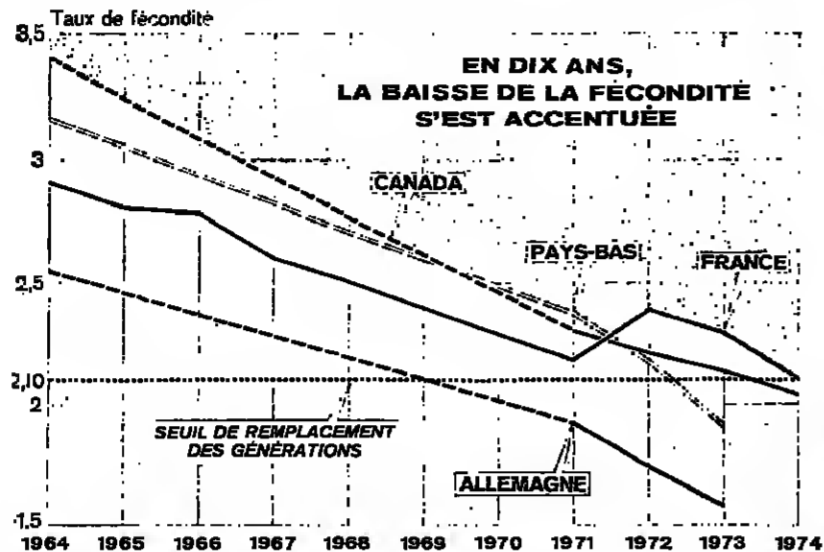
à 5 ans  
**10,50 %**

UN PLACEMENT SUR, PRATIQUE, RENTABLE.

(\*) Président de l'université de droit d'économie des sciences d'Aix-Marseille, docteur honoraire.

FAITS ET TENDANCES

• DÉMOGRAPHIE : la population française n'a assuré que son renouvellement en 1974



La chute de la natalité en France en 1974 a été finalement moins forte que les estimations de l'INSEE ne le laissent craindre l'automne dernier. Selon les dernières évaluations de l'Institut national d'études démographiques (INED), le nombre des naissances a été l'an dernier de 800 000 (et non de 770 000) : la baisse est cependant sensible : 55 000 naissances de moins qu'en 1973 (1).

Plus significative que le changement du comportement des couples est la diminution de la fécondité. En France, comme dans la plupart des pays industrialisés, cette baisse a commencé en 1964.

Pour la première fois depuis l'après-guerre, le taux de fécondité est tombé à 2,1 %, chiffre minimum pour assurer le remplacement des générations. Autrement dit, si le comportement des couples reste ce qu'il était l'an dernier, mille femmes en âge de procréer mettront au monde deux mille cent enfants ; compte tenu du fait qu'à la naissance le nombre des filles est inférieur à celui des garçons et qu'un certain nombre d'entre elles mourront avant d'être en âge de procréer, les mille femmes de 1974 seront simplement remplacées par mille femmes dans vingt ans. A terme, un tel train de fécondité se traduirait par une stabilisation de la population.

renouveau dans la plupart des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

Ainsi, aux Pays-Bas et au Canada, le taux de fécondité a diminué de près de 40 % en dix ans, descendant au-dessous du seuil de remplacement. Au Québec, le phénomène est encore plus frappant puisque le taux de fécondité est passé de 3,35 % en 1964 à 1,64 % en 1974. Mais c'est en Allemagne fédérale que la chute de la natalité reste la plus spectaculaire : le nombre moyen d'enfants par femme est passé de 2,55 pour cent femmes en âge de procréer en 1964 à 1,57 en 1973. En revanche, M. Longone nota que la chute de natalité est stoppée dans la plupart des pays de l'Est (sauf en République démocratique allemande, où l'évolution est étrangement parallèle à celle de l'Allemagne fédérale) et que la reprise est même vive en Pologne et surtout en Tchécoslovaquie — J.-M. D.

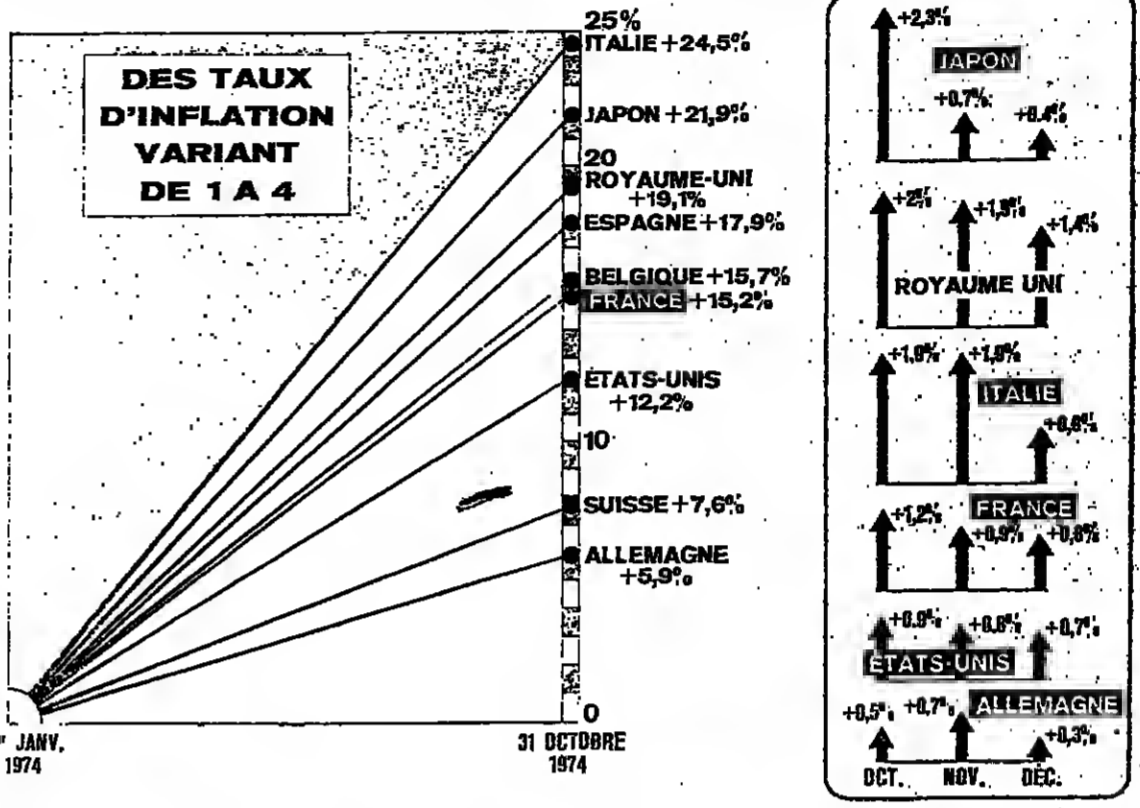
(1) Population et Société, n° 71, février 1975, INED, 27, rue du Commandeur, 75675 PARIS CEDEX 14

• PRIX : un ralentissement fragile

L'INFLATION se ralentit dans le monde occidental. Après les très fortes hausses de prix enregistrées surtout au cours des six premiers mois de 1974, la mise en place de politiques plus sévères a entraîné une certaine récession, mais aussi, à la suite du fléchissement de la demande, un arrêt relatif de la flambée du coût de la vie. Ce phénomène a également été rendu possible par la baisse des cours des matières industrielles et la stabilisation des prix alimentaires mondiaux. Les prix de gros se sont déprimés à la fin de 1974 dans la plupart des grands pays. Pour la première fois depuis plus d'un an, la hausse mensuelle des prix

à la consommation dans la zone de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) a été, en décembre, inférieure à 1 %. Elle s'est élevée à 0,7 % contre 1 % en novembre, 1,3 % en octobre et 1,3 % en septembre. En outre, les écarts entre les pays par rapport à la moyenne se sont sensiblement réduits, presque tous les Etats ayant connu une décelération de la hausse des prix. Toutefois, pour l'ensemble de l'année, la situation des pays les uns par rapport aux autres ne s'est guère modifiée. Sur les cinquante quatre nations membres de l'O.C.D.E., seules sept d'entre elles ont réussi l'an

(1) Par ordre croissant d'inflation : Allemagne, Norvège, Autriche, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse, Suède.



Croissance zéro en 1975 ?

(Suite de la page 19.)

Si on laisse de côté les statistiques globales pour recueillir des témoignages directs, voici ce que l'on entend. Dans la bouche du président d'une grande banque : « Les demandes de crédit de la clientèle ont changé de nature : on oratique beaucoup moins d'acompte du papier commercial à cause du ralentissement du volume d'affaires, mais les crédits de trésorerie augmentent. C'est-à-dire qu'on finance des stocks... ou des pertes. D'un petit patron (relatiement) on dit : « On cherche, à tout prix des raisons d'optimisme, mais, pour l'instant, c'est le noir. » D'un autre : « Depuis cinq mois, notre chiffre d'affaires n'a baissé que de 25 % parce que nous avons la chance d'avoir un bon créneau, la réduction étant au moins de 50 % chez la plupart de nos concurrents. »

D'une façon générale, on constate que les P.M.E. supportent mieux l'épreuve que les grosses firmes. Mais les motifs pour lesquels il y en a ainsi ne sont guère réconfortants. Il y a d'abord le fait qu'un nombre relativement important d'entre elles ont tant fait et que, bien sûr, on ne parle que des autres. Mais ces autres ont résisté parce qu'elles ont oratique une politique que ne peuvent guère se permettre les grandes entreprises, surveillées par les pouvoirs publics. Elles ont souvent licencié une bonne partie de leur personnel et stoppé

purement et simplement leurs investissements.

En ce qui concerne le chômage, les chiffres officiels ne donnent, comme cela est de notoriété publique, qu'un aspect de la situation. Si on recense quelque 766 000 demandes d'emploi non satisfaites (3,5 % de la population active), on compte encore 400 000 à 500 000 personnes touchées par des réductions d'horaires. A cela s'ajoute un chômage latent très important qui tient au fait que les grandes sociétés ont évité jusqu'à maintenant de supprimer des emplois. Mais, comme l'a déclaré M. Roger Martin, président de Saint-Gobain-Franco-Mousson, dans le message qu'il a récemment pris l'initiative d'adresser à son personnel : « Nous irons [dans ce sens] aussi loin qu'il nous sera possible, mais il n'est pas en notre pouvoir de dresser des digues contre l'Océan. »

Autrement dit, si la conjoncture devait encore s'aggraver, la compagnie devrait se résoudre à procéder à des licenciements. Dans beaucoup de groupes industriels, on estime à quelque 10 % environ les effectifs en sursurnombre. De côté des investissements, les renseignements sont encore plus difficiles à recueillir. La situation diffère beaucoup d'un secteur l'autre, et certains d'entre eux prévoient encore des augmentations en valeur absolue de leur capacité. Il reste que beaucoup de sociétés réduisent leur programme pour ne pas détériorer encore un peu plus la structure défectueuse de leur bilan.

Plusieurs éléments les incitent, ou devraient les inciter, à la prudence. Le premier est l'évolution des prix. Le gouvernement se rejoue du ralentissement qu'il a

obtenu dans ce domaine, et il convient de lui en donner acte. Cependant, le phénomène auquel on commence à assister risque de dépasser en ampleur le refroidissement tant attendu. Dans plusieurs industries, dont la chimie, la compétition forcée que se livrent sur le marché international les fabricants pour écouler une production qui ne trouve plus d'acheteurs pourrait bien aboutir à un effondrement des prix dont l'effet dans la conjoncture actuelle serait sans doute de provoquer des difficultés financières inextricables. C'est une des menaces auxquelles pensent l'économiste d'une grande société qui n'exclut pas la possibilité de voir la récession actuelle dégénérer en une dépression plus profonde : « Si un avion ralentit, il finit par s'écraser au sol. Si l'on tarde trop à faire reprendre l'économie, elle aussi risque de tomber... »

Un des arguments le plus souvent articulés pour écarter cette sombre éventualité est qu'à notre époque, et notamment en France, la demande est soutenue par l'aide apportée aux chômeurs locaux ou par ailleurs. Mais c'est là un curieux raisonnement si on l'applique à une situation vraiment détériorée. En subventionnant les chômeurs, il n'est pas sûr que l'on maintienne la demande, car, en termes économiques réels, l'opération consisterait à retirer à ceux qui produisent pour donner à ceux qui ont été mis hors du circuit de la production. Tel est l'effet des systèmes d'aide aux chômeurs sur le plan macro-économique. A l'échelle de chaque entreprise en particulier, il n'est que trop certain qu'au-delà d'un certain seuil la « compensation » des réductions d'horaires et le maintien d'effectifs surhumains finiront par être des charges intolérables si la situation ne se redresse pas.

maximum des capacités de production si l'on était producteur et se fier à tout de bras à l'on était acheteur.

A cela s'ajoute une orientation détournée des investissements qu'il faudra aussi corriger. Il est courant d'attribuer la crise actuelle de l'industrie automobile au renchérissement du pétrole, mais, selon des études menées par des industriels français, il apparaissait dès 1972 et 1973 que la croissance de cette industrie devait se ralentir rapidement et tomber aux environs de 2 % au lieu de 5 %. Cela tenait notamment au fait qu'il était devenu évident que l'Europe ne reproduirait pas jusqu'au bout le modèle américain pour différentes raisons tenant entre autres à la densité de la population. On a constaté aussi que les gains de productivité résultant du travail à la chaîne étant pour l'instant arrivés à une sorte de limite, le coût unitaire en France constants de fabrication des voitures avait cessé de baisser et augmentait désormais.

Dans le bâtiment, un ralentissement était également prévisible, notamment à cause de l'évolution démographique. A ces raisons structurelles s'est évidemment ajouté l'effet des restrictions de crédit. Alors qu'en 1973 on s'en était chentier 556 000 logements en France, le chiffre est tombé à 540 000 l'an dernier, et, en 1975, les prévisions les plus optimistes portent sur 485 000 logements ; mais dans l'administration certains pensent qu'en ne dépassera pas 450 000, voire 420 000, mises en chantier nouvelles. Selon certains experts du secteur privé, ce n'est qu'en 1980 qu'on retrouvera un chiffre comparable à celui de 1973.

Le ralentissement des secteurs qui, traditionnellement, étaient les moteurs de la croissance ne va-t-il pas être compensé par le développement de nouvelles industries travaillant notamment pour les commandes passées par l'Irak, l'Algérie ou l'Iran ? Encore qu'il soit impossible de connaître le montant des exportations correspondantes, on oublie trop facilement que celui-ci ne dépassera sans doute pas en ampleur l'importance que représente aujourd'hui pour l'industrie française le marché belge ou suisse. Ce n'est pas négligeable, mais pas décisif pour remplacer les industries traditionnelles.

C'est donc probablement à une longue période de réajustement que l'on doit s'attendre, et toute tentative pour relancer l'activité risque d'être fort délicate, étant donné que, d'une part, les entreprises cherchent à réduire leur endettement (ce qui devrait leur faire hésiter à engager de nouveaux investissements) et que, d'un autre côté, elles ont des effectifs jugés souvent trop nombreux. Une reprise de l'activité ne se traduirait donc pas nécessairement par une resorption du chômage, sauf cependant (et cela n'est pas négligeable) comme on l'a vu dans le secteur des petites entreprises.

Le Président Ford a prévenu ses concitoyens qu'il faudrait sans doute de longues années avant de retrouver des conditions de développement considérées comme normales. Le gouvernement français semble moins pessimiste. L'opinion exigera bientôt de savoir quelle politique il compte mener pour maintenir un niveau d'activité capable d'empêcher une nouvelle dégradation de l'emploi.

PAUL FABRA.

**Recherche Importateur Distributeur**

La fabrication de produits alimentaires Voiello, productrice depuis 1879 des pâtes de Naples, connues et appréciées dans le monde entier, recherche une entreprise d'importation ou de distribution capable de couvrir les points de vente les plus importants des territoires français, allemand et suisse avec un produit typique de 1<sup>re</sup> qualité (et donc un niveau de prix moyen ou haut).

Les personnes intéressées peuvent se mettre directement en contact avec la société à l'adresse suivante :

**Voiello R.L. Via A. Vespucci, 9  
80100 Napoli (Italie).**

صكنا عن الامين

صكنا من الامل

fragile

LE MONDE DES AFFAIRES

L'industrie textile s'enfonce dans la crise

HOMAGE partiel, réductions d'horaires, menaces de licenciements, après l'automobile et les travaux publics. L'industrie textile s'enfonce à son tour dans la crise. Elle compte actuellement de 75 000 à 80 000 chômeurs partiels indemnisés, soit 18 % environ des effectifs salariés du secteur. En moyenne, pour l'ensemble de la profession, la durée de travail est tombée à un peu moins de quarante heures par semaine. De sources syndicales on estime que les firmes textiles ont été globalement contraintes de réduire leur production de 15 à 20 % selon les entreprises.

Le marasme quasi général n'épargne pas plus les grands groupes que les petites et moyennes entreprises qui sont encore légion dans le secteur (quatre mille firmes au total, dont une dizaine seulement de grande taille). La crise frappe aussi bien les textiles artificiels (lire ci-dessous l'interview de M. Renaud Gillet, président du groupe Rhône-Poulenc) que — dans une moindre mesure — les textiles traditionnels : laine dans le Nord, ou le

Lainière de Roubaix a réduit à trente-deux heures la durée du travail de trois mille de ses ouvriers, et coton dans l'Est (voir ci-dessous le reportage sur les textiles vosgiens).

L'ampleur de la crise plus que la crise elle-même a surpris les professionnels. L'industrie textile a de tout temps été soumise à des fluctuations cycliques. Cette fois, cependant, le ralentissement est particulièrement brutal. La baisse des cours des fibres naturelles et artificielles en 1973 et au premier semestre 1974 avaient provoqué chez les clients du textile une vague d'achats de précaution. Le relèvement de la tendance et les restrictions de crédit ont entraîné, dès le début de l'automne, un mouvement de stockage généralisé. Les ventes d'articles textiles continuent à être bonnes au stade de la consommation, tandis que les commandes s'effondrent en amont. S'ajoute à ces facteurs conjoncturels le renforcement de la concurrence des pays de l'Est et des pays en voie de développement. Les industriels se refusent cependant à sombrer dans le pessimisme et espèrent

qu'une reprise interviendra au début de l'automne prochain.

Le phénomène n'est pas exclusivement français. La plupart des fabricants mondiaux ont été durement touchés. C'est ainsi qu'en Allemagne fédérale, le tiers des travailleurs du groupe Enka-Glanzstoff, à la mi-février, étaient en chômage partiel. En Grande-Bretagne, quatre mille ouvriers de la firme Coatsman ont chômé une semaine sur quatre, depuis le début de février. Tandis qu'Imperial Chemical Industries a réduit ses horaires au février et au mars. Plusieurs entreprises britanniques de bonneterie ont arrêté leur production. Aux Pays-Bas, le groupe Akzo a, pour la troisième fois, annoncé des réductions d'horaires.

Au Japon, la production de fils et de tissus de coton a diminué en 1974 de 8 à 9 % sur l'an passé. Quatre firmes (Kasaba, Kuraba Industries, Dava Spinnings et Unifika) prévoient actuellement des mesures de chômage partiel comprises entre cinq et cinquante jours. Aux Etats-Unis, enfin, le dixième du personnel utilisé dans la production de fibre est actuellement au chômage.

Aucune entreprise ne peut garantir l'emploi à 100 %

nous déclare M. Renaud Gillet président du groupe Rhône-Poulenc

P REMIER fabricant français de fibres chimiques (78 % du marché), Rhône-Poulenc Textiles, filiale du groupe Rhône-Poulenc qui emploie vingt et un mille personnes, connaît de graves difficultés. Les dix-huit usines de Rhône-Poulenc Textiles ont été à tour de rôle arrêtées entre le 1<sup>er</sup> décembre et le 12 janvier, et, dans une interview récemment accordée à l'A.F.P., M. Renaud Gillet, le président de la société, a laissé entendre que de nouvelles mesures de chômage partiel pourraient être prises au printemps. De plus, l'unité de production de rayonne pour pneumatique de l'usine de Vaux-en-Velin (Rhône), où huit cents personnes sont employées, pourrait être arrêtée dans un délai d'un an.

Les organisations syndicales ont vivement réagi à ces décisions. La fédération Force ouvrière du textile notamment, a mis en cause la gestion de Rhône-Poulenc. Président du groupe depuis le 21 juin 1972, M. Renaud Gillet répond :

« La direction du groupe Rhône-Poulenc Textiles a annoncé la suppression de quatre mille à cinq mille emplois au cours des deux prochaines années, projet qui inquiète fort la fédération Force ouvrière du textile. — Nous nous efforcerons de n'abandonner personne dans cette aventure. Je vais plus loin : notre personnel sait que notre usine d'Albi a de grosses difficultés. Nous ne l'arrêterons pas tant que nous n'aurons pas trouvé des moyens de reconversion, car le marché de l'emploi est très restreint dans cette région. Et nous insistons en activant l'unité de Péage-de-Roussillon (Isère) contre toute raison économique pour les mêmes motifs humains, car le marché des fibres d'acétate s'effondre par rapport à celui des fibres synthétiques. — Toutefois, aucune entreprise, dans le système où nous vivons, ne peut garantir l'emploi à 100 %. Ce serait un leurre. Ou bien, alors, fermons les frontières, comme je l'ai entendu dire à la radio. De toute manière, personne ne peut assurer indéfiniment la garantie totale de l'emploi. J'ai dit que nous essayerions de le faire dans toute la mesure du possible et jusqu'à présent je crois que nous y avons réussi. — Avez-vous décidé de mettre l'usine du Péage-de-Roussillon en chômage technique du 22 mars au 20 avril ? — Oui, si la demande ne reprend pas à un rythme suffisant d'ici là. Et cet arrêt se fera avec une garantie de ressources de 90 % comme précédemment. — Les syndicats vous reprochent également de n'avoir préparé valablement ni la reconversion du personnel ni celle des fabrications. — Les produits évoluent et vieillissent dans l'industrie des textiles chimiques. Nous le savons, notre personnel le sait, nous ne l'avons jamais caché. Le problème est d'organiser la reconversion. — Et nous nous y sommes activement employés ces dernières années. Jusqu'à présent, nous avons arrêté quatre unités de production : à Arvieux — la « Batterie (Savoie) », à Moy (Ain), à Saint-Quentin (Aisne) et à Lisleux (Lolre). Une partie du personnel d'Arvieux-Batterie a été repris par l'usine voisine de notre filiale, La Cellulose. L'activité de l'usine de Moy a été réorientée sur les préparations pour le triottage. Dans l'usine de Saint-Quentin, nous avons créé une unité de fibres synthétiques qui nous a permis d'arrêter la production de rayonne. Nous avons favorisé l'installation de clients dans notre usine d'Isère qu'ils nous ont achetée. Notre personnel a ainsi retrouvé du travail dans une région réputée difficile pour l'emploi. Quant à l'unité de Vaux-en-Velin, dont l'arrêt vient d'être décidé, nous avons indiqué que nous essayerions de reclasser les ouvriers dans les usines du groupe situées sur un périmètre permettant un déplacement de main-d'œuvre. — La politique du groupe Rhône-Poulenc, qui consiste à exporter le travail à l'étranger, en créant des usines en Thaïlande, en Inde et dans d'autres pays, et de sacrifier ainsi les travailleurs français à la recherche de profits immédiats, est également contestée. — Je tiens tout d'abord à préciser que par rapport au chiffre d'affaires réalisé par les sociétés étrangères du groupe, — soit à peu près le quart du

VOSGES : quand la résignation l'emporte...

Saint-Dié. — Sept demandes d'emploi pour une offre dans l'arrondissement. La quasi-totalité des firmes textiles ont fait du chômage partiel. Et la tendance ne porte pas à l'optimisme... Découragement et affluence à l'agence pour l'emploi de Saint-Dié. Le responsable local affiche un pessimisme las... et empiète sur le déséquilibre chronique de l'emploi : comme dans toutes les vallées vosgiennes, un bon tiers des salariés travaillent dans le textile et l'habillement.

Dans le département, le nombre de chômeurs bénéficiaires de l'aide publique se situe à un niveau jamais atteint depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1967, date de mise en vigueur du régime actuel... noté en novembre le bilan mensuel du ministère du travail, qui chiffrait à près de vingt-quatre mille deux cents le nombre de journées indemnisées de chômage partiel, contre mille un an plus tôt. Depuis, la situation s'est encore aggravée. Pourtant... Les gens restent vraiment très calmes, les jeunes sont encore plus passifs que leurs parents.

Ça pourrait être pire...

Paternalisme mieux ancré qu'ailleurs, dans ces vallées glacées où le moindre bourg possède depuis un siècle, avec son ou ses usines, sa cité ouvrière, son école, son « château » et son « patron ». On nous avait annoncé quinze jours de chômage partiel chez les H.G.P., raconte un délégué ouvrier. Nous avons préparé une attique. Mais le patron nous a pris de vitesse. Il a payé. — Les gens sont partis comme en vacances », renchérit sa voisine. — Au niveau de la prise de conscience, ces deux semaines d'arrêt avec salaire garant ont agi comme un assésiment. — Paternalisme, habitude et résignation. — De toute façon, que pouvons-nous penser les ouvriers de la situation ? conclut-on à Comblanchot, ils n'avaient pas d'argent avant. Ils n'en ont pas maintenant. — Même écho dans toutes les vallées : les « ça pourrait être pire », les « on en a vu d'autres », les « cela a toujours été ainsi », font le désespoir des syndicats et le bonheur des chefs d'entreprises. — Les gens ne bronchent pas. Ils ont l'habitude », avoue l'un d'eux.

Comment ne pas être ? L'industrie textile est une activité cyclique dont on n'est jamais parvenu à arrêter la vague. L'histoire des textiles vosgiens est faite de crises et de périodes de prospérité. — Connues jusqu'en 1955 dans la production d'écus — filées de coton non tressées, les industries vosgiennes ont dû tourner vers les textiles synthétiques. Les

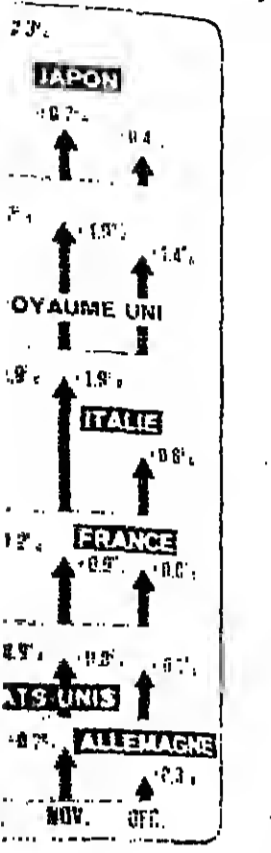
De notre envoyée spéciale

s'annonce le directeur de l'emploi de Saint-Dié. Peut-être ont-ils des ressources annexes, une vache, un pré ? — Avec ou sans vache, la passivité des salariés surprend, bien qu'il soit connu que en période d'insécurité de l'emploi le réflexe de prudence l'emporte sur toute autre pensée parmi les travailleurs. Même des syndicalistes. — Ce se dit, ça ne va pas durer, il va se passer quelque chose. Mais si tu es embauché sur l'emploi, au lieu de les aggraver tu leur fais, la trouille », s'exclame un délégué cégétiste de Comblanchot, fier du groupe textile Les héritiers de Georges Perrin (H.G.P.). Pourrait-il aussi la crise a touché. Les H.G.P. ont réduit leurs horaires de quarante-quatre à quarante heures et fermé leurs usines pendant quinze jours à Noël. — Les ouvriers ne réalisent pas vraiment : ils ont tellement confiance en leur sacré patron », affirme une autre déléguée. — Ils disent que si les H.G.P. coulent, tout le secteur textile coule. —

l'usage de l'usage industriel ou le linge de maison. La bonneterie, la confection, quasiment absentes des vallées vosgiennes, se sont alors rapidement développées. Cette évolution ne s'est pas faite sans « casse ». Au fil des disparitions et des absorptions, une restructuration de l'industrie textile vosgienne s'est réalisée autour de grands groupes (Texunion, Ageche-Willot, Boussac, Lévy, etc.), avec le bénéfice des pouvoirs publics. — Notre profession s'est considérablement assainie par rapport à la dernière décennie », commentent les survivants. Restent quand même plus de deux cent cinquante entreprises de textile et de confection dans le département, qui emploient 37 000 salariés, contre 50 000 environ en 1950. — On pensait bien, pourtant, que la période noire était définitivement close. Depuis 1969, l'industrie textile vosgienne connaît une nouvelle prospérité. — Nous avons eu des années extrêmement fastes. Il y avait des besoins, nous étions sur une bonne lancée, la reconversion paraissait réussie », reconnaît un industriel. — Pendant trois ans, la rentabilité de l'industrie textile a été bonne.

Le chômage le plus élevé depuis la guerre

L'arrêt de l'embauche a été général dès l'automne. Il n'a pas suffi. — Nous n'avons jamais été amenés à avoir autant de chômage, déclaré ou non, depuis la guerre », affirme le directeur des usines Texunion. Chômage partiel ou chômage larvé (la formation permanente, voire le « balayage des locaux »), le plupart des firmes ont jusqu'ici parvenues à éviter les licenciements massifs. Pouvraient-elles tenir encore longtemps ? Beaucoup affirment connaître de graves difficultés de trésorerie. — Nous sommes très essouffés, dit-on chez Texunion, depuis novembre, nous avons dilaté tous les investissements d'aménagement et de structure. — Nombre d'entreprises, fortes de la progression de leurs bénéfices, avaient entrepris des programmes d'investissements ambitieux. La gravité de la situation est cependant très variable d'une entreprise à l'autre, selon la créneau où elle se place. Le linge de maison, la confection (très vivement professionnelle notamment), la bonneterie, vont moins mal. Souffrant les cotonniers traditionnels, les producteurs de tissus pour l'industrie ou l'habillement, et les entreprises de textile synthétique. Raguement de disparaitre, les firmes déjà chancelantes, comme la B.T.T., spécialisée dans le blanchiment, l'appât et la teinture des « écus », dont le marché se rétrécit d'année en année, en raison de l'intégration verticale des groupes textiles. Une inconnue, de taille : le groupe Boussac, omniprésent dans le nord de la région. Chacun ici s'interroge sur son sort sans savoir exactement de quoi il retourne. — L'outil industriel est valable dans l'ensemble, affirme l'un de ses — modestes — concurrents, le seul problème est celui de la direction. — Pour le groupe Boussac, comme pour les autres — petits ou grands — tout dépendra de la durée de la crise. Chacun ici s'attend pour l'automne à une reprise probable. — Il ne faut rien attendre avant le fin de l'été, affirme le directeur de Texunion ; il n'y aura pas de reprise des achats jusqu'à ce que ces stocks soient à sec. — Nous retrouverons un petit volant d'aires à partir du printemps, prévoit un autre chef d'entreprise, correspondant à la couverture des besoins normaux. Mais on restera dans une situation désagréable ou moins jusqu'aux vacances. — Les producteurs restent cependant, sinon sereins, du moins optimistes. Un retour aux années noires du cycle ? Ils préfèrent n'y pas songer. Alors, l'industrie textile vosgienne, assainie, restructurée, tiendra-t-elle jusqu'à l'automne. — D'autant, affirme un chef d'entreprise, que nous avons une paix sociale quasiment totale. — Sans doute, mais pour combien de temps ? Une déléguée syndicale raconte, ambiguë, que lors d'une réunion locale « l'atmosphère était la même qu'à la veille de mai 68 : le calme avant la rampe... » VÉRONIQUE MAURIS.



?

?

?

?

?

FORMATION EN TEMPS DE CRISE ? PLUS QUE JAMAIS RIGOUREUSE ! stege STAGE D'ETUDE DE LA GESTION DES ENTREPRISES 23 jours pour - dépasser ses techniques - comprendre celle des autres - appréhender la politique de l'entreprise 10 STAGES GESTION-DIRECTION PAR AN 1<sup>er</sup> ET 2<sup>e</sup> TRIMESTRES GD 136 : 4 mars - GD 137 : 2 avril - GD 138 : 5 mai INFORMATIONS: CENTRE PARISIEN DE MANAGEMENT 108, Bd Malesherbes, 75017 PARIS Tél : 267.32.40 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Plus de 2.000 ingénieurs, économistes et juristes-TRADUCTEURS sous la responsabilité de Stéphane KOBRYNER, ingénieur E.S.E. au service de l'industrie et du Commerce Extérieur. Énergie Ingénieurs du plus haut niveau de compétence Collaboration professionnelle, sûre et rapide Département Génie Nucléaire Section U.S.A. : 400 TRADUCTEURS et INTERPRÈTES C.E.C.E. 36, rue Claude-Terrasse. — 75016 PARIS. — 525-45-32.

TOUT EN RESTANT OUVERTE AUX INVESTISSEMENTS

L'économie du Kenya traverse une mauvaise passe

De notre correspondant

Nairobi. — Sensible à la hausse du prix du pétrole et à l'inflation internationale, l'économie libérale du Kenya traverse une mauvaise passe. Le climat demeure favorable aux investissements étrangers, mais la croissance, qui fut assez régulière pendant huit ans (6,8 % de 1964 à 1972), connaît un sérieux ralentissement (6,5 % en 1973, et environ 5 % en 1974). Alors que l'industrie légère poursuit son expansion, celle du tourisme regresse, et la production agricole commerciale se décline en 1974 par rapport à l'année précédente.

Le gouvernement a décidé de relever les prix des produits alimentaires de base (maïs, blé, produits laitiers, viande et riz), afin d'encourager la production agricole. Un communiqué officiel indique que « le gouvernement est conscient que ces augmentations signifient une hausse du coût de la vie, en particulier pour les ouvriers les moins payés ».

Les syndicats d'ouvriers et d'employés ont protesté contre des mesures que M. F.E. Omid, président de la Central Organisation of Trade Unions (COTU), a jugées « complètement injustifiées ».

M. Duneau Ndegwa, gouverneur de la Banque centrale, a annoncé que le pays pouvait faire face au déficit de la balance des paiements, qui a atteint, l'an dernier, un niveau record, équivalent à 600 millions de francs. Les réserves de devises de l'Etat s'élevaient, fin décembre, à près de 900 millions de francs. Gros exportateur de café et de thé, le Kenya tire également de substantiels revenus du tourisme. Les matières premières constituent, en valeur, les quatre cinquièmes des importations, qui lui ont coûté, selon M. Mavai Kibaki, ministre des finances et du plan, près de 40 % plus cher en 1974 que l'année précédente.

La sécheresse de l'hiver 1973-1974 a entraîné un déclin de la production agricole commerciale, compensé en partie par un accroissement de la production de pyréthre et de sucre de canne. Les trois quarts d'une population de près de treize millions d'habitants tirent leurs revenus de l'agriculture, qui fournit 60 % des exportations, et plus du tiers

do produit national brut. Mais, selon M. Jeremiah Nyagah, ministre de l'agriculture, les importations de produits alimentaires ont augmenté de 150 % l'an dernier.

L'inflation est estimée à 15 % environ, et le taux de croissance économique prévu pour 1975 (aux alentours de 5 %) se rapproche dangereusement du taux d'expansion démographique (entre 3 et 3,3 %).

Voilà deux ans, un rapport du B.I.T. avait estimé que la population comptait un million de chômeurs et de 80 à 85 % d'illettrés. Sans admettre toutes les conclusions du rapport, le gouvernement kenyan s'est engagé à « accepter la stratégie recommandée dans le rapport, à savoir une expansion rapide et continue de l'économie, une répartition élargie des bénéfices de l'expansion, l'intégration nationale de l'économie et la lutte contre la déséquilibre et les disparités de l'économie ».

Le Kenya manque de ressources minières, et 12 % seulement de sa superficie sont propres à l'agriculture. Près de la moitié de la population est âgée de moins de quinze ans, et le revenu par tête est évalué à 750 francs environ par an. L'enseignement a progressé depuis l'indépendance, mais les débouchés restent rares. Les structures libérales d'une économie largement ouverte aux capitaux étrangers la rendent plus vulnérable à l'inflation internationale. Toutefois, un rapport publié en octobre 1974 par le département américain du commerce juge que le climat demeure favorable aux investissements étrangers.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La hausse des prix mondiaux trouble le système socialiste

(Suite de la page 19.)

Cet exemple était particulièrement bien choisi. A l'exception de la Roumanie, qui pourrait dans une large mesure à ses besoins par sa production propre (environ 14 millions de tonnes par an), les pays d'Europe de l'Est dépendent en effet à plus de 90 % pour leurs approvisionnements en pétrole de l'U.R.S.S. Ainsi, en 1973, la Tchécoslovaquie a fait venir 18 millions de tonnes de brut d'U.R.S.S. sur un total de 14,1 millions de tonnes.

Ces importations se faisaient jusqu'ici à des conditions particulièrement avantageuses pour les partenaires de l'Union soviétique : 3 dollars le baril, alors que le prix OPEP est supérieur à 10 dollars. D'autres calculs prenant en compte les frais de transport aboutissent à un prix de 21,90 dollars la tonne, contre 190 dollars ou plus pour la tonne de pétrole arabe. Le pétrole soviétique était en tout cas pour les membres du Comecon de trois à cinq fois moins cher que celui vendu sur le marché mondial. Or l'écart, nous dit-on, ne

serait plus maintenant que de moitié. Cela signifierait que les Soviétiques auraient décidé de plus que doubler leurs prix.

Cette information est confirmée par les prévisions fournies par *Nepzshad-29*, organe du parti socialiste hongrois, qui indique que le pétrole soviétique sera désormais payé au prix de 37 roubles la tonne, contre environ 16 roubles jusqu'à maintenant. Le journal souligne toutefois que, en dépit de cette forte hausse (+121 %), le prix de ce pétrole reste nettement inférieur à celui du pétrole vendu par les pays de l'OPEP.

Pour d'autres matières premières et produits de base (phosphate, cellulose, fonte), le prix mondial sera de deux fois à deux fois et demie plus élevé que celui payé sur Soviétiques. L'U.R.S.S. a d'ailleurs proposé des facilités de paiement sur dix ans. La Hongrie, quant à elle, augmentera le prix de ses exportations agricoles de 28 % en moyenne.

Application au cas par cas

Finalement, aucune décision ferme n'aurait été prise pour cette année, au cours de laquelle les Soviétiques appliqueraient des solutions au cas par cas, selon les pays. C'est ainsi que, pour des raisons politiques, la Tchécoslovaquie serait épargnée par la hausse. Avec d'autres pays, seules les livraisons supérieures au contingent du Plan se feraient au nouveau prix.

L'entrée en vigueur de cette augmentation et de celle d'autres matières premières va en tout cas prouver lourdement les balances commerciales déjà souvent déficitaires des partenaires de l'U.R.S.S., alors que les produits finis vendus par ces derniers ne progressent pas en valeur dans la même mesure. L'Union soviétique, en revanche, va améliorer les termes de ses échanges avec ses alliés, comme elle avait déjà pu le faire depuis deux ans pour ce qui est de ses transactions avec le reste du monde : en 1973,

les prix de ses exportations vers les pays extérieurs au Comecon ont augmenté de 20 %, alors que les prix de ses importations en provenance de ces pays ne progressaient que de 3 %. A l'inverse, un pays comme la Hongrie a subi, l'an dernier, une dégradation des termes de l'échange d'environ 13 %. En dehors de l'U.R.S.S., seule la Pologne, grâce à son

charbon, devrait profiter des hausses actuelles et à venir.

En outre, l'incapacité de l'U.R.S.S. à satisfaire les besoins énergétiques croissants de ses alliés contraindra ces derniers à chercher toujours plus activement de nouveaux fournisseurs sur le marché mondial, en particulier dans les pays arabes. Mais la politique des prix élevés suivie par ceux-ci sera une source supplémentaire de déséquilibre des balances des paiements pour les membres du Comecon. Le déficit commercial enregistré par ces Etats, de 1970 à 1973, dans leurs échanges avec les pays occidentaux s'est déjà élevé à 3 milliards de dollars.

Pour réduire l'importance de cette charge, les dirigeants communistes pourraient décider de procéder à des mesures drastiques d'économie, ce qui leur permettrait de réduire leurs importations de matières premières. Mais à des appels pressants en ce sens sont lancés depuis six mois au sein de toutes les capitales du « camp ». Les résultats paraissent en être limités. Il n'est de toute façon guère possible d'alterner librement dans cette voie, car la croissance économique et l'augmentation du niveau de vie de la population risqueraient d'en être ralenties. Aussi l'U.R.S.S. s'est-elle déclarée disposée à effectuer cette année à la Hongrie des livraisons supplémentaires de certaines matières premières, en particulier 700 000 tonnes de pétrole qui rejoindront aux 8 millions de tonnes prévues dans l'accord commercial bilatéral.

Une inflation contagieuse

Cette politique serait d'autant plus dangereuse que l'inflation « extérieure » se reflète à l'intérieur des économies socialistes. La pratique consistant à subventionner les prix des principaux services et produits de consommation, afin de les maintenir artificiellement bas, sera bien sûr maintenue. Mais elle est devenue si lourde à supporter pour les budgets des différents Etats d'Europe de l'Est que ceux-ci sont obligés de lâcher un peu de lest.

Certains, comme la Hongrie, avaient très franchement leur intention de transférer dans les années qui viennent une plus grande partie des augmentations en provenance de l'extérieur sur les prix intérieurs. L'inflation, qui a été « officiellement » dans ce pays, en 1974, de 2 % — en réalité bien davantage, — devrait être de 3,5 % cette année. Déjà, au 1<sup>er</sup> janvier, les prix à la production ont été majorés de 8 %. D'autres pays, comme la Pologne et la R.D.A., ont de plus en plus de mal à maintenir le blocage des prix adopté depuis 1971 pour des raisons politiques, mais tourné depuis lors de différentes manières. Les Polonais, surtout, semblent particulièrement intéressés par l'expérience hongroise et M. Csikós-Nagy, secrétaire d'Etat à l'Office des prix hongrois, s'est rendu récemment en visite à Varsovie. Pour tous les pays de l'Est, il devient de plus en plus nécessaire d'établir des rapports plus vrais entre les prix mondiaux, les prix fixés pour les échanges propres au Comecon et les prix extérieurs.

Si ces Etats ont pu vivre longtemps plus ou moins en autarcie, il n'en est plus de même aujourd'hui. Depuis 1973 ils participent dans la même mesure que le reste du monde à l'essor des échanges internationaux. En 1973, le volume des transactions avec l'Occident a représenté 28 % de l'ensemble du commerce extérieur du Comecon contre 20 % en 1960.

Sur le plan commercial, tout au moins, les deux systèmes s'interpénétreraient toujours davantage.

Les dirigeants des pays communistes ne peuvent donc plus continuer à feindre de croire que l'inflation est un péché réservé au monde capitaliste. Ils sont à leur tour obligés de l'intégrer dans leurs calculs. Cette évolution risque de porter un coup sévère au mythe, ou au dogme, comme l'on voudra, de la stabilité des prix qui faisait leur fierté il y a peu de temps encore. Tenterez-vous d'en combattre les conséquences par un circonvolvement idéologique ?

MANUEL LUCBERT.

Du laisser-faire au « faire faire »

(Suite de la page 19.)

L'expérience démontre que ce système d'inflation administrative détruit progressivement les champs de l'initiative privée et ce faisant érode les libertés. Il suppose l'existence d'une machine parallèle et gigantesque de contrôle de l'administration qui emporte, à son tour, ses propres contraintes. On peut se demander d'ailleurs si cette structure réussit à assujettir les administrations à la volonté collective. Chaque cellule administrative tend à se constituer en unité autonome. Le pouvoir des fonctionnaires se développe au point où se constitue une caste administrative sécrétant ses privilèges et aussi distante à l'égard de l'intérêt des citoyens que pourraient l'être les dirigeants d'entreprises privées. La subordination politique réelle des gestionnaires publics n'est assurée que dans des sociétés animées par un

parti politique unique, où souffle un esprit révolutionnaire payant, comme en Chine populaire, orientation qui est difficile de maintenir à long terme, qui est incompatible avec le maintien des libertés et, sans doute aussi, avec un certain seuil de développement économique.

L'érosion des libertés

Le retour au laisser-faire n'apparaît pas, pour autant, comme la solution pratique et, à vrai dire, il n'a plus guère de défenseurs. Dans la

société moderne, plus personne n'accepte les règles du jeu du libéralisme traditionnel, c'est-à-dire la soumission des acteurs économiques aux hasards de la conjoncture, le libre déroulement des négociations entre partenaires économiques en fonction de leur force momentanée, l'absence de direction collective de l'économie résultant de l'action souveraine des chefs d'entreprise. Ce sont les entrepreneurs économiques qui demandent à l'Etat des aides pour éviter la sanction du marché, ce sont les salariés et leurs mouvements syndicaux qui globalisent leurs revendications et les portent de préférence vers l'Etat et son administration plutôt que vers les patrons.

Par cet appel au secours, l'Etat voit son pouvoir s'étendre à l'ensemble de l'activité nationale. Le souverainisme politique a désormais conquis le domaine économique. Si l'on veut, face à cette mutation, conserver son originalité à la société libérale, il convient que l'administration se contienne de faire faire, quelle soit chargée de veiller au respect des finalités assignées par le pouvoir politique mais on ne les réalise. Cela veut dire préférer une administration légère, décentralisée, dynamique, apte à orienter et à contrôler, plutôt qu'une administration obèse, surchargée, enfoncée dans ses procédures comme dans des sables mouvants. Cela veut dire reconnaître que le service public n'est plus la propriété exclusive des agents de l'Etat mais que entreprises privées et administrations concourent à sa réalisation avec les charges et les privilèges qui y sont attachés.

Cette mutation suppose, à l'évidence, un changement radical des mentalités. Les entrepreneurs économiques doivent désormais reconnaître que leur établissement reste, sans doute, soumis à la loi du profit mais que celui-ci ne peut être dissocié de ses conséquences sociales. Les administrations doivent admettre qu'elles n'ont plus l'exclusivité de la gestion de l'intérêt public. Le système administratif français peut trouver dans cette mutation un nouvel équilibre : moins paralysé par la gestion, plus porté vers les finalités sociales. Le secteur privé, contesté aujourd'hui autant que l'administration, peut, en acceptant de reconnaître cette nouvelle frontière, retrouver sa légitimité. Et pour le pouvoir politique, chargé enfin de définir l'avant-garde de la société, quelle mutation par rapport aux interventions en catastrophe, fruits du hasard plus que de la réflexion.

CHARLES DEBRASCH.

Un appel téléphonique: 10000 chambres d'hôtel à votre disposition dans le monde au nouveau bureau des Hotels Americana.

Appelez Paris 359-4433 Ou Telex (Incontat Paris) 29642

AMERICANA HOTELS

- Acapulco: Condesa del Mar El Presidente Fiesta Tortuga
- Araber Americana Araba Hotel & Casino
- Houston: Americana Ala Moana
- Los Angeles: Americana of Los Angeles
- Mexico City: Fiesta Palace
- Miami Beach: Americana of Bal Harbour
- New York City: Americana of New York
- Pago Pago: Pago Americana
- Palm Springs: Canyon Hotel
- Rosauet & Golf Resort
- Puerto Rico: Americana of San Juan
- Rochester, N.Y.: Americana of Rochester
- Seoul, Korea: Chosun
- Washington, D.C.: Shoreham Americana

AMERICANA INNS

- Albany, N.Y.: Americana Inn of Albany
- Cincinnati: Americana Inn
- Cincinnati Airport
- Dallas/Ft. Worth: Americana Inn of the Six Flags
- New York City: Americana City Square Inn
- Rochester, N.Y.: Americana Inn Towne House

Americana Hotels 90, Champs Elysées, Paris 75008

Voyagez par American Airlines/Descendez dans un des Americana Hotels.

Les politiques de stabilisation

E. Alphandery G. Delsupehe

192 pages — 32 F.

CADRES

QUI SOUHAITEZ CHANGER OU AMELIORER VOTRE SITUATION

George V Orientation

organisme français de CONSEILS EN CARRIERES peut vous aider à le faire dans les meilleures conditions

GVO

7, rue Marbeuf - 75008 PARIS BAL 59-75 - BAL 56-25

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE Société Nationale des Matériaux de Construction Unité Béton de KHEMIS-EL-KHECHNA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la modernisation et de l'extension de l'Unité KHEMIS-EL-KHECHNA Wilaya de BLIDA :

Fourniture, Montage et mise en service d'équipement de Production de Tuyaux d'assainissement en Béton.

La remise des offres aura lieu au plus tard le 28 mars 1975, à 12 heures.

Le cahier des charges est à retirer contre paiement de 200 D.A. à la S.N.M.C. Unité KHEMIS-EL-KHECHNA.

(PUBLICITE)

ENTREPRISE PRIVÉE IRANIENNE

Dépendant de l'aide importante de l'Etat, recherche la participation de Sociétés françaises pour la mise en valeur, l'installation et l'équipement des unités de production de lait et de viande bovine, sur 4.000 hectares. Nous demandons de certaines références dans ce domaine.

Renseignements : NODJOURI - 222-15-78, de 14 à 18 heures.

سكنى في الامم

Les poli

LE MO

Tour Plat Paris 15ème

SUD AFFAIRES 213, rue de la Vierge

LE DIRECTOIRE Les Bureaux de la Colline de Saint-Cloud

HORIZON 2, rue National

NEUILLY 18, rue de la République

RENDRE EN 11, rue de la République

LE MO

LE MO

+ 51 E  
28 E  
0 h 2  
218  
259

صناديق الاحوال

SOCIÉTÉ

L'ECONOMIE  
Socialiste

APRÈS LA MORT DE QUATRE JEUNES GENS A PARIS

Les policiers de la brigade mondaine ont arrêté deux pourvoyeurs de drogue

Le pourvoyeur de la drogue qu'avait absorbé quatre jeunes gens morts à Paris dans la nuit du 21 au 22 février a reconnu les faits qui lui étaient reprochés, ce lundi 24 février. Il s'agit de M. Gérard Galais, vingt-quatre ans, un toxicomane déjà connu des services de police. Son état de santé avait justifié son transfert, le 22 février, dans un hôpital, où il était gardé à vue. Il avait été arrêté la nuit précédente par les policiers de la brigade mondaine, qui ont procédé à plusieurs interpellations dans des bars du quartier de la porte d'Italie. Il était, a déclaré un enquêteur, la dernière personne qui a été vue dans la soirée du 21 février en compagnie des quatre jeunes gens, peu de temps avant qu'ils ne se dispersent et aillent se faire les piétons fatigués.

M. Galais a déclaré qu'il avait remis la drogue à un de ses amis, M. Christian Rochias, vingt-quatre ans, un autre intoxiqué, qui le partageait avec les quatre victimes. M. Rochias a été appréhendé.

Le pourvoyeur de la drogue qu'avait absorbé quatre jeunes gens morts à Paris dans la nuit du 21 au 22 février a reconnu les faits qui lui étaient reprochés, ce lundi 24 février. Il s'agit de M. Gérard Galais, vingt-quatre ans, un toxicomane déjà connu des services de police. Son état de santé avait justifié son transfert, le 22 février, dans un hôpital, où il était gardé à vue. Il avait été arrêté la nuit précédente par les policiers de la brigade mondaine, qui ont procédé à plusieurs interpellations dans des bars du quartier de la porte d'Italie. Il était, a déclaré un enquêteur, la dernière personne qui a été vue dans la soirée du 21 février en compagnie des quatre jeunes gens, peu de temps avant qu'ils ne se dispersent et aillent se faire les piétons fatigués.

C'est peu avant 22 heures, le 21 février, que des policiers sont appelés au secours d'une personne prise de malaise au 36, rue Regnault, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. Mais il est trop tard. M. Hacem Ben El Hadi, vingt-trois ans, est mort. Le décès vient juste d'être constaté par un médecin que le frère de la victime a appelé.

A 23 heures, police-secours est de nouveau alertée pour un cas semblable, au 31, rue Albert. Les policiers découvrent le locataire,

M. Jean-Paul Aupourrain, vingt-deux ans, violemment intoxiqué : avec lui, un camarade, M. Stéphane Fretot, vingt-deux ans, dans un état comateux. Tous deux sont conduits à l'hôpital de Bicêtre, où M. Fretot meurt à son arrivée.

Au même moment, police-secours est appelée une troisième fois. Au 22, rue de Tolbiac, toujours dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, M. Marco Volle est dans le coma. Il décédera à son arrivée à l'hôpital de la Pitié, après que

des passants l'eurent découvert affalé sur un banc dans la rue. Un peu plus tard, on trouvera M. Philippe Trinh Cong, vingt-cinq ans, mort de la même façon, dans le bois de Vincennes... et l'on apprend qu'il habite, comme les trois autres victimes, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

Les quatre victimes se connaissent. Trois d'entre elles, à l'exception de M. Volle, étaient comates des services de police comme toxicomanes, ce qui était également le cas de M. Aupour-

rain, qui s'était rendu le 21 février au cabinet de M. Trocheris, juge d'instruction, pour y être inculpé d'usage de stupéfiants et de coups et blessures volontaires pour des faits commis au mois de décembre. Après une tentative de suicide il avait déjà subi une cure de désintoxication.

Selon les premières analyses, la substance que se sont injectée les quatre jeunes gens serait un produit opiacé, vraisemblablement un mélange de fabrication artisanale.

Si Mlle Mariella Borella épouse M. Franco Silvestro, elle s'appelle dorénavant Mme Mariella Silvestro. Du moins était-ce vrai jusqu'à présent. Le projet de réforme du droit de la femme que les sénateurs ont voté en fin de session a été remplacé par un autre et exigé aussitôt un vote qui leur a donné satisfaction, mais à l'opposé de l'extrême droite et des démocrates-chrétiens (victimes de leur abstention).

Mlle Mariella Borella Silvestro ne saura pas aux sénateurs qui viennent de contredire plusieurs siècles de traditions. Certes, un vote se fait pas la révolution en Italie mais plus pour instaurer l'égalité entre les sexes. Mais c'est à travers de tels détails que l'on constate à quel point l'Italie est en train de changer. — R. S.

Du « brown sugar » à la « laotienne »

Qui veut-il croire ? Le ministre de l'Intérieur, qui, jusqu'à ces dernières semaines, n'a cessé d'affirmer que la diffusion des drogues dures en France est en régression ? Ou le docteur Claude Olivenstein, médecin-chef du centre médical Marmottan à Paris ? « La drogue, écrit-il dans son rapport annuel, n'a pas été à la mode en 1974 et nous avons eu souvent le sentiment de prêcher dans le désert quand nous signalions aux autorités, ce qui nous paraît dramatique, l'augmentation considérable du nombre de toxicomanes et le rajeunissement de l'âge de début. »

Le drame qui a eu lieu à Paris ne permet pas, à lui seul, d'affirmer que les pessimistes ont raison. Si impressionnant en soit le bilan, il ne rend pas plus compte d'une évolution générale qu'un accident de la route qui tue six personnes. Mais ce drame a existé. Il a été tantôt de croire que le « problème de la drogue » est réglé parce qu'on en parle moins qu'il y a cinq ou six ans. S'il est vrai que la toxicomanie n'a pas atteint les proportions qu'on pouvait craindre alors, cela est peut-être dû au fait que la vigilance de tous était souvent sollicitée.

Selon M. Michel Poniatowski, on a enregistré, en 1974, « une diminution très importante de l'épidémie » de toxicomanie, indiquant la consommation de deux journées : on comprend que pour beaucoup de toxicomanes trafic et vente soient des nécessités, et que la limite ne soit pas aussi évidente que le veut la loi du 30 décembre 1970 entre « usagers » et « trafiquants ». Une troisième variété d'héroïne circule sur le marché français : il s'agit de la « laotienne », importée également des Pays-Bas. C'est une drogue fortement dosée, mais moins dangereuse que le « brown sugar ».

Les aides du marché depuis deux ans ont obligé les drogués à se tourner vers des cocktails pharmaceutiques de substitution, à base d'opiacés notamment. Cela explique que le nombre de cambriolages de pharmacies ait presque doublé entre 1972 et 1974. La rythmique actuelle est de deux cambriolages de pharmacies par jour en France. Des bandes spécialisées, avec ou sans toxicomanes, se sont constituées. Le marché parisien de la revente se situe, il y a encore quelques jours, à la porte Brancion.

« brown sugar » se vendait ces dernières semaines à Paris entre 200 F et 300 F la gramme. Un gramme peut représenter la consommation de deux journées : on comprend que pour beaucoup de toxicomanes trafic et vente soient des nécessités, et que la limite ne soit pas aussi évidente que le veut la loi du 30 décembre 1970 entre « usagers » et « trafiquants ». Une troisième variété d'héroïne circule sur le marché français : il s'agit de la « laotienne », importée également des Pays-Bas. C'est une drogue fortement dosée, mais moins dangereuse que le « brown sugar ».

Les aides du marché depuis deux ans ont obligé les drogués à se tourner vers des cocktails pharmaceutiques de substitution, à base d'opiacés notamment. Cela explique que le nombre de cambriolages de pharmacies ait presque doublé entre 1972 et 1974. La rythmique actuelle est de deux cambriolages de pharmacies par jour en France. Des bandes spécialisées, avec ou sans toxicomanes, se sont constituées. Le marché parisien de la revente se situe, il y a encore quelques jours, à la porte Brancion.

La diffusion de la drogue dans une frange de la jeunesse n'a jamais plus guère la mauvaise conscience de la société. Elle fait partie des phénomènes sous-jacents qui tolère s'ils restent — ce qui est le cas — limités à une minorité pitoyable et isolée. Mais l'indifférence est bien proche de la tolérance. La toxicomanie grave de certains jeunes est la manifestation — extrême — d'une inadéquation multiforme, qui est aussi la lot d'une bonne partie des autres. L'aggravation, constatée ces derniers mois, du climat de violence parmi les toxicomanes n'est pas le moindre parmi les raisons qu'il y a de garder une inquiétude vigilante.

BRUNO FRAPPAT.

agieuse

Trois mille ou quinze mille ?

Dans la drogue tue. Moins que l'alcool, mais plus qu'on ne le croit : le docteur Olivenstein estime à une trentaine le nombre d'habituels de son centre qui sont morts en 1974. Quinze d'entre eux ont été tués par l'héroïne. Les autres se sont suicidés ou ont succombé après des tentatives hépatiques, des septicémies, etc. Plus de deux mois par mois, pour un centre qui n'accueille pas plus de cinquante des toxicomanes.

L'apparition sur le marché français d'une nouvelle variété d'héroïne, baptisée « brown sugar », avait été signalée il y a deux ans. Il s'agit d'un produit contenant, au départ, 33 % d'héroïne pure. L'héroïne blanche dite de Marseille, où on le fabrique à partir de l'opium luc, ne contenait, en 1970-1972, que 2 % d'héroïne pure. L'arrêt momentané de la production de pavot en Turquie — elle a repris en 1974 — avait permis au marché du « brown sugar », venu de Hongkong par Amsterdam, de se développer en France. Le

L'apparition des « loulous »

À la diversification des produits — les héroïnomanes ne constituent que 25 % des personnes qui consultent à Marmottan, où l'on ne traite que les sujets usant de « drogues dures », — à l'éclatement des marchés parisiens vers la banlieue, a correspondu un phénomène de prolifération des catégories de jeunes touchés par la drogue. Des

heroinomanes se recrutent souvent aujourd'hui parmi les bandes de « loulous » où, il y a encore deux ans, on ne trouvait que des drogués, on ne trouvait que des drogués. Une bande — appelée — la banda de Guy-Miquel — du nom de la station de métro dans les environs de laquelle ils se retrouvaient — est célèbre dans les milieux spécialisés de Paris. Elle a été composée d'une trentaine de jeunes, venus qui ont tous fini par se droguer. Il semble que l'une au moins des victimes de la nuit du vendredi en ait fait partie.

En Italie

PRIORITÉ

AU NOM DE JEUNE FILLE

Si Mlle Mariella Borella épouse M. Franco Silvestro, elle s'appelle dorénavant Mme Mariella Silvestro. Du moins était-ce vrai jusqu'à présent. Le projet de réforme du droit de la femme que les sénateurs ont voté en fin de session a été remplacé par un autre et exigé aussitôt un vote qui leur a donné satisfaction, mais à l'opposé de l'extrême droite et des démocrates-chrétiens (victimes de leur abstention).

Mlle Mariella Borella Silvestro ne saura pas aux sénateurs qui viennent de contredire plusieurs siècles de traditions. Certes, un vote se fait pas la révolution en Italie mais plus pour instaurer l'égalité entre les sexes. Mais c'est à travers de tels détails que l'on constate à quel point l'Italie est en train de changer. — R. S.

En Italie

PRIORITÉ

AU NOM DE JEUNE FILLE

Si Mlle Mariella Borella épouse M. Franco Silvestro, elle s'appelle dorénavant Mme Mariella Silvestro. Du moins était-ce vrai jusqu'à présent. Le projet de réforme du droit de la femme que les sénateurs ont voté en fin de session a été remplacé par un autre et exigé aussitôt un vote qui leur a donné satisfaction, mais à l'opposé de l'extrême droite et des démocrates-chrétiens (victimes de leur abstention).

Mlle Mariella Borella Silvestro ne saura pas aux sénateurs qui viennent de contredire plusieurs siècles de traditions. Certes, un vote se fait pas la révolution en Italie mais plus pour instaurer l'égalité entre les sexes. Mais c'est à travers de tels détails que l'on constate à quel point l'Italie est en train de changer. — R. S.

CORRESPONDANCE

LE SORT DES FEMMES AU LUXEMBOURG

M. Robert Goebels, secrétaire général du parti ouvrier socialiste luxembourgeois, nous a adressé les réflexions suivantes à propos de notre enquête sur « L'Europe des femmes » de Monde du 28 janvier au 1<sup>er</sup> février 1975.

Il n'est pas dans mon intention d'affirmer qu'en Luxembourg les femmes soient effectivement les égales de l'homme dans la vie professionnelle et surtout dans la vie publique, mais force est de constater que certaines femmes luxembourgeoises ont fait la preuve qu'une femme peut remplir, même en politique, toutes les fonctions traditionnellement réservées aux représentants du sexe dit fort.

Ainsi les destinées du parti ouvrier socialiste luxembourgeois, le principal parti de l'actuelle coalition gouvernementale, sont présidées par un jeune professeur d'histoire, Mlle Lydie Schmit. A la tête de l'administration commu-

nale de la capitale se trouve également une jeune femme, Mlle Colette Flesch, qui est le député-maire de Luxembourg depuis bientôt six années.

D'autres femmes exercent dans le pays les fonctions de député, de ministre ou d'échevin, mais il faut avouer qu'elles sont encore trop peu nombreuses.

Cela ne tient pas tant aux hommes, mais plutôt aux femmes elles-mêmes, qui souvent hésitent à s'engager pleinement dans la lutte politique, voire restent conditionnées par une éducation beaucoup trop dépassée.

Si pour les élections communales d'octobre prochain le parti ouvrier socialiste luxembourgeois va proposer dans les différentes communes encore trop peu de candidates, c'est uniquement en raison du fait que trop de femmes, bien que politiquement intéressées, préfèrent ne pas faire acte de candidature pour un mandat public.

Les politiques de stabilisation

DE L'ÉNERGIE de Construction

INTERNATIONAL

IRANIENNE

LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR
<b>BANLIEUE</b>							
TOUR FIAT Paris-Défense Sortie R.E.R. direct	92	600 à 630	700 à 1.900	Immédiate	*	Bureau cloisonné et paysage possible. Restaurants d'entreprise. Salle de conférences.	UFFI (Union Foncière et Financière) 37, rue de Rome - PARIS Tél. 322-31-72
SUD AFFAIRES 21-23, rue de la Vanne Montrouge	92	430	Reste disponible : de 200 à 3.900	Immédiate	*	À deux pas de la Porte d'Orléans, de la RN 20, du périphérique et de l'Autoroute du Sud (aéroports de Paris en accès direct). Immeuble neuf et de standing entièrement aménagé avec cloisons, bureaux climatisés. Restaurants d'entreprise, Téléphones, Parkings, Archives.	WEATHERALLS FRANCE S.A. 64, rue La Boétie - 75008 Paris Tél. 223-79-60 Télex : 65788 WeFrance Paris.
LE DIRECTOIRE Les Bureaux de la Colline de Saint-Cloud	92	330 à 360 Charges : 136	A partir de 200 Etages disponibles	Immédiate	*	Immeuble neuf, luxueux, climatisé. Cloisonnement fourni (mobilier). Téléphonie sans prépaiement. Salles d'ordinateurs. Nombreux ramparts, Parkings. Restaurants d'entreprise. Centre médical. Très sûr, très sécurisé. Remarquable rapport prestations/prix.	WEATHERALLS FRANCE S.A. 64, rue La Boétie - 75008 Paris Tél. 223-79-60 Télex : 65788 WeFrance Paris.
HORIZON 52, quai National 92800 Puteaux	92	A partir de 480 F	2 niveaux divisibles de 800 m2 chacun	Immédiatement	*	Bureaux situés dans immeuble face à la Seine. Proximité de l'UJF à 300 m. Parkings, Restaurant, Cafeteria, Téléphones installés. Moyens de communication : Métro - RER - Autobus.	SCI TOUR HORIZON 37, rue de Rome - 75008 Paris. Bureau de Vente : UFFI TRANSACTIONS 37, rue de Rome, 75008 Paris. Tél. 322-12-60
NEUILLY 135 135, avenue Charles-de-Gaulle Neuilly-sur-Seine	92		4.500 divisibles par 480 m2	AVRIL 75	*	Immeuble entièrement cloisonné, air conditionné, standards téléphoniques particuliers disponibles, restaurants d'entreprise. Immeuble tout électrique (charges réduites), salle sensible 1.200 m2 pour ordinateurs, bureaux ou autres usages.	SIFA, promoteur Agence de location BOURDAIS, Bureau-atique 162, 164, 166, bd Hausmann, Paris-8 <sup>e</sup> Tél. : 227-11-88 - 7
ROND-POINT 93 Rue du 14-Juillet Rue Gallieni 93100 MONTREUIL	93	380	25.000 divisibles	AVRIL 75	*	25.000 m2 divisibles par plateaux de 700 et 1.200 m2. Prestations de qualité et charges réduites au minimum. Métro (ligne n° 9) et 5 lignes d'autobus au pied de l'immeuble. Grand centre d'affaires intégré avec 50 commerces et une grande surface. A proximité du périphérique et des autoroutes.	JONES LANG WOOTTON 80, avenue Marceau - 75008 Paris Tél. 729-21-23 SOCIÉTÉ 50, avenue Daumesnil - 75012 Paris Tél. 346-13-00

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

# AUJOURD'HUI

## SILON, YAQUA et PITUCÉ

DE GUY BÉART  
DESSINS DE KONK



### MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable de temps en France entre le mardi 24 février à 6 heures et le mardi 25 février à 24 heures :

La situation n'évoluera que très lentement en France, où la pression restera assez élevée. Les perturbations océaniques continueront à circuler des Açores à la mer de Norvège, mais des masses d'air humide, venant de la mer du Nord, atténueront les rigueurs du Nord-Est après avoir traversé l'Allemagne.

Le temps sera le plus souvent assésolé en France mardi 25 février. Toutefois, les nuages et les brouillards seront plus nombreux que les jours précédents sur nos régions du Nord et du Nord-Est.

Les vents, d'est à nord-est, seront faibles.

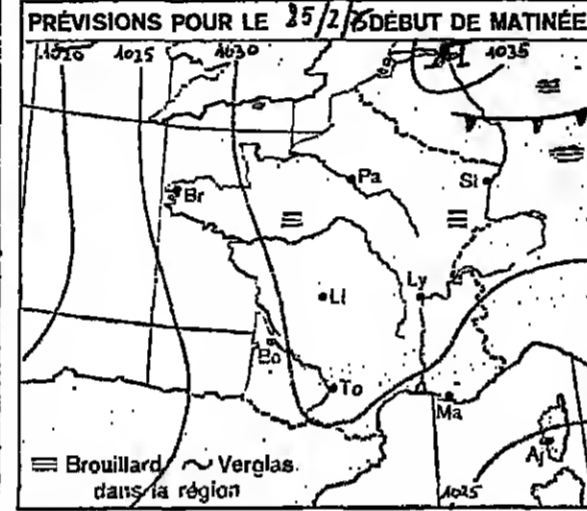
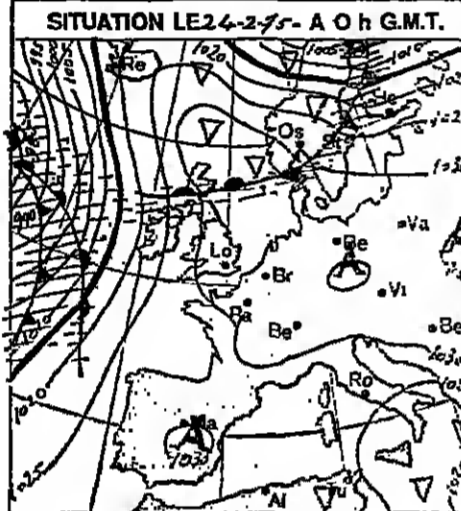
Les températures varieront peu par rapport à celles de la veille, sauf de la Pléiade à l'Alsace et au nord des Alpes où les maxima enregistrés sont une légère baisse.

Lundi 24 février, à 7 heures, la pression barométrique au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1031,6 millibars, soit 773,8 millimètres de mercure.

Températures de premier chiffre (indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 février) :

Le second, le minimum de la nuit du 23 au 24 :

Biarritz, 17 et 9 degrés; Bordeaux, 14 et 7; Brét, 12 et 4; Caen, 15 et 1; Cherbourg, 13 et 4; Clermont-Ferrand, 12 et -6; Dijon,



— Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 10 de mm)  
 // Zone de pluie ou neige ▽ aversees ☒ orages —> Sens de la marche des fronts  
 ▲ Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

### Documentation

#### LES PUBLICATIONS DE L'INED

L'Institut national d'études démographiques a fait paraître en février :

- **POPULATION.** — Revue bimensuelle d'informations et d'études démographiques, n° 1, janvier-février : Rapport sur la situation démographique de la France en 1973. Un exemple de pluridisciplinarité : le service de génétique de l'INED : Recherche des corrélations entre des variables démographiques, sociologiques et économiques dans les pays arabes; L'intensité des changements de catégorie de communes; Le plan d'action mondial de la population après Bucarest. Le numéro, 220 pages, France : 15 francs; étranger : 30 francs. Abonnement six numéros, France : 80 francs; étranger : 75 francs.
- **POPULATIONS ET SOCIÉTÉS.** — Bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques et sociales, n° 77, février : La démographie française en 1974; Bilan de la planification familiale dans le monde. Le numéro : 1 franc. Abonnement annuel, France : 10 francs; étranger : 15 francs.
- Ces publications sont en vente à l'INED : 27, rue du Commandeur, 75075 Paris Cedex 14, tél. 336-44-45.
- Le montant des abonnements doit être envoyé à la même adresse, à l'ordre de M. le Régisseur des recettes INED.

#### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 23 février 1975 :

- **UN DÉCRET** — Relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule.
- **DES LISTES** — Des élèves des unités pédagogiques d'architecture ayant obtenu le diplôme d'architecte D.P.L.G. (sessions d'avril 1973 à octobre 1973);
- D'aptitude aux fonctions d'agent comptable d'université.

#### LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

La direction de la Documentation française vient de mettre en vente les textes suivants :

- **OUVRAGES.** — Industrie et Région : l'aménagement industriel du territoire, par Pierre Durand ouvrage publié par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Le volume, 1975, 211 pages, 25 francs.
- **CONCENTRATION ET POLITIQUE DES STRUCTURES INDUSTRIELLES.** par F. Jenny et A.-P. Weber, préface de E. Malinvaud. Une volume, collection « Economie et Planification », 1975, 188 pages, 40 francs.
- **PERIODIQUES.** — 3000 : Géologie au futur, n° 30, 1975, 12 francs; quatre numéros par an, 46 francs.
- **Notes et études documentaires.** Les villes françaises : Amiens, par Paul Ourdard, n° 4144, 4145, 4148, 24 décembre 1974, 84 pages, 9 francs; soixante titres par an, abonnement un an, 280 francs.
- **Problèmes économiques** (sélection de textes français et étrangers) — Etats-Unis, n° 1453, 22 février 1975, 3 francs hebdomadaire, abonnement un an, 120 francs.
- **Statistiques de la construction** (bulletin établi par la Direction du bâtiment, des travaux publics et de la conjonction, ministère de l'équipement) : Séries nationales et départementales, numéro décembre 1974, 9 francs; Etudes statistiques de l'équipement : statistiques des permis de construire : résultats annuels 1969, 1970, 1971 (deuxième partie). Supplément n° 16, 1974, 144 pages, 9 francs.
- **Statistiques de la construction**, mensuel, abonnement un an, 100 francs.
- **Le Courrier des pays de l'Est** (publié par le Centre national du commerce extérieur, avec le concours du Centre de documentation sur l'URSS et les pays slaves de l'École pratique des hautes études et le Centre d'études sur l'Europe orientale de la Documentation française) : La nouvelle politique agricole soviétique (étude),

#### L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

En dehors des informations conjoncturelles habituelles (*Tendances de la conjoncture*, *Bulletin mensuel de statistique*, *Informations rapides*), l'Institut national de la statistique publie, du 15 janvier au 15 février, des informations dans les domaines suivants :

- **ENERGIE.** — « Le bilan énergétique de la France », le déficit extérieur et les particuliers » (*Economie et Statistique* n° 63 (\*), janvier 1975).
- **DEMOGRAPHIE.** — « Natalité et constitution des familles » : « Un enfant qui meurt en bas âge est souvent « remplacé » (*Economie et Statistique* n° 63 (\*), janvier 1975).
- **REVENUS.** — « L'évolution récente des salaires jusqu'en 1974 » (*Economie et Statistique* n° 63 (\*), janvier 1975). « Les revenus des ménages en 1970 » (les collections de l'INSEE, série *Analyses* n° 40). Une analyse des revenus des ménages en fonction des caractéristiques socio-démographiques habituelles : catégorie socio-professionnelle et âge du chef de ménage, région et catégorie de commune, de résidence. Le volume, 145 pages, 22 francs.
- **INDUSTRIE.** — « Les liquidations de biens, les règlements judiciaires et les faillites de 1968 à 1974 » : « Vers de nouveaux indices de prix industriels : le cas des machines-outils » (*Economie et Statistique* n° 63 (\*), janvier 1975).

● **Economie et statistique**, abonnement un an onze numéros : France, 150 F; étranger, 160 F; le numéro, 14 F.

● **Commandes et abonnements :** Observatoire économique de Paris, 193, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12; dans les Observatoires économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

### MOTS-CROISÉS

PROBLEME N° 1088

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
X								
XI								

X. Antique composition. — XI. Assemblés les coques et les appartements.

**VERTICALEMENT**

I. Crise de nerfs. — 2. Bénéfice du régime de la communauté; Fruit (épilé). — 3. Est toujours impatiemment attendu par certains; Élément d'une trinité (orthographe adoucie). — 4. Désigne un grand de ce monde; Poète latin. — 5. Prétive inversé; Soulevé quand il est général. — 6. Orientation; Forne de pouvoir. — 7. Symbole chimique; Conduite. — 8. Héméral en pluriel. — 9. Pas encore dur; Moyen d'échange type.

Solution du problème n° 1084

**Horizontalement**

I. Veille. — II. Cécile; Uni. — III. Insecte; As. — IV. Ce; Rom. — V. Dardar. — VI. Thème; Eve. — VII. Fous; Fou. — VIII. Es; Races. — IX. Teatine. — X. Océans. — XI. Net; Abbes.

**Verticalement**

1. Volonté; tra; (cf « dancés »). — 2. Esus; Anesse. — 3. De; Diable. — 4. Littéraire; RA. — 5. Lettre; Hira. — 6. Ron; Anne. — 7. Sin; Nispeos. — 8. No; Svoel; Râ. — 9. Misreuse.

GUY BROUÏ.

**HORIZONTALEMENT**

I. Un qui ne réclame sûrement pas de friction après la course 1; Récompense de laborieux lavages. — II. Bon pour la remise. — III. Pronom; La nature les a dotés d'un front qui ne saurait rougir. — IV. Comme un feu d'enfant; Abréviations. — V. Quelques boutons suffisent à le fleurir; Spécimen rare. — VI. Ne saurait être passé inaperçue. — VII. Pronom; Au début d'un pieux récit. — VIII. Variété de capucines (pluriel). — IX. Pronom féminin; Fait dans un soupirant.

### Éducation

#### LES BOURSES DU RAYONNEMENT FRANÇAIS

Le Comité central du rayonnement français, qui préside M. Georges Riand, a institué quatre bourses :

- La bourse Louis Armand, attribuée à un élève d'une grande école en contribution à un voyage d'étude à l'étranger; en 1975, il y aura deux bourses de 5 000 F.
- La bourse Marc Boegner, attribuée à un étudiant étranger en contribution à un voyage d'étude en France ou à un stage dans un établissement français; en 1975, il y aura deux bourses de 10 000 F.
- La bourse Jules Romain, attribuée à un chercheur français en vue de l'élaboration d'un dossier sur un sujet déterminé par le conseil d'administration du comité et portant sur les conditions du rayonnement de la France; cette bourse est dotée pour 1975 d'une somme de 10 000 F.
- La bourse Louis Pasteur Valley-Radet, attribuée à un chercheur étranger en contribution à un stage dans une unité française de recherche; cette bourse est dotée pour 1975 d'une somme de 20 000 F.

Le Comité central du rayonnement français publie une revue trimestrielle, *Communautés et Contraintes*, et organise des rencontres (colloques ou séminaires) auxquelles sont conviés des personnalités de la diplomatie, de la politique ou du monde économique.

\* Enseignements et inscriptions des candidats aux diverses bourses (jusqu'au 31 mars), 12 rue Nicolo, 75016 Paris (tél. 594-36-71).

### Ventes

#### A L'HOTEL DROUOT

#### Virgile interprété par Dunoyer de Segonzac 65 000 francs

Illustrées de cent dix-neuf eaux-fortes par Dunoyer de Segonzac, les *Œuvres complètes de Virgile* (collection n° 5, un des cinquante comprenant une suite de gravures), enrichies d'une aquaverte et de quatre grands dessins originaux, trois volumes 1967 d'une belle reliure de Creté finement décorée d'insectes et de fleurs des champs, viennent d'être adjugés 65 000 francs à l'hôtel Drouot.

De Jules Renard, *Histoires naturelles*, 1899, avec vingt-deux lithographies de Toulouse-Lautrec, est adjugé 40 000 francs. Les *Œuvres complètes de Pierre Bonnard*, édition Ambroise Vollard, 1902, 15 000 francs. Une préemption à 3 000 francs.

de la Bibliothèque nationale fut faite pour un intéressant projet de construction de l'architecte des théâtres impériaux de Russie, Albert Casso, présenté en 1853, c'est-à-dire trois ans avant celui de Garnier (cf *Opéra*, Mme Vidal-Mégret, expert).

Dans une vente d'estampes anciennes et modernes expertisées par Mlle Rousseau et présentées par l'éditeur Adèle, une gravure gravée et éditée, la *Perle d'Inde* de l'éditeur pour la marquise Trouhanova, n° 64 d'un tirage de cent, 1911, par le célèbre décorateur des ballets russes Léon Bakst, fut achetée 13 500 francs; une eau-forte de Goya, le *Garroté*, premier tirage vers 1775-1780, obtint 15 000 francs; les *Sauvages de Pouébo* sont toujours recherchés; 3 200 francs les *Deux Amis*, 40 000 francs 2 700 francs Nus endormis, 53 100; 1 450 francs Fillette au chat, épreuve d'artiste, impression en couleurs, 29/30.

Une réunion de treize gravures (paysages bretons) par Henri Rivière, qui fut en même temps un auteur à succès au théâtre d'ombres de Rodolphe Salis, de *Œuvres complètes de François et de l'Opéra-Comique*, de théâtre de la Comédie, et un spécialiste de la gravure sur bois, a totalisé 23 000 francs.

Des milliers de petits soldats en plomb, réunis par trois générations de collectionneurs, ont obtenu 60 000 francs; ce sont ensemble de plus de vingt mille figurines historiques provenant pour la plupart d'une fabrique de Nuremberg, groupant les armées de l'Antiquité à la fin du dix-neuvième siècle, a connu un vil succès, particulièrement les trois cent quatre-vingts naziennes et suisses de la guerre de Sécession, qui, à eux seuls, ont entraîné une enchère de 2 000 francs (M<sup>e</sup> Engelmann, M. Charles, expert). — G. V.

### Religion

● *L'Association Eglise et monde* (tél. 03-33-41), animée par les pasteurs A. Skog et D. Louys, qui possèdent de nombreux ouvrages (entrée libre, de 14 à 18 heures, sauf samedi et dimanche) et établit, à l'adresse, des bibliographies de livres publiés récemment. Ce nom correspond à une conjonction hébraïque reliant les mois et les propositions d'une phrase pour leur donner sens (revue trimestrielle, 6 F).

emplo

COTE D'IVOIRE  
PRES IMPRIMANTIE SOCIE  
L'AVANT UN ANNUAIRE  
BIBLIQUES ET DE REPERE

UN INGE  
PLUSIEU

UN CHEF  
PLUSIEU

JEUNES INGENIEURS  
DEBUTANTS

CADRE

juristes linguistes

1520



صحة من الامل

La ligne La ligne T.E.	
DEMANDES D'EMPLOI	6,00 6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00 35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00 17,22
Offres	30,00 35,02
Offres d'Emploi "Placeards Encadrés"	
minimum 15 lignes de hauteur	36,00 42,03

# ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.E.	
IMMOBILIER	
Achat - Vente - Location	24,00 28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00 25,68
PROPOSITIONS COMMERC.	
CAPITAUX	60,00 70,05
OCCASIONS	22,00 25,68

## emplois internationaux      emplois internationaux      emplois internationaux

### COTE D'IVOIRE

TRES IMPORTANTE SOCIETE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE  
LANCANT UN NOUVEAU PROGRAMME DE CONSTRUCTION  
D'HUILERIES ET DE RAFFINERIES D'HUILE DE PALME

recherche

**POUR ABIDJAN**

➔ **UN INGENIEUR ORGANISATION GESTION**  
Formation A & M ou similaire + Gestion des entreprises      Réf. 121.485

➔ **PLUSIEURS DESSINATEURS PROJETEURS**  
Expérience confirmée bureau d'étude. Spécialité Mécanique Générale, Charpente Métallique, Engineering.      Réf. 121.486

**POUR USINES REGION COTIERE**

➔ **UN CHEF D'USINE**  
Niveau Ingénieur. Formation électromécanicien et compétences en gestion budgétaire et du personnel.      Réf. 121.487

➔ **PLUSIEURS CHEFS DE PRODUCTION**      Réf. 121.488/A

➔ **PLUSIEURS CHEFS D'ENTRETIEN**      Réf. 121.488/B

Formation électromécanicien type officier marine.  
Logement assuré.  
Contrats expatriés.  
Deux mois de Congés payés en Europe tous les 10 mois.

Centre de Psychologie Appliquée

Adresser lettres de candidatures, C.V., photo et prétentions au  
30, Rue de Mogador - 75009 PARIS en rappelant la référence.

### COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

CENTRE COMMUN DE RECHERCHE  
ENGAGE :

**Pour sa Division « Mécanique appliquée » (Ispra)**  
**Un Chef de Division**  
(grade A3, contrat temporaire) chargé d'études de base, théoriques et expérimentales dans le domaine de la mécanique structurale.  
Les recherches porteront sur le comportement dynamique des matériaux et des structures, avec application particulière aux problèmes de sécurité, ainsi que sur les études de mécanique générale dans le cadre des différents programmes.

**Pour son Service spécialisé « Process Engineering » (Ispra)**  
**Un responsable**  
(grade A4, contrat temporaire) chargé de recherche et de développement dans le domaine du génie chimique avec application particulière à la production d'hydrogène et à la fusion.  
Il devra appliquer des méthodes d'identification des systèmes avec application particulière à la détection et à la détection précoce des défaillances.

**Pour sa Direction du Site, Division « Administration et Personnel » (Ispra):**  
**Un Chef de Division grade A3**  
(Recrutement, gestion, et formation du personnel, relations avec les représentants du personnel, questions sociales).

Les candidats devront avoir une formation appropriée de niveau universitaire et une bonne expérience dans les domaines indiqués ci-dessus.

Les candidats devront adresser leur curriculum vitae détaillé au Centre Commun de Recherche - EURATOM - Division Administration et Personnel - 21020 ISPRA (Varese) (Italie) avant le 15 mars 1975.

### JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS

POUR LA MAINTENANCE ET LA MISE EN ŒUVRE A L'ÉTRANGER D'APPAREILLAGES DE PROSPECTION MINIÈRE

Importante société offre à des ingénieurs en radio-électronique, après une période de formation, la responsabilité des moyens techniques pour effectuer la détection des minerais en avion, au sol et sous les forages, la gestion et la mise en œuvre de vos réseaux de télécommunications.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous le 8020, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

### HELIOS FRANCE

GRUPE SOCIETES EXPERTISE COMPTABLE

recherche

**CHEF DE MISSION AUDIT MISSIONS INTERNATIONALES**

Expérience 7 ans minimum cabinet Audit.

- sera chargé direction et supervision importantes missions d'Audit essentiellement Afrique;
- poste larges responsabilités et initiative comportant contacts permanents avec équipes Audit Paris, capitales Europe et Afrique;
- langue anglaise souhaitée;
- réelles perspectives d'avancement;
- rémunération élevée.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo à E.F.A., 65, rue de la Victoire, PARIS (9<sup>e</sup>).

### LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours sur titres et sur épreuves, pour le recrutement de deux

### traducteurs/ traductrices

d'expression française.

Traducteurs confirmés ayant des connaissances linguistiques étendues, chargés d'effectuer, en français, des traductions de textes officiels économiques et juridiques, rédigés en allemand et en anglais, et éventuellement en danois, italien ou néerlandais.

Les candidats doivent :

- 1) avoir accompli des études complètes de niveau universitaire satisfaisantes par un diplôme, ou posséder une expérience professionnelle de traducteur de niveau équivalent;
- 2) être de langue maternelle française ou avoir une parfaite maîtrise de cette langue; avoir une connaissance approfondie de l'allemand et de l'anglais; la connaissance d'autres langues officielles des Communautés est souhaitée;
- 3) avoir exercé pendant au moins cinq ans les fonctions de traducteur.

Traitement mensuel net entre 47.500 FB et 82.220 FB, suivant formation et/ou expérience professionnelle; le cas échéant, indemnité de déplacement (16% du traitement de base), et allocations familiales.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire écrire au Service du Personnel - Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1048 Bruxelles (Belgique).

Date limite d'envoi des candidatures officielles : 1<sup>er</sup> avril 1975.

### AFRICA AREA MANAGER

The Swiss Headquarters

of a leading multinational manufacturer of Collision Damage Repair, Diagnostic and Wheel Service Equipment for the Automobile Service Industry seeks an experienced and entrepreneurial sales executive to develop and manage the company's African markets with particular emphasis on North Africa.

The candidate must be fluent in French and English, have a sound commercial knowledge of trading in Africa and be capable of working under a minimum of supervision.

We envisage the development of a distributor network as well as the negotiation with major governmental agencies.

The position offers good scope for career advancement. Final location on the territory free for discussion.

Please send detailed curriculum vitae to :  
Box No. A 18 - 1956 PUBLICITAS CH-1211, GENEVA 3

### SOCIETE DEVELOPPEMENT HOTELIER

recherche pour

### AFRIQUE OUEST Expression Française

## CADRE

ayant solides connaissances en planification, développement, montage de projets hôteliers ainsi qu'expérience en gestion hôtellière. Voyages fréquents.

Adresser c.v. détaillé et prétentions sous réf. 50813 à Havas Contact 158 Bd Hausmann 75008 Paris.

### ingénieur T.P.

MOYEN-ORIENT

### DIRECTION DE TRAVAUX ROUTIERS

Dans le cadre du développement de nos activités au sein de la Direction des Travaux Publics de l'Etat de la France visée de créer un département d'assistance technique aux Pays du Moyen-Orient et recherche un Ingénieur T. P. de spécialité pour prendre la direction des chantiers sur place.

Il devra prévoir en hommes et matériel, les moyens à mettre en œuvre pour la bonne exécution des contrats, fixer les délais de réalisation et assurer la direction technique et humaine des travaux.

Le poste requiert un minimum de 3 ans d'expérience dans la conduite de chantiers de travaux routiers.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'arabe serait souhaitée.

Envoyer C.V., photo récente et réimpression actualisée sous la référence 2171/M  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF SELECTION**  
1, rue Danton - 75006 Paris (membre de l'ANCP)

### DIRECTEURS de centres d'exploitation

Société d'un très important groupe, spécialisée dans la vente de matériels et de biens d'équipement et installée en AFRIQUE et dans l'OCEAN INDIEN, recherche

Ces postes conviendront à diplômés grandes écoles : HEC, A.S.M., ESCP, ESSEC, ayant acquis en tant que directeur, de préférence dans une entreprise similaire une solide expérience dans les domaines du technico-commercial et de la gestion.

Très intéressante situation de départ. Possibilité d'étudier l'acajement après carrière de 5 à 10 ans dans autres sociétés du même groupe.

Adresser lettre manuscrite CV détaillé/réf.3743  
Pierre LICHAU S.A.  
10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 q.tr.

2<sup>e</sup> Ingénieurs Conseils à vocation internationale Siège social PARIS, rech.

### INGENIEUR

Alimentation en eau  
Assainissement  
des villes

Ce spécialiste, ayant une formation de base d'ingénieur Génie civil ou ayant justifié de 5 à 10 ans d'expérience, doit être désigné de partir à l'étranger pour des missions de longue durée. Le profil de l'anglais est nécessaire. Les connaissances de l'arabe et de l'espagnol sont souhaitées. Les ingénieurs intéressés doivent adresser un premier contact en adressant leur candidature (CV détaillé, plus photo, plus salaire) en spécifiant la réf. 35774 PUBLIPRESS 75002 Paris Cedex 02.

IMPORTANTE SOCIETE TRANSPORTS MARITIMES recherche pour COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

### UN CHEF COMPTABLE

niveau D.E.C.S., possédant de nombreuses années d'expérience

Envoyer C.V. et photo à Département des Agences 16, av. Maitland - 75008 PARIS.

IMPORTANT CENTRES ETUDES recherche

### INGENIEUR

spécialiste MECANIQUE des SOLS ETUDES FONDATEURS pour poste intérimaire à Vénusmar. Quelques années expérience. Anglais indispensable. Ecr. avec C.V. et photo à C.E.S.T.P. 01, rue Brancion 75707 Paris Cedex 12.

Import Bureau d'Etudes à vocation internationale rech. pour séjour longue durée en Afrique noire francophone

### INGENIEUR TOPOGRAPHE CONFIRME

Le poste nécessite une bonne expérience du tracé chemin de fer (travaux terrain et calculs) - Préférence accordée aux candidats ayant acquis une expérience professionnelle en Afrique - Les ingénieurs intéressés peuvent adresser un 1<sup>er</sup> contact en adressant leur candidature (CV détaillé, plus photo, plus salaire) en spécifiant la réf. 31, bd Bonne-Nouvelle 75002 - Paris Cedex 02.

Importe entreprises T.P. rec.

### 2 INGENIEURS

expérim. parlant anglais, capables d'assumer postes de responsabilité à PETROBRAS Adr. lettre man. av. CV et photo, réf. 184 184 à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois 75003 Paris Cedex 02, q. tr.

IMPORTANTE SOCIETE recherche pour ETUDES ROUTIERES

### au GABON TECHNICIENS SUPERIEURS

CONDUCTEURS de T.P. 1<sup>er</sup> titre bachelier. Expérience de quelques années dans le domaine des études géotechniques rout. recommandées. Ecrire avec C.V. à C.E.S.T.P. 01, rue Brancion 75707 - Paris Cedex 12. Pour AFRIQUE DU NORD

### INGENIEURS FLUIDES

SRS 7<sup>e</sup>, r. P. Polssonnière - 9<sup>e</sup> (1<sup>er</sup> 6<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Polssonnière

### LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours, sur titres et sur épreuves, pour le recrutement de deux

### juristes linguistes

d'expression française et pour la constitution d'une réserve de recrutement. L'exercice de cette fonction requiert, à un niveau élevé, des connaissances tant juridiques que linguistiques.

Les candidats doivent avoir une formation juridique universitaire, sanctionnée par un diplôme attestant une formation complète, dans de langue maternelle française ou avoir une parfaite maîtrise de cette langue, et avoir une connaissance approfondie d'une des langues suivantes : allemand, anglais, danois, italien, néerlandais et une connaissance suffisante d'une autre de ces langues.

Traitement mensuel net, entre 47.500 FB et 82.220 FB, suivant formation et/ou expérience professionnelle; le cas échéant, indemnité de déplacement (16% du traitement de base), et allocations familiales.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'acte de candidature obligatoire écrire au Service du Personnel - Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1048 Bruxelles (Belgique).

Date limite d'envoi des candidatures officielles : 1<sup>er</sup> avril 1975.

**LES EMPLOIS INTERNATIONAUX**

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Artisan...  
Vente...  
GUY BROUTY,  
ROUOT  
moyen de Segonze  
RACS  
L'HOTEL DROUIN  
Mardi  
COMMISSION NATIONALE  
des COMMISSAIRES-RELAIS



**emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux**

**COMEX**

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines. Vous êtes dégagés de vos obligations militaires et vous sortez d'un

**I.U.T. physique chimie mécanique génie civil**

ou équivalent

Vous êtes attirés par la plongée sous-marine dont vous avez peut-être déjà une première expérience.

Nous vous proposons de vous former pour faire de vous des plongeurs professionnels.

Vous serez alors amenés à voyager car nos chantiers sont aux quatre coins du globe.

Vous bénéficierez de 5 mois de congés pour 7 mois non consécutifs de travail intense.

Vous aurez un salaire très intéressant. Env. votre C.V. accompagné d'une photo récente sous réf. 1.75/50 D à

**COMEX**  
Service Gestion des Ressources Humaines  
13275 MARSEILLE, CEDEX 2

**Société ELF**  
pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures  
7, rue Nîlaton. — 75015 PARIS  
désire engager :

pour son centre de RECHERCHES dans la RÉGION TOULOUSAINE

**UN INGÉNIEUR**  
GRANDE ÉCOLE  
(X, Mines, Centrale, A. et M...)  
OU  
**DOCTEUR**  
ES SCIENCES

Spécialité : physico-chimie, mécanique des fluides.  
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Il sera chargé, au sein d'un groupe, de conduire des études relatives :  
— A la lutte contre la corrosion ;  
— A la protection cathodique, etc.

Aptitude à l'expatriation OUTRE-MER dans le cadre développement de carrière.

Envoyer sous référence N° 94.494 avec C.V. et photo :  
ELF-RE, Département Développement Formation,  
75739 PARIS CEDEX 13.

**CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE**  
recherche

**LABORANTIN SAFARI-PHOTO**

Laborantin confirmé pour prendre la responsabilité d'un laboratoire de développement de dispositifs en film.

Période du 15 JUILLET au 15 SEPTEMBRE

Envoyer avec C.V. à :

**CLUB IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE**  
73150 VAL-D'ISÈRE - B.P. 47 - TEL. : 06-00-03

Nous recherchons pour notre USINE SITUÉE dans la RÉGION RHONE-ALPES

**un INGÉNIEUR CÉRAMISTE**

COMPÉTENT ayant l'expérience des produits finis à haute température, pour un poste concernant le domaine de la recherche et de la fabrication.

**un INGÉNIEUR DÉBUTANT**  
passé par la mise au point d'un PRODUIT CÉRAMIQUE NOUVEAU

Ces candidats devront s'intégrer à une équipe chargée de la fabrication d'un produit industriel couvrant une partie céramique.

Envoyer avec C.V. et photo, n° 408 PUBLI G.E., 27, Rue Montmartre, 75002 Paris (qui transmettra).

**DOCTEUR EN MÉDECINE**

Le poste ne peut servir qu'à un collaborateur dynamique assurant à temps complet une activité variée.

Le candidat titulaire d'études spéciales de médecine du travail est exigé. Cet emploi est disponible immédiatement. Il sera rapidement rempli à toute lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé adresser à ASSOCIATION DE MOYENS POUR L'UTILISATION DE L'INFORMATIQUE, 131, cours Libération. — 38100 GRENOBLE.

**ANIMATEUR EN FORMATION CONTINUE**  
libre rapidement

Qualités : dynamisme, initiative, facultés de contacts avec chefs d'entreprise, syndicats, centres formateurs.

Expérience souhaitée : pédagogie des adultes et gestion d'entreprise.

Salaire de l'ordre de 40 à 50.000 F selon expérience.

Adresser C.V., photo et prêt, à HAVAS BESANCON s.t. n° 1679

**STATION-VILLAGE de BONNEVAL-SUR-ARC (SAVOIE)**  
(160 habitants - 1.800 m d'altitude)

Recherche pour début avril, jeune femme 25 ans minimum, excellente secrétaire-dactylo, pour assurer toute l'année (avec une seule exception).

**RESPONSABILITÉ de l'OFFICE de TOURISME**

GESTION DE 70 APPARTEMENTS loués à la semaine (planning, courtes, main-courante, téléphone, comptabilité des locations, accueil des clients) SECRETARIAT DU MAIRE et Bureau Crédit Agricole.

Qualités requises : équilibre, santé physique et morale, autonomie, dynamisme, rapidité, sens de l'organisation et des responsabilités, discrétion, amabilité, aptitude à supporter une relative solitude.

Envoyer lettre manuscrite à M. le Maire de 73480 Bonneval-sur-Arc, Joindre C.V. + photo + références + présentations (en tenant compte des logements chaux détalé est gratuit).

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**  
Recherche pour son établissement de 1.500 personnes situé dans une ville industrielle du

**CALVADOS**

**CONSEILLÈRE du TRAVAIL**  
OU  
**ASSISTANTE SOCIALE**  
du TRAVAIL

Expériences de quelques années.  
Position Cadre.  
Logement assuré.

Envoyer sous référence N° 14555, COFFRETTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Nous prions instamment nos enseignants d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Important Groupe Industriel C.A. 420 Millions de Francs H.T. dont près de 50% à l'Exportation 4.000 personnes

recherche

**ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIÈRE**

Age : 35 ans minimum. Formation supérieure (ESSEC, ESC, ou équivalent) option Finances ;  
Expérience réelle soit dans l'industrie, soit dans la Banque (SOF, Ets financiers...);  
Homme de contacts ;  
Allemand indispensable, anglais souhaité ;  
Rémunération suivant l'âge et l'expérience ;  
Résidence : Mulhouse ou sa région.

Pour tous renseignements complémentaires, écrire sous Réf. 72034 A

**AVOIES** 11, allée de la Robertsau  
67000 STRASBOURG

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE**  
recherche pour son unité de production située dans le DOUBS

**CHEF de SERVICE ADMINISTRATIF**

Sous l'autorité du Directeur de l'établissement, ce cadre aura la responsabilité de la gestion du personnel, des relations humaines, de la gestion comptable et de l'organisation administrative.

Le candidat retenu devra avoir une formation supérieure et l'expérience d'une unité de production.

Adresser C.V. dét. et prêt, à N° 95229 CONTEXTE Publi. 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**IMPORTANT ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE STRASBOURG**  
recherche

**UN INGÉNIEUR D'INDUSTRIALISATION**

Ce responsable sera chargé de l'étude approfondie de l'industrialisation de produits à technologie avancée dans le domaine des Télécommunications.

Rattaché à la Direction des Fabrications, il pourra être chargé de la réalisation des prototypes en liaison étroite avec les services techniques.

Une formation d'ingénieur électronicien est demandée.

**UN INGÉNIEUR DU DÉVELOPPEMENT**

Ce cadre sera chargé de définir et de contrôler l'application des normes et contraintes liées à la création du produit et de son industrialisation.

Il sera également chargé d'établir en liaison avec les services d'industrialisation les bases optimales servant de cadre d'études au personnel de recherche.

Attaché au Directeur Technique, il devra avoir une formation d'ingénieur électronicien et une expérience dans une fonction analogue serait appréciée.

Envoyer avec C.V. et présentations sous n° 720175, HAVAS STRASBOURG.

**Le Groupe Papeterie ARJOMARI PRIOUX**  
recherche

pour une de ses usines très moderne (700 pers.), Région Loire

**CHEF DE SERVICE DE FABRICATION**

Ce poste correspondrait à un Ingénieur 25 ans minimum (EPF, AM, MINES, ENSI ou ÉQUIV.) ayant assuré pendant 3 années environ la conduite d'une importante unité de production (papeterie, cellulose, pétrochimie, mines, métallurgie, etc.) débutante s'abstient.

Qualités exigées : technicien, gestionnaire et animateur, responsabilités importantes, traitement en conséquence, logement assuré.

Envoyer C.V. manuscrit et présentations aux PAPIERIES ARJOMARI PRIOUX 7310 BESSE-SUR-BRAYE

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER** dans sa branche PRODUITS Grande Consommation (C.A. : 100 millions), recherche pour son Siège Social GRANDE VILLE RÉGION RHONE-ALPES

**CADRE SUPÉRIEUR MARKETING**  
qui, relevant du D.G., sera chargé, pour un premier temps de

**L'EXPORTATION**

Il est nécessaire de connaître parfaitement les circuits traditionnels et intégrés de Distribution des Biens de Consommation en France et, si possible, à l'étranger et d'avoir une vision globale des problèmes Commerciaux.

30 ans minimum — Formation B.E.C. ou similaire — Anglais indispensable — 10.000 francs départ.

Envoyer L. JUSTET, Psychologue, 18, rue des Croixes. — 84000 AVIGNON.

**CADRE COMPTABLE**  
diplômé DECS ou sup. de Co. option comptabilité

Lieu de travail : DIJON.

Profil du candidat :  
bien que souhaitant deux ans d'expérience dans une grosse société avec filiales ou dans une petite affaire avec responsabilité totale de la comptabilité - les candidatures de débutants seront également examinées avec intérêt.

Fonctions et missions à remplir :  
poste nécessitant travail en équipe et quelques voyages en France de courtes durées.

Conditions de travail :  
Le candidat peut espérer faire carrière dans un groupe national important.

Envoyer lettre avec C.V. manuscrit et présentations annuelles à

**GÉNÉRALE ALIMENTAIRE**  
Direction Relations Humaines  
B.P. 670 - 21017 DIJON

La société

**UNION CHIMIQUE ATLANTIQUE**  
- société chimique des laboratoires -

**Upjohn**

recherche

pour son usine chimique implantée dans le parc industriel d'Incuville - LE VAUOUREUIL (27)

**DIRECTEUR de PRODUCTION**

Ce poste implique que :

- une formation D'INGÉNIEUR CHIMISTE E.N.S.C.P.
- un minimum de 5 ans d'expérience dans l'industrie chimique et plus particulièrement dans le domaine de la synthèse organique.
- la parfaite connaissance de la langue anglaise.

Les candidats intéressés devront prendre rendez-vous en téléphonant à 776.41.44 poste 81

offres d'emploi

Groupe Français d'équipements électriques industriels recherche

**Ingénieurs d'affaires**

diplômés des écoles d'ingénieurs ayant, si possible, l'expérience de contacts avec les sociétés internationales d'engineering et une bonne pratique des affaires à l'exportation, expérimentés couramment en anglais pour les domaines suivants :

- Instrumentation électrique, régulation (pétrole - chimie)
- pour process control (champs pétroliers, gaz naturel, on-shore, off-shore ; pipe-lines ; cimenteries)

Placés sous la responsabilité directe du chef de division, ils bénéficieront d'une grande autonomie pour mener à bien, avec l'appui technique des ingénieurs commerciaux et des bureaux d'études, la réalisation de leurs objectifs d'affaires. Le taux d'expansion élevé garantit de très intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

Adresser C.V. et présentations à SWEERTS, BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09, sous référence N° 1388

Groupe Français d'équipements électriques industriels (5000 personnes C.A. 600 MF) exerçant ses activités tant en France qu'à l'étranger recherche pour ses agences régionales de Haute-Normandie, du Nord Pas-de-Calais et de la région Parisienne.

**Le responsable des services administratifs**

Le candidat retenu sera diplômé d'études supérieures (Sup de Co, Droit...) et aura si possible l'expérience d'une fonction similaire.

Placé sous l'autorité du directeur d'établissement, sa mission est de assister en prenant en responsabilité directe la gestion administrative et comptable, l'administration du personnel et l'entretien des services correspondants.

Envoyer sous réf. 1388, à SWEERTS BP 269 75424 PARIS CEDEX 09, en précisant la ou les régions souhaitées.

Importante Société Commerciale leader dans sa branche, recherche pour PARIS

**directeur ventes EXPORTATION**

Sous l'autorité du Directeur Général il supervisera l'ensemble des services commerciaux. Exportation, tant sur le plan des ventes que sur le plan de l'exécution des opérations. Il assurera les contacts nécessaires avec les acheteurs étrangers et négociera les contrats de vente.

Ce poste exige une formation commerciale supérieure (ESSEC, ESCP, HEC, LANGRAN) courant, une expérience de 5 ans minimum d'un poste de responsable à l'exportation.

Préférence sera donnée à un candidat ayant travaillé dans une Société spécialisée dans le négoce de matières premières

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. dét. et salaire actuel sous référence 9942 à

**Q7 organisation et publicité**  
2, rue MARTEL - 75002 PARIS (qui transmettra)

Société de services en informatique, parmi les toutes premières, recherche, pour une de ses filiales faisant autorité dans son domaine

**un INGÉNIEUR COMMERCIAL**  
pour reprendre et développer son secteur de

**CALCUL DE STRUCTURES**

100-120.000 F    réf : BT 525

La personne recherchée, de formation supérieure, étroitement liée à son activité commerciale, ou à une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine sur le plan technique, et souhaite évoluer vers une activité commerciale plus rémunératrice et plus riche en contacts humains.

Téléphoner pour discuter confidentiellement de cette opportunité ou adresser C.V. détaillé en rappelant la référence à

**EGS**

CONSEIL EN RECRUTEMENT    10, RUE DE LA PAIX 75002 PARIS 073.21.05

**Pfizer**

chimiste organique chef du centre de recherche appliqué

Caractéristiques du poste :

- Travailler dans un laboratoire de pointe.
- Responsabilité de la recherche et du développement de nouveaux médicaments.
- Collaborer avec des équipes multidisciplinaires.
- Participer à la mise au point de nouvelles méthodes de synthèse.
- Assurer la formation et le développement des jeunes chercheurs.

Caractéristiques du candidat :

- Diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un IUT.
- Expérience en chimie organique.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Capacité de travail et d'organisation.

Envoyer votre candidature à :

**Pfizer France**  
2, rue de Valenciennes 92000 NANTERRE

**VOUS ETES INGÉNIEURS**  
DIPLOMÉS DE GRANDES ÉCOLES

**VOUS VOUS PROPOSEZ**  
ÉQUIPE D'INGÉNIEURS CONSEIL  
GROUPE BANCAIRE PRIVÉ

سكراين الاصل



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### Chargés de missions

Nous sommes une Société importante du secteur tertiaire. Notre plan de développement à moyen terme nous incite à renforcer dès maintenant notre structure d'encadrement commercial. Les candidats que nous recruterons participeront à l'harmonisation des méthodes et des moyens commerciaux utilisés dans nos établissements de province; ils assureront des liaisons et négociations nombreuses et délicates à l'intérieur du groupe auquel nous appartenons. Il s'agit de responsabilités de haut niveau, exigeant disponibilité et diplomatie.

Après une période de formation, un secteur comprenant 5 à 6 établissements sera attribué à chacun. Travail basé à PARIS, avec environ 3/4 du temps en province. Base province possible au bout de quelques années.

Ces postes conviennent à des hommes jeunes, de formation supérieure, économique et commerciale, ayant 2 ou 3 ans d'expérience et si possible déjà participé à l'élaboration d'une politique commerciale et à sa mise en place auprès de responsables régionaux.

garantit une totale discrétion à l'égard de votre dossier. Adressez votre lettre manuscrite, C.V. détaillé et références actualisées sous référence 9920 A à M. BERNARD, 733-90-00 (poste 34-83).

ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra

### GRUPE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Entreprise filiale en

COTE D'IVOIRE

### jeune ingénieur travaux

réf. 9920 A Capable d'assumer la responsabilité autonome du secteur «Ouvrages d'Art» de cette filiale. Il devra posséder des qualités techniques certaines et se montrer animateur de 1er plan. Il aura une formation ENPC ou ETP et une expérience de quelques années sur un chantier d'ouvrage d'art.

### gestionnaire administratif

réf. 9920 B Adjoint au Secrétaire Général. Il doit connaître parfaitement la comptabilité et la gestion. Il pourra évoluer vers une responsabilité plus globale qui comprendrait des aspects administratifs et des relations extérieures. Le candidat, de formation supérieure (Sup de CO, DRCS ou équivalent) devra avoir quelques années d'expérience dans une fonction similaire. Pour un 1er contact, envoyer CV et photo sous référence correspondante à :

ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra

### GRUPEMENT INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION CONTINUE

concevant, réalisant et assurant le suivi de ses programmes de stages en rapide expansion, recherche un

### DIRECTEUR DE LA FORMATION

Le candidat recherché doit :  
- Être titulaire d'un diplôme de l'Ens. Sup. et posséder une expérience professionnelle en matière de formation continue en psychologie ou sociologie.  
- Être à la fois un créateur et un coordinateur capable d'animer une équipe de formateurs.  
- Avoir une expérience concrète de la formation professionnelle en tant qu'animateur, analyse des besoins et concepteur de plans de formation d'entreprises.  
- Faire la démonstration d'une expérience réussie de vie professionnelle en entreprise.  
Age idéal : 35 ans minimum.

Env. C.V. et photo au n° 8008 «Le Monde» Pub. 3, rue des Italiens - 75002 PARIS-9°.

### CHAUSSON

recherche pour son unité de CREIL (Oise) 35 minutes gare du Nord (3.500 personnes) :

### CHEF DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Responsable devant le Chef du Service de Comptabilité Générale du Siège Social (ASNIÈRES-SUR-SEINE) d'un service de 20 personnes

Nous lui demandons une solide formation de base (B.P. ancien régime, D.E.C.S., E.S.C.A.E., E.S.C.P...) et une expérience approfondie (10 ans minimum) de la gestion de tout ou partie d'un service de comptabilité soumise dans une moyenne ou grosse entreprise.

Adr. currie, vitae avec photo et prétentions à : S.D.C. Recrutement des Cadres - B.P. 73, 92001 ASNIÈRES ou téléphoner à M. BERNARD : 733-90-00 (poste 34-83).

### Laboratoire Allemand spécialisé transfusions sanguines

### chef des ventes France

pour promouvoir ses produits auprès des centres de transfusions et hôpitaux.

Souhaite :  
- Expérience milieu médical.  
- Expérience commerciale.  
- Capacité créer et animer réseau représentants.  
- Notions d'Allemand.

Offre :  
- Grande liberté d'action, initiative étendue.  
- Rémunération intéressante.  
- Marché en expansion.  
Adressez C.V. photo et prétentions à BIOTEST POLYX 56, rue Jean de la Fontaine 78000 VERSAILLES.

### Importante entreprise de travaux publics

pour son siège quartier LA DEFENSE et pr participer à études et négociations de marchés

### LICENCIÉ EN DROIT

(HOMME ou FEMME)  
- Spécialiste Droit Commercial et Droit Administratif avec D.E.S.  
- Anglais parlé et écrit exigé - Allemand ou Espagnol souhaité.  
- Au moins 10 ans de pratique juridique.  
Adr. C.V. et présentations, n° 95.249, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### Société MÉCANIQUE

recherche pour son USINE BANLIEUE OUEST

### CHEF DE PERSONNEL

40 ans minimum  
Ce poste conviendrait à un CADRE ayant plusieurs années d'expérience dans la fonction et des problèmes spécifiques au poste : Politique de Personnel, Recrutement, Formation, Mise en place, Rotation, Rémunération, Législation Sociale et relations syndicales ; Délégué au Personnel, Comité d'Établissement.  
Effectif de l'Établissement : 1.500 personnes.  
Adressez C.V. photo et prétentions sous n° 94.770, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

### Filiale Groupe International Fabricant mondial de ressorts

recherche pour usine moyenne importante, BRAUX (77)

### DIRECTEUR D'USINE

responsable devant le P.-D. G. Ce poste conviendrait à :  
Ingénieur A.M. 30 ans minimum ayant déjà exercé des responsabilités de commandement et de fabrication. Il s'agit d'un poste d'avant avec une bonne rémunération.  
Ecrire avec curriculum vitae, à N.O. S.A.O., 50, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

### MULTINATIONAL FIRM seeks

### CAPABLE YOUNG MEN BILINGUAL FRENCH/ENGLISH

to assist in management development training. Education in the behavioral sciences preferable. Familiarity with communication skills, group process, behavior modification, industrial management an asset.  
Good starting salary and advancement opportunities.  
Please reply to SPERAR, under no 9761, 12, rue Jean-Jaurès, 92097 FUVEAUX.

### Service de la Comptabilité du Journal Le Monde

recherche pour ses unités

### COMPTABLE

spécialiste des travaux de paie (gestion informatique), notions de dactylographie début le 17 mars 1975  
Ecrire : Monsieur KERVIEL 5, rue des Italiens, 75002 PARIS CEDEX 09.

### SOCIÉTÉ DE DIMENSION INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE DANS LA DIFFUSION DES POLYMERES, offre un poste de :

### TECHNICO-COMMERCIAL SUR LA FRANCE

Expérience Technique souhaitée dans le domaine des étatsomères.  
Rémunération fonction de l'expérience et des aptitudes.  
Ecrire avec curriculum vitae et présent. à n° 94.901, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

### UN INGÉNIEUR DES VENTES

POSITION CADRE II (Minimum 30 ans)

Pour assurer formation et animation réseau de distribution.  
Promotion et vente des produits par ce réseau.

Expérience indispensable des moteurs diesel, transmissions hydrauliques, et si possible turbines à gaz.  
Bonnes connaissances de l'anglais écrit et parlé.  
Fréquents déplacements en France.

Adressez C.V. avec photo et prétentions à No 95.041 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

### CIBA - GEIGY

recherche pour son service ETUDES DE SYSTÈMES D'INFORMATION.

### DEUX ANALYSTES PROGRAMMEURS

Confirmés sur matériel IBM 370-145, de niveau I.U.T. ou équivalent, ayant une bonne connaissance de COBOL, ANS.  
SELON LES SYSTÈMES FONCTIONNELS D'INFORMATIQUES À RÉALISER, NOUS PRÉFÉRONS :  
- un travail de groupe (chef de projet, organisateurs, analystes-programmeurs) ;  
- une formation continue ;  
- une expérience diversifiée étant donnée l'importance des projets envisagés.

Pour un premier contact, envoyez votre demande de candidature détaillée à Jacques-Michel FAURE, 2-4, rue Moncl-Terray, 92009 RUEIL-MALMAISON.

### INGÉNIEURS DEBUTANTS

spécialisés en

### INFORMATIQUE

et désireux de faire carrière dans la

### TELEPHONIE

Nous offrons une formation complémentaire (théorique et pratique) avant de vous confier l'analyse, l'écriture et la mise au point de tests de programmes temps réel.  
- Anglais nécessaire.  
- Postes à pourvoir rapidement.  
Adressez C.V. et prétentions sous n° 9031 à COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris qui tr.

### TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE - PARIS recherche

### UN RESPONSABLE

pour animer et diriger son service RECOUVREMENTS CLIENTS  
- Chargé de la relance écrite ou par téléphone avec appui informatique jusqu'au présentement.  
- Expérience de 3 années dans la fonction. Bons sign. de contact.  
Ecrire avec C.V. photo et prét. sous le numéro 306, REGIE PRESSE, 80 bis, rue Béaumont, 75002 PARIS, qui transmettra.

### FILIALE GROUPES NATIONAUX Commercialisant produit en plein développement recherche pour son secteur e tertiaire :

### UN(E) CHEF DE SERVICE VENTES

- Agé(e) de 30 ans minimum.  
- Diplômé(e) E.S.C.P., E.S.E.C. ou similaire.  
- Bonne assimilation de problèmes techniques.  
- Déplacements fréquents en Province.  
Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à : Mme PIROT, 30, rue Maréchal - 75006 PARIS.

### Important Groupe Industriel leader dans sa branche recherche

### auditeur interne

Il renforcera l'équipe en place et interviendra dans les différentes Sociétés du Groupe dans une optique d'assistance autant que de contrôle.  
Le candidat possède une solide formation en finance et comptabilité (IEC, ESSEC, ESCP) et 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction similaire.  
Poste à pourvoir à PARIS Banlieue Sud

Pour un premier contact, envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence 9954 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 Paris q.tr.

### THOMSON-CSF

recherche :

### INGÉNIEURS CONFIRMÉS

ayant expérience développement et essais d'ensembles de systèmes complexes incorporant un radar.  
Adressez C.V. manuscrit et photo à : THOMSON-CSF - Service du Personnel 1, rue des Mathurins, 92222 BAONEUX.

### GRUPE D'ASSURANCES EN EXPANSION

recherche

### JEUNE INGÉNIEUR OU DIPLOMÉ I.U.T.

ayant au moins 2 ans d'expérience en Informatique et organisation

Pour participer au développement d'un système informatique avec application de télégestion et en prendre, ensuite, la responsabilité.  
Le Poste proposé demande :  
- une bonne connaissance de la programmation, de l'analyse et le goût du travail en équipe.  
Lieu de travail : BOURSE (quelques déplacements en province)  
Envoyer curriculum vitae à : M. BUTET, 20, rue Vivienne, 75002 PARIS.

### Société en expansion recherche pour Siège PARIS

### INGÉNIEUR DIPLOMÉ - Position II

Expérience Bureau d'Etudes Laboratoire essais moteurs ou mécaniques, après-vente et technico-commercial.  
Connaissances mécanique indispensables, moteurs thermiques, groupes moto-pompes, hydraulique souhaités.  
Déplacements en France et à l'étranger. Langue anglaise nécessaire.  
41 h. 15 en 5 jours. Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.  
Adressez C.V. photo et prétentions à n° 94.162, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. tr.

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ENGINEERING PÉTROLE ET PÉTROCHIMIE recherche

### UN INGÉNIEUR DE PLANNING confirmé

Minimum 5 ans d'expérience pratique dans la conception et l'établissement de plannings détaillés PERT pour contrats importants.  
- Une connaissance approfondie des problèmes de construction d'Unité Pétrole et une expérience chantier seront appréciées.  
- Une bonne connaissance de l'anglais technique et usuel est indispensable.  
Le poste implique une bonne aptitude au travail d'équipe ainsi que l'acceptation de déplacements généralement de courte durée.  
Envoyez C.V. det. man. avec présent. à n° 95.061, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

### BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES SITUÉ A PARIS recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN Diplômé Grande Ecole

minimum cinq ans d'expérience dans le domaine études et contrôles d'installations électromécaniques de bâtiments de type industriel.  
Adr. C.V. det. et présent. n° 94.400, CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

### CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

### UN SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF

- Expérience Cabinet expertise comptable.  
- Formation B.T.S. - D.E.C.S.  
- Sous l'autorité des dirigeants, il sera chargé de la coordination des travaux administratifs et du contrôle interne.  
Adressez C.V. détaillé + photo et prétentions à : Cabinet G.E.F., 103, rue La Boétie - 75008 PARIS.

### offres d'emploi

### GRANDE BANQUE PRIVÉE recherche pour ses Départements

### DIPLOMÉ INGÉNIEUR CHIMISTE

### COMPTABILITÉ GÉNÉRALE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE GESTION FINANCIÈRE

### CHEF COMPTABLE

### DIRECT. ADMINIST. et P.

### DIRECT. DE DÉPOT

### UN INGEN

### UN INGEN DE FABRI

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

### UN INGEN

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

صدا عن الامم

offres d'emploi

GRANDE BANQUE PRIVEE recherche pour son Département d'ANALYSES FINANCIERES... DIPLOMÉ INGENIEUR CHIMISTE

COMPTABILITE GENERALE COMPTABILITE ANALYTIQUE GESTION FINANCIERE

Société Industrielle recherche pour son siège social... CHEF COMPTABLE

IMP. GROUPE FRANÇAIS NORD DE PARIS (équipement du forer) recherche DIRECT. ADMINIST. et FIN.

STE INTERNATIONALE TELECOMMUNICATIONS NEUILLY-SEINE recherche UN INGENIEUR

LA FILIALE FRANÇAISE d'un groupe multinational recherche UN INGENIEUR

UN INGENIEUR DE FABRICATION de préférence 30 ans min.

TUYAUX BONNA 71, rue Fba-Si-Honoré, Paris-9

INGENIEURS ALLEMANDS-FRANCAIS spécialiste aéronautique

INGENIEURS D'AFFAIRES

PERSONNE EXPERIMENTEE

offres d'emploi

Important Groupe Industriel. Chiffre d'Affaires 2 Milliards. recherche RESPONSABLE DES SERVICES JURIDIQUES très confirmé

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN ou équivalent

LICENCIÉS EN DROIT

INGENIEUR N.C.R. FRANCE

INGENIEUR

DESSINATEUR

SOCIÉTÉ BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

JEUNE ADJOINT AU SERVICE DE LA GESTION ADMINISTRATIVE

UN AGENT

UN AGENT

TECHNICIEN MECANIQUE

STE CONSEIL SELECTION VACATIONS PSYCHOLOGUE

STE CONSEIL SELECTION VACATIONS PSYCHOLOGUE

offres d'emploi

Très Impte Société Thermique Industrielle (Chaufferies de Centrales thermiques, équipements nucléaires) recherche UN GRADE ou un CADRE DE BANQUE

1) UN PHYSICIEN

2) UN TECHNICIEN CHIMISTE

TECHNICIEN DE BONNETERIE

CHEF DE COUPE

ORGANISME FINANCIER IMPORTANT recherche pour poste

RÉDACTEUR LICENCIÉ (E) DROIT PRIVÉ

INGENIEUR NOUVEAUX PRODUITS

ASSISTANT TECHNIQUE

COORDONNATEUR DE CHANTIERS

PREST-INTER SOCIÉTÉ DE PERSONNEL

ATTACHES COMMERCIAUX

offres d'emploi

Banque de création récente (au patronage de tout premier ordre) recherche UN GRADE ou un CADRE DE BANQUE

Très importante entreprise de rénovation exclusive

BUREAU VERITAS SERVICE COQUE INGENIEUR

AGENT DE MAITRISE COMPTABLE

AGENT DE MAITRISE COMPTABLE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

DELEGUE REG. DE VENTE

ASSISTANT TECHNIQUE

RESPONSABLE DES VENTES

PROFESSEUR DE COMPTABILITE

COORDONNATEUR DE CHANTIERS

PREST-INTER SOCIÉTÉ DE PERSONNEL

ATTACHES COMMERCIAUX

offres d'emploi

Très Impte Société Thermique Industrielle (Chaufferies de Centrales thermiques, équipements nucléaires) recherche UN GRADE ou un CADRE DE BANQUE

Très importante entreprise de rénovation exclusive

BUREAU VERITAS SERVICE COQUE INGENIEUR

AGENT DE MAITRISE COMPTABLE

AGENT DE MAITRISE COMPTABLE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT

DELEGUE REG. DE VENTE

ASSISTANT TECHNIQUE

RESPONSABLE DES VENTES

PROFESSEUR DE COMPTABILITE

COORDONNATEUR DE CHANTIERS

PREST-INTER SOCIÉTÉ DE PERSONNEL

ATTACHES COMMERCIAUX

emplois féminins

GOLGATE PALMOLIVE DÉFENSE - COURBEVOIE recherche SECRÉTAIRE BILINGUE parfaite sténodactyle FRANÇAIS - ANGLAIS

Cabinet de Courage d'assurances recherche DACTYLS

enseignement

représentation

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES AIDE EFFICACEMENT DEMANDEURS EMPLOIS

propositions diverses

transports

Cabin. archi. Garches, cherche secrétaire de direction

Société recherche SECRÉTAIRE DE DIRECTION

travaux à façon

travaux à façon

occasions

occasions

occasions

occasions

d'emploi INTERPROFESSIONNEL... RESPONSABLE... VREMENTS CLIENTS... EF DE SERVICE VENTE

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30 au 233.44.31



سنة ١٩٧٥

JUSTICE

A l'occasion de nominations à la Cour de sûreté de l'Etat

Mouvements d'humeur à la Cour de cassation

M. François Romero, réintégrant la Cour de Cassation, son poste de premier président de la Cour de sûreté de l'Etat devient vacant. Le poste de procureur général, qu'occupe M. Jean Coucouzeaux, va le déseoir.

A Nice

TROIS NEGOCIANTS EN VIANDE SONT INculpés D'ESCROQUERIE

Nice. — Trois membres d'une société anonyme d'import-export de bœuf de boucherie, Riviera-Viande, dont le siège social est à Nice, viennent d'être arrêtés et inculpés de banqueroute, escroquerie et émission de chèques sans provision. Il s'agit de MM. Christian Le Fage, Henri Cassanelli, vingt-sept ans, ouvrier agricole, et Christian Cotray, trente-quatre ans, fils du propriétaire du domaine de la Métrie, à Bény-Archambault dans la Vienne.

POLICE

Dans le Nord

DES MAGISTRATS ET DES POLICIERS DENONCENT LES OPERATIONS « COUP DE POING »

Lille. — Deux représentants du syndicat C.F.P.T. de la police nationale ont assisté samedi 22 février à l'assemblée générale de la section Nord-Pas-de-Calais du Syndicat de la magistrature. Au terme de cette réunion, dont le but essentiel était d'étudier l'action de la police, le Syndicat de la magistrature Nord-Pas-de-Calais et le syndicat C.F.P.T. de la police ont publié un communiqué dans lequel ils « dénoncent les opérations « coup de poing » et les interpellations systématiques des personnes « culture suspects ».

<Tout à l'avant>, moteur V 6, cinq portes, roues indépendantes, direction assistée

La nouvelle Renault 30 TS

A deux semaines de l'ouverture du Salon de l'Automobile de Genève, où la Renault 30 TS doit être présentée pour la première fois au public, le régime Renault dévoile ce lundi 24 janvier ce que sera sa nouvelle voiture de haut de gamme.

L'affaire Portal

GARDER LE DOMAINE « PAR TOUS LES MOYENS »

L'appréhension initiale, a précisé M. Valéry Giscard d'Estaing samedi 22 février, à propos de l'affaire Portal, sera prise en compte dans le rapport que le ministre de la Justice devra remettre au Parlement.

Les caractéristiques générales

La Renault 30 TS est une voiture à six places latérales — on parlerait donc, selon la tradition, l'appeler « limousine » — et cinq portes. Son moteur est placé en porte-à-faux à l'avant des roues avant, qui sont motrices.

LA POLLUTION AUTOMOBILE AU JAPON

Le gouvernement japonais a décidé d'imposer des normes plus strictes pour lutter contre la pollution due aux automobiles. Ces normes seront applicables aux véhicules mis en vente à partir du 1er avril 1978 et frappent les véhicules importés à partir du 1er avril 1978.

AUTOMOBILE

FIAT MET EN VENTE sa gamme 131 « Mirafiori »

Présenté au salon de l'automobile de Turin, fin octobre 1974, vendu en Italie, la nouvelle gamme Fiat 131 « Mirafiori » va être importée en France.

Caractéristiques générales

Moteur 1300 : 1297 cm3, 6 cylindres, 1500 tours/minute (7 CV fiscaux), couple maximal : 10,4 mkg à 3000 tours. Performances : vitesse de pointe : 150 km/heure ; accélération de 0 à 100 km/heure : 16,2 sec. ; consommation DIN 110 km/heure à vitesse constante plus 10 % : 6,9 litres.

La voiture de demain devra durer au moins quinze ans

déclare M. Umberto Agnelli

« Je crois à une amélioration lente et progressive du marché européen de l'automobile d'ici à quinze ans », a déclaré samedi 22 février à Saint-Paul-de-Vence M. Umberto Agnelli, l'administrateur-délégué général de la Fiat.

Les français et la voiture

A la demande de Fiat-France, un sondage a été effectué en janvier par la Sofres auprès de mille automobilistes français. Les réponses obtenues donnent une idée de leurs motivations d'achat.

Table with 4 columns: Question, Plus d'importance, Moins d'importance, Moins d'importance. Rows include: La consommation d'essence, La sécurité en voiture, Le prix à l'achat, etc.

Les caractéristiques générales

La Renault 30 TS est une voiture à six places latérales — on parlerait donc, selon la tradition, l'appeler « limousine » — et cinq portes. Son moteur est placé en porte-à-faux à l'avant des roues avant, qui sont motrices.

La firme va s'efforcer de refaire le terrain perdu

Elle compte beaucoup sur son nouveau modèle, la 131 « Mirafiori », qui sort ces jours-ci en France, le premier véhicule qui, selon elle, tiennent compte de la crise pétrolière (voir l'article ci-dessus). « La 131 est une voiture que nous avons conçue confortable, économique et robuste plutôt que brillante et à la pointe du progrès technique », a dit M. Agnelli avant de prédire : « La voiture de 1980 devra être étudiée pour durer au moins quinze ans et être d'un entretien peu coûteux. Les grands constructeurs proposeront demain une gamme plus étroite qu'aujourd'hui et qui reposera sur l'essentiel sur des voitures de petites et de moyennes cylindrées. »

Vertical sidebar with various advertisements including 'appartements', 'location non meublée', 'hôtels', 'MAISON', 'BUREAUX', 'SAF', and 'N. 622.10.10'.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE

### Le prêt iranien d'un milliard de dollars pour l'usine atomique de Tricastin sera remboursable en quinze ans

La signature, dimanche 23 février à Téhéran, de l'accord financier franco-iranien, ouvrant au Commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.) un crédit d'un milliard de dollars (près de 4,4 milliards de francs), concrétise la participation de l'Iran au financement de la construction de l'usine européenne de diffusion gazeuse pour la production d'uranium enrichi, dont les travaux de génie civil ont commencé à Tricastin, près de Pierrelatte, dans la Drôme (cf. le Monde du 4 janvier).

La participation de l'Iran au programme industriel d'enrichissement de l'uranium et l'achat d'un prêt de

1 milliard de dollars sont faits « à des conditions favorables » : le crédit est d'une durée de quinze ans. L'usine de Tricastin, où sera utilisée la technique française, mise au point à Pierrelatte, est, on le sait, construite sur le compte du groupement Eurodif, dont font partie la France (52,8 % des parts), l'Italie (25 %), l'Espagne et la Belgique (11,1 % chacune).

L'accord prévoit la création d'une société franco-iranienne de financement, filiale du C.E.A. et de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne : 25 % des actions d'Eurodif, pris sur la participation du CEAN, vont être transférées à cette société, dont le C.E.A. détiendra 80 % des parts, et l'Organisation atomique iranienne, 40 %.

Quarante pour cent d'un quart, c'est le signe que l'Iran recevra au moins le dixième de la production de l'usine d'enrichissement du Tricastin, dont la décision a été prise récemment de porter la capacité à 10,7 millions d'U.S. (unités de travail de séparation). Il est d'ailleurs probable que l'Iran participera avec la France à la construction d'une seconde usine d'enrichissement d'uranium.

Dans une lettre ouverte à M. Giscard d'Estaing

### M. MARCHAIS DEMANDE UNE RÉDUCTION DE 30 % DES PRIX DU FUEL

Dans une lettre ouverte au président de la République, publiée à la page une de l'Humanité du lundi 24 février, M. Georges Marchais, en convalescence dans le Midi de la France, demande :

« La réduction de 30 % du prix du fuel domestique et la mise à l'étude rapide d'une baisse des prix à la consommation des autres produits pétroliers. — L'application d'une taxe exceptionnelle de 15 % sur le chiffre d'affaires 1974 des filiales françaises des sociétés pétrolières, cela afin de récupérer partiellement les sommes indûment encaissées par celles-ci. »

« Selon les estimations les plus sérieuses, explique le secrétaire général du parti communiste, le prix du pétrole acheté aux pays producteurs pour les besoins de notre pays a baissé de 30 % depuis quelques mois. Aucune répercussion de cette baisse des prix à la production n'a été enregistrée au niveau des prix à la consommation. »

### L'ESPOIR A CHANGÉ DE CAMP

(Suite de la première page.)

Ce qui paraît établi, c'est que la relation entre consommation de pétrole et activité économique n'est pas aussi stable qu'on était habitué à le croire.

On a sous-estimé la capacité des économies industrialisées à supporter une récession étendue sans troubles sérieux. Plusieurs pays, particulièrement les États-Unis et le Japon, connaissent leur plus grave crise économique et le chômage le plus important depuis la guerre ; mais jusqu'à nouvel ordre la société ne s'y désagrège pas.

L'erreur est encore plus manifeste à propos des fameux « pétrodollars » : les dépenses les plus qualifiées étaient affectées par la perspective de déficits massifs chez les pays consommateurs de pétrole, et d'excédents non moins massifs chez les pays producteurs, ou du moins chez les moins peuplés. Abou-Dhabi était présenté comme le type même du pays « condamné » à des excédents de rentrées gigantesques : avec moins de 50 000 habitants, qu'aurait-il fait de ses 4 milliards de dollars de revenus pétroliers ? Or on vient d'apprendre que cet éminent produit communique des difficultés financières. Celles-ci n'ont évidemment rien de tragique ; il s'agit simplement de quelques décalages temporaires entre entrées et sorties de fonds. Mais cette éventualité est tout de même extraordinaire quand on pense au montant fantastique des sommes en cause. Sans-t-on jamais vu d'elles ont été placées, pour ne pas dire recyclées ? Dans les pays encore féodaux de ce type, il n'y a pas à proprement parler de budget de l'Etat, et la cassette du prince est au moins à triple fond. Si l'excédent d'Abou-Dhabi s'est évaporé comme l'eau dans le désert, a fortiori d'autres pays pé-

troués plus peuplés, donc plus aptes à employer leurs revenus sur leur sol, ne devraient-ils pas poser de graves problèmes à l'équilibre financier international. On ne sait pas grand-chose de la gestion « soviétique ». L'autre étant à savoir l'Iran, qui est le seul pétrolier à avoir toujours, et après avoir beaucoup investi tous azimuts, il en serait à s'interroger sur les moyens de financer certains projets d'avenir. Quant à l'Algérie, au Nigeria, à l'Indonésie, leurs besoins de financement sont considérables.

### L'OPEP à la recherche d'une réplique

Pour ces diverses raisons, les pays industrialisés sont beaucoup inquiets, qu'il y ait seulement quelques mois. En revanche, l'inflation, qui s'est à peine ralentie, touche avec une vigueur particulière les prix des produits qu'importent les pays membres de l'OPEP. L'amarantisme est grande chez certains : le « qui » des prix du dollar a proposé pour les deux premiers mois de l'année en entrée déjà une baisse du pouvoir d'achat d'autant que la baisse du dollar sur les marchés des changes diminue les revenus des pays producteurs. Quand on compare les gains massifs que provoquent à l'importation deux ans de chute du dollar dans les pays industrialisés à la relative tranquillité avec laquelle se fait la baisse actuelle de son niveau, les mêmes pays, force est de constater que l'Occident est en train de trouver pas trop mal de payer l'OPEP en monnaie fondante. Comment l'Organisation a-t-elle réagi ?

On voit mal revenir sur le blague des prix du « brut ». Faut-il alors s'attendre à une réduction coordonnée de l'extraction et de la vente du pétrole « brut » ? Ce serait la solidarité des pays pétroliers à rude épreuve. Une chose est de décider en commun des prix — et ce n'est déjà pas facile — une autre de répartir des contingents de production. Sans doute, les différents pays ont-ils déjà diminué leurs livraisons sur le marché ; mais on peut se demander s'ils l'ont fait volontairement ou tout simplement parce qu'ils ne trouvaient pas d'acheteurs étant donné le niveau atteint par les stocks. Pour que les ventes soient réellement équitablement réparties à l'intérieur de l'OPEP, il faudrait pourtant un plan global de réduction de la production, dans un domaine qui a toujours été la souveraineté des États membres.

Quant à la recherche d'une nouvelle unité de compte pour le pétrole, et la livre de poids jugés défavorables — et d'une formule d'indexation pour protéger le pouvoir d'achat du revenu pétrolier, elle est au moins aussi problématique. Voici un an que les ministres de l'OPEP en discutent. Jusqu'à maintenant, pour des raisons soit politiques, soit techniques — la complexité des deux problèmes est considérable. — Ils n'ont abouti à aucun accord. Le « miracle » se produira-t-il à Vienne ? En tout état de cause, à si peu de jours du « sommet » d'Alger, les discussions ne peuvent que préparer les décisions des chefs d'Etat.

La réunion de Vienne devrait en tout cas permettre de tester la cohésion de l'OPEP. Sans doute la conjoncture peut-elle aggraver les dissensions internes : les Saoudiens ne vont-ils pas en finir avec l'argument qui leur a toujours permis de ne pas baisser les prix décidés par l'Organisation ? Mais, à l'inverse, le danger de déstabilisation des revenus et le sentiment d'avoir été exploités par des manipulations monétaires peuvent provoquer un rapprochement dans les rangs. La négociation s'annonce assez ouverte.

PHILIPPE SIMONNET.

### L'INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE ADAPTE SON PROGRAMME A LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Les orientations de l'Institut français du pétrole (I.F.P.) pour 1975 reflètent la situation actuelle de la France dans le domaine de l'énergie. Il faut :

- Economiser les matières énergétiques sans pour cela porter préjudice à l'environnement ;
- Trouver les hydrocarbures et autres ressources énergétiques éventuellement cachés dans le sous-sol national ou sous les mers bordières ;
- Vendre des techniques et des services aux pays producteurs de pétrole pour compenser une partie du déficit de la balance des comptes dû à l'achat inévitable de pétrole étranger ;
- Maîtriser au point de nouvelles techniques de raffinage et de traitement des hydrocarbures de façon à permettre à l'industrie française d'échapper vers le pétrochimie de plus en plus « fine » de fabriquer des produits de plus en plus « nobles ».

Sur un budget prévisionnel de 301,3 millions de francs, l'I.F.P. consacrera donc 102,2 millions aux sujets prioritaires liés à la crise de l'énergie. La somme, consacrée aux recherches sur les économies d'énergie, sera de 23,7 millions de francs (contre 15 millions en 1974, soit une augmentation de 58 % en francs courants), 65 millions de francs (contre 54 millions en 1974) pour des recherches nouvelles ; sur ces 65 millions, 40,8 millions seront attribués au « programme « marine » qui n'avait eu droit qu'à 38 millions en 1974.

Une partie du budget de l'I.F.P. est alimentée par des taxes parafiscales liées au volume des produits pétroliers commercialisés en France et non pas au prix global de ces produits. Or la consommation française a diminué depuis deux ans : 111 millions de tonnes en 1973, 104,7 millions de tonnes en 1974. C'est une des raisons pour lesquelles il manquera en 1975 10,6 millions de francs à l'I.F.P. pour équilibrer son budget. — Y. R.

### De l'utilisation des tankers

#### EAU MINÉRALE CONTRE PÉTROLE

Rio-de-Janeiro (A.P.). — Le Brésil, qui manque de pétrole, a entamé des négociations avec les pays arabes pour leur louer des tankers à bord de l'eau minérale à bord de pétroliers.

M. Antonio de Oliveira Rocha, président de la société Indica Mineral Water, s'attend à conclure un accord en mars ou avril pour l'exportation d'eau minérale par pétroliers à Koweït.

Le Brésil possède la meilleure eau minérale du monde en quantité et en qualité, a souligné M. Rocha. Il n'a pas précisé quelles quantités pourraient être livrées. L'eau sera placée dans des conteneurs de 20 000 litres chacun. L'un d'eux, le Brésil a acheté les trois quarts de son pétrole — 600 000 barils en moyenne par jour — aux pays du golfe Persique.

# Désormais présent à Copenhague le Standard and Chartered est à votre service pour vos affaires internationales

Gammel Strand 34, 1202 Copenhague K  
Téléphone: 14 30 44

Le nouveau bureau de représentation du Standard and Chartered maintenant ouvert à Copenhague constitue une addition importante aux facilités européennes dont jouissaient déjà nos clients en France, en Allemagne, en Italie, en Hollande, et dans le Royaume-Uni.

Ceci pourrait être d'une très grande importance pour vos opérations de commerce dans le cadre des pays européens ou entre l'Europe et le reste du monde, car nos services et nos ressources en Europe sont appuyés et renforcés par la présence du Standard and Chartered Banking Group dans le monde entier. Nous possédons un réseau unique de plus de 1.500 agences et bureaux représentant le groupe dans plus de 60 pays, en Europe, en Asie, au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, en Australie et en Amérique du Nord et du Sud.

C'est ainsi que, par exemple, nous pouvons vous faciliter la conduite de vos affaires en vous permettant d'accomplir vos transactions journalières avec une rapidité exceptionnelle — vous économisez temps et argent du fait que c'est un seul et même groupe qui travaille pour vous, ici et dans les autres pays.

Et le Standard and Chartered peut vous aider de bien d'autres manières. Téléphonnez-nous donc à Paris, au numéro 742 91 41.

Dans les autres pays d'Europe, composez les numéros ci-dessous :

Allemagne de l'Ouest	Hambourg 33 41 X
France	Paris 796 24 X
Italie	Milan 796 24 X
Hollande	Rotterdam 365 312
Royaume-Uni	Londres 625 7500

## Standard and Chartered

BANKING GROUP LIMITED

### à votre service dans le monde entier

Siège Social : 10 Clements Lane, Londres EC4 N7 AB.

### FAITS ET CHIFFRES

- #### Conjoncture
- BAISSÉ DE L'INDICE MEN-SUEL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN FRANCE. — Il s'est établi à 116 en décembre, contre 118 en novembre, soit une baisse de 3,5 % en un mois (indice calculé sur la base 100 en 1970, dans le bâtiment et les travaux publics). En un an (décembre 1974 comparé à décembre 1973), la baisse est de 4,4 %. Cet indice, rapporté à la production globale, ne prend en compte que les biens intermédiaires et les biens de consommation.
  - LES RESERVES MONÉTAIRES DE LA GRANDE-BRETAGNE ONT AUGMENTÉ DE 44 millions de dollars en janvier pour atteindre 8 833 millions de dollars. En fait, sans des emprunts qui se sont élevés à 729 millions, elles auraient baissé de 685 millions de dollars.
- #### Emploi
- CHOMAGE — La région parisienne est moins touchée que le reste de la France, a déclaré M. E. Ganitier, député des Jeunes Chambres économiques, devant le comité consultatif économique et social de la région parisienne. Les chômeurs secourus par les ASSÉDIC représentaient, pour la région, 24,1 % de l'ensemble des allocataires en France, en décembre 1974, au lieu de 27,5 % fin 1973. A Paris comme ailleurs, les jeunes sont les plus touchés : l'accroissement des allocataires âgés de vingt à vingt-neuf ans est de 70 % en un an, au lieu de 44 % pour l'ensemble des catégories d'âges.
- #### Économies étrangères
- LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE a enregistré, en 1974, un excédent de 23,8 milliards de D.M. (chiffre provisoire), le double de celui de 1973 (12,1 milliards). La balance de base, qui comprend en plus les mouvements de capitaux à long terme, a, quant à elle, enregistré un excédent de 18,5 milliards de D.M. (23,9 milliards en 1973), le poste capitaux à long terme ayant été déficitaire de 5,5 milliards de D.M. (il avait été excédentaire de 11,8 milliards de D.M. en 1973). (1 D.M. = 1,80 F.)
  - EN ITALIE, les prix à la consommation ont, en janvier, augmenté de 1,5 % par rapport à décembre et de 2,1 % par rapport à janvier 1974. Cette augmentation est inférieure à celles enregistrées au cours de

### Scission

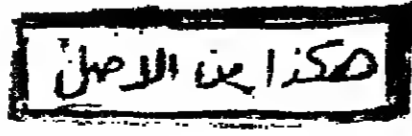
Le parti communiste français a décidé de se scinder en deux groupes : l'un pour continuer à travailler avec le gouvernement, l'autre pour se consacrer à la lutte révolutionnaire. Cette décision a été prise lors d'un congrès tenu à Paris le 24 février 1975.

### Le mythe de l'unité

Le mythe de l'unité internationale des communistes est en train de se démanteler. Les divergences entre les différents courants du mouvement communiste sont de plus en plus évidentes.

### ...do plus en plus

Le mouvement ouvrier continue à se développer dans de nombreux pays, malgré les difficultés économiques et politiques rencontrées.





# LA VIE ÉCONOMIQUE

## DE CAMP

Les dirigeants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), des éleveurs du Centre et de l'Ouest devaient annoncer, ce lundi à Clermont-Ferrand, qu'ils créaient une association autonome de la Fédération des exploitants.

Lorsque, à l'issue d'une réunion importante, les dirigeants des quatre principales organisations paysannes apparaissent sur le parvis du palais de l'Épée ou de l'Hotel Maignon, minora et caméra se bécotent inamoviblement vers la silhouette trapue du président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). Le sourire léger...

## L'INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE ADAPTE SON PROGRAMME A LA CRISE DE L'ÉNERGIE

Le directeur général de l'Institut français du pétrole, M. Philippe Simonin, a annoncé que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

Philippe Simonin, directeur général de l'Institut français du pétrole, a déclaré que son organisme adapte son programme à la crise de l'énergie.

## AGRICULTURE

### Scission chez les éleveurs

A moins de trois semaines du congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), des éleveurs du Centre et de l'Ouest devaient annoncer, ce lundi à Clermont-Ferrand, qu'ils créaient une association autonome de la Fédération des exploitants.

Lorsque, à l'issue d'une réunion importante, les dirigeants des quatre principales organisations paysannes apparaissent sur le parvis du palais de l'Épée ou de l'Hotel Maignon, minora et caméra se bécotent inamoviblement vers la silhouette trapue du président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.). Le sourire léger...

Le scénario a connu un accroc en novembre dernier. Les campagnes étaient alors en effervescence depuis une dizaine de mois : la conférence annuelle « professionnels-administration » avait traîné en longueur ; les mesures accordées par M. Chirac s'étaient finalement trop minces pour améliorer sensiblement la situation des cultivateurs et des éleveurs.

### Le mythe de l'unité paysanne...

En réaction contre cette politisation, des associations spécialisées se sont créées, devenues puissantes pour les producteurs de blé et de betteraves. Une conscience de classe s'est développée progressivement, au contact des notables célébrant le grandeur du travail paysan.

A la veille de la guerre de 1939, les « chemises vertes » d'Henri Dorgères, d'emploi vigoureusement à faire progresser l'idée de l'ordre professionnel.

De l'intérieur d'abord : les associations spécialisées ont été intégrées à la Fédération nationale. Elles « doivent agir dans son cadre... et lui en redonner pour toutes les questions portant en cause l'intérêt général agricole ».

L'emprise des gros exploitants sur la F.N.S.E.A. s'est élargie avec l'arrivée à la présidence de M. Debatisse. Mais elle n'en resta pas moins réelle : l'augmentation du prix des céréales a été plus forte que celle des productions animales bien qu'elle mette en difficulté les éleveurs de porcs et de volailles.

À partir de 1954, les Jeunes Agriculteurs, qui ont été formés essentiellement par la jeunesse agricole catholique (JAC) et qui sont regroupés dans la Cercle — devenu Centre — des jeunes (C.N.J.A.) s'élevèrent contre ce « détournement » du syndicalisme au profit des « gros ».

Le succès de ses revendications, reprises pour l'essentiel par M.M. Durieux puis Pisan, permit au C.N.J.A. de conquérir une place de premier ordre dans le concert des organisations.

**ERRATUM.** — Dans le Monde daté du 19 février, en page 14 (la Commission établit votre réclamation de revenus), nous avons écrit par erreur à la rubrique « Traitements et salaires » : « Quant aux cotisations des hôpitaux, les rémunérations et allocations qu'ils perçoivent ont le caractère de bourses d'études et sont exonérées de l'impôt sur le revenu. » Il fallait lire : « Mont plus de 200 millions de francs et ne sont plus exonérés de l'impôt sur le revenu. »

Alors que le gouvernement vient la dernière main au système d'aide sociale aux producteurs dans le mécanisme sera vraisemblablement conçu mercredi prochain, cette nouvelle scission du « bloc » paysan témoigne d'une réalité socio-économique complexe ainsi que de la crise de confiance dans les dirigeants.

Les présidents, tous amers, ont fait leurs commentaires, mais l'O.R.T.F. a connu un écho plus large aux propos du président des compagnies consulaires. M. Debatisse s'est ému et a rappelé que, en de telles circonstances, le président de la Fédération des exploitants devait avoir la prééminence.

L'incident est révélateur de la conception du syndicalisme paysan des dirigeants de la F.N.S.E.A. : la nébuleuse des organisations agricoles doit « tourner autour » de la Fédération des exploitants. La « centralisme » de la paysannerie — d'aucuns disent la corporatisme — est cependant une réalité assez récente. La III<sup>e</sup> République avait vu rivaliser les gentlemen campagnards de la Société des agriculteurs de France, qui présentaient leurs quartiers d'hiver rue d'Athènes, et les letos, que Gambetta avait installés boulevard Saint-Germain, à la Société d'encouragement de l'agriculture : « rive droite » contre « rive gauche ».

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, créée en 1946, recueillait l'héritage de l'unité mais en ouvrant exclusivement aux exploitants. « Le syndicalisme doit assurer l'union, car devant les agissements des appétits déchaînés dans le monde moderne, devant la concentration des intérêts facilités par le monde technique, devant l'absence d'indépendance des économies nationales, rendue plus étroite par l'accélération des échanges, les producteurs isolés sont menacés dans leur liberté et dans leur vie ».

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, créée en 1946, recueillait l'héritage de l'unité mais en ouvrant exclusivement aux exploitants. « Le syndicalisme doit assurer l'union, car devant les agissements des appétits déchaînés dans le monde moderne, devant la concentration des intérêts facilités par le monde technique, devant l'absence d'indépendance des économies nationales, rendue plus étroite par l'accélération des échanges, les producteurs isolés sont menacés dans leur liberté et dans leur vie ».

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

« Si, depuis, les thèmes du syndicalisme ont peu évolué, la Fédération des exploitants n'en reste pas moins « crapée » sur le problème de l'unité du monde rural, mythe de plus en plus contesté en pratique de l'intérieur et de l'extérieur de la Fédération des exploitants.

ces derniers mois, reposait sur des cellules de base autonomes, s'est défilé, en octobre dernier, d'un cocktail national.

Ces trois organisations — MODEF, F.F.A., paysans-travailleurs — organisent des manifestations locales sur des thèmes très précis. Quand les conditions s'y prêtent, ils réussissent à lancer des revendications nationales, qui prennent de court la F.N.S.E.A. et la C.N.J.A. La montée de la colère paysanne au cours du printemps et de l'été dernier en a été l'illustration.

Simultanément est apparue une organisation de nature radicalement différente : celle de l'agriculture d'entreprise. Elle est née du projet formulé par une poignée d'hommes qui, après la Libération, pensaient qu'il fallait intégrer l'agriculture dans l'ensemble de l'économie et définir un statut d'entreprise pour leurs exploitations. Sans revendiquer aucune représentativité, le CENAO s'est engagé sur cette voie et certains de ses éléments se sont retrouvés, en 1973, dans le Groupe des grandes exploitations (G.E.A.), syndicat des paysans-P.D.G. qui est surtout préoccupé de régler les problèmes fiscaux et fonciers des exploitations les plus modernes.

Jusqu'à présent, la Fédération des exploitants et les Jeunes Agriculteurs ont obtenu l'assurance des pouvoirs publics que la monopole de la représentativité leur serait conservé. Combien de temps cela sera-t-il encore possible ? Lors des dernières élections aux chambres d'agriculture (le Monde du 21 mars 1974), le MODEF a obtenu, selon les chiffres fournis par la F.N.S.E.A., 19,80 % des suffrages et la F.F.A., 4,68 %. Un quart de la paysannerie donc donne ses suffrages à des « dissidents ». Phénomène encore plus frappant : dans la Puy-de-Dôme, département du président de la Fédération nationale des exploitants, il y a deux syndicats rivaux, et celui auquel appartient M. Debatisse est minoritaire.

Pourquoi l'unité syndicale paysanne est-elle ainsi de plus en plus battue en brèche ? D'abord parce qu'elle ne correspond pas à une réalité sociologique ou politique. La personnalité du président de la F.N.S.E.A. n'est pas non plus étrangère au nouvel aveuglement de la paysannerie : son abandon par des éleveurs du Centre et de l'Ouest. Révélée jusqu'à anéantir le fin des exploitants, il y a deux syndicats rivaux, et celui auquel appartient M. Debatisse est minoritaire.

C'est bien ce qu'une partie de ses anciennes troupes lui reprochent. Au risque de faire voler en éclats la syndicalisme ou d'affaiblir la représentation paysanne.

ALAIN GIRAUDO.

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

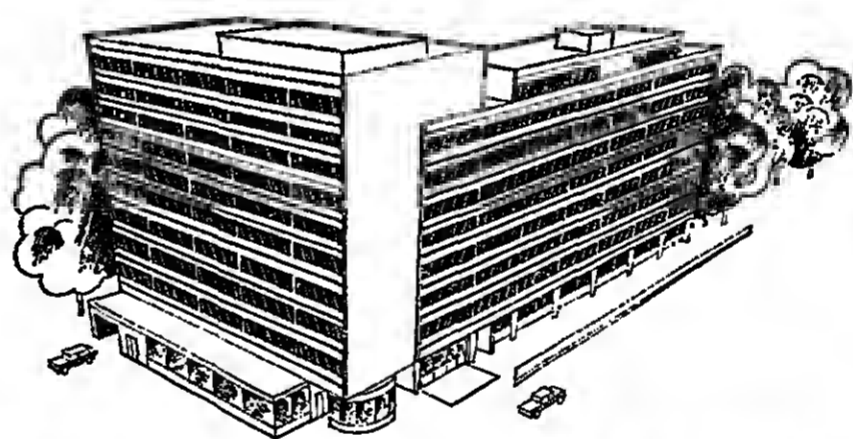
	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
60 heures .....	5 5/8	6 5/8	3 3/4
1 mois .....	6 1/4	6 3/4	3 3/8
3 mois .....	7 1/4	7 3/4	3 1/2
6 mois .....	7 1/4	7 3/4	3 1/8

# Bureaux dans Paris comparez:

Le prix en location de .....	Evolution	les autres
à .....	405 F.	
Surfaces divisibles .....	415 F.	
Cloisons .....	200 à 4000 m <sup>2</sup>	
Moquette .....	comprises	
Luminaire .....	partout	
Restaurant .....	en place	
Lignes d'autobus .....	500 places	
Périphérie .....	3	
Téléphone .....	2	
Nombre de parkings .....	à 500 m.	
	standard	
	continuer	
	160	

Trop de bureaux à louer ne sont en fait que des dalles de béton avec un ascenseur au milieu et le prix de l'aménagement vient s'ajouter à celui du loyer. A l'évolution tout est en place. Il ne manque que vos meubles.

Téléphonez à Uffi 522.12.00



Evolution: vous avez tout, et vous êtes dans Paris.

## J'ai fondé le Phocéenne de Metallurgie

Aujourd'hui où le groupe, avec 250 millions de chiffre d'affaires, est devenu un des leaders mondiaux du matériel de raccorderie pour le pétrole, le pétrochimie, la chimie, etc., je dois structurer et renforcer cette équipe par un apport d'hommes nouveaux, compétents, aimant le challenge et le risque tout en sachant construire avec rigueur.

**Je recherche :**  
**LE DIRECTEUR DES VENTES FRANCE**  
Responsable de 50 % du C.A. Il devra diriger et animer les 7 agences nationales (50 personnes), orienter, contrôler et coordonner l'activité des agences et leurs relations avec le siège.

**LE DIRECTEUR DES VENTES POUR LES PAYS DE L'EST**  
Doit être un spécialiste très expérimenté de la vente de matériel technique sur ces marchés, posséder les introductions voulues et avoir réalisé d'importantes affaires dans les pays où le Phocéenne est déjà présent.

**LE DIRECTEUR DES VENTES POUR LE MAGHREB ET L'AFRIQUE**  
Doit, à partir d'une forte introduction existante en Afrique du Nord, développer les ventes de ce secteur et ouvrir les autres marchés d'Afrique. Une expérience de la commercialisation dans le secteur pétrolier de ces pays est indispensable ainsi que la connaissance de l'anglais.

**LE CHEF DU SERVICE COMMERCIAL EXPORT**  
Aura la responsabilité de la réorganisation des services commerciaux export du siège (assistants et secrétaires : 25 personnes) chargées d'analyser les demandes de la clientèle, d'établir les dossiers d'offres, et de négocier les affaires. Une excellente expérience de direction du service grande exportation d'une affaire est nécessaire.

**LE CHEF DE PRODUIT ROBINETTERIE INDUSTRIELLE**  
Ce secteur en expansion demande un bon spécialiste technico-commercial connaissant les marchés français et étrangers des fabricants et des utilisateurs. Il doit être capable de prendre en main le développement sous tous

Si vous répondez vraiment aux conditions ci-dessus et que vous souhaitez vous joindre à notre équipe, à MARSEILLE-MARIGNANE, écrivez en présentant en détail vos expériences et vos objectifs à

Maurice GENOYER

P.D.G. de la Phocéenne de Metallurgie - 4, rue de Penthièvre, 75008 PARIS.

ses aspects : négociations avec les fournisseurs, gestion des stocks, orientation et suivi des ventes.

**LE DIRECTEUR DES SERVICES LOGISTIQUES**  
Sera responsable de l'ensemble des flux de produits : livraisons des fournisseurs, stocks, ateliers, laboratoires d'essai et de contrôle, expéditions dont il devra optimiser l'organisation et la gestion. Je pense à un Ingénieur qui possède une forte compétence pratique de l'ordonnement et du stockage rationnel de produits métallurgiques.

**LE DIRECTEUR DES SERVICES ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS ET TRANSPORTS**  
Sera le gestionnaire responsable d'investissements importants en forte croissance. Il faut à ce poste un cadre connaissant bien la maîtrise d'œuvre et la maîtrise des coûts des installations industrielles et de bureaux et la gestion d'un parc de véhicules de transport et de manutention.

**LE CHEF DU SERVICE FINANCIER**  
Aura la responsabilité de rationaliser et d'optimiser les flux financiers de l'entreprise. Une expérience approfondie de la gestion de trésorerie, des financements et des crédits court terme dans une entreprise ou une banque travaillent à l'échelle internationale est souhaitée (service documentaire, par ex.).

**LE RESPONSABLE DES ACHATS - MATERIELS INDUSTRIELS**  
Possède une large connaissance du marché à l'achat de ces matériels et des biens d'équipements, ainsi qu'une expérience confirmée de la négociation avec les fournisseurs.

**L'ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES**  
De formation supérieure (droit, sciences po, ou sciences humaines), devra posséder une expérience d'au moins cinq ans de l'administration et de la gestion de personnel ouvrière et employé.



صكنا من الاجل

OMIQUE

# LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

ATION

LES PLASTIQUE

entabilité commercial

à vendre dans les magasins

de leur propre chose

réduire en huitième partie

les frais et les droits

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

## DROIT SYNDICAL

### Le caractère abusif d'un licenciement est reconnu après sept ans de procédure

Saint-Etienne. — Comptable, j'ai occupé, c'était ma vie, je n'en avais pas d'autre.

C'est sur ces mots que s'achève le 1416 ou la punition, créé par la Comédie de Saint-Etienne le 12 novembre 1974. Cette pièce de Pierre Jodry a été directement inspirée par un fait divers social, « l'affaire Fleurence », du nom de ce comptable d'une entreprise stéphanoise, qui avait trouvé son chemin de Damas en mai 1968.

Près de sept ans après, l'affaire vient de rebondir. Dans la salle 38-39 de la Cour de travail de Saint-Etienne, le cheveu rare, la cravate classique strictement nouée, M. Pierre Fleurence et le plus comptaible que jamais, M. Paul Bouchet, du barreau de Lyon, MM. Jean-Paul Murlet, responsable du service juridique C.F.D.T. et Roger Bonnaville, secrétaire de l'Union départementale ocelliste, l'entourent. Ils annoncent à la presse la décision qui vient d'être prise, à la suite de l'arrêt rendu le 31 janvier dernier par le Conseil d'Etat: M. Pierre Fleurence, fort de cet arrêt, va demander sa réintégration aux Acieries du Forez, au poste et aux conditions qui étaient les siens avant mai 1968.

L'affaire remonte à ce fameux mois, au cours duquel l'employé modeste avait pris une part active à l'action syndicale dans son entreprise, participant à la constitution d'une section C.F.D.T. et à l'occupation de l'usine.

La direction des Acieries du Forez en tint rigueur à M. Fleurence et demanda son licenciement en octobre 1968, mais tout à tour, le comité d'entreprise, l'inspecteur du travail et le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne refusèrent ce licenciement.

De même, en mars 1969, le comité d'entreprise repoussait une demande de licenciement collectif de huit personnes, parmi lesquelles figurait M. Fleurence. En revanche, le 7 mai, l'inspecteur du travail autorisait, décision annulée, le 28 septembre, par le ministre du travail auprès duquel le C.F.D.T. avait introduit un recours. Mais, le 15 mai, M. Fleurence avait été licencié.

### Le supplice des multiplications

Durant les mois de disgrâce qui avaient précédé cette sanction, M. Fleurence avait été l'objet de mesures de coaction et de humiliation. Il devait notamment effectuer, à longueur de journée, sans machine à calculer, des

De notre correspondant

multiplications et des divisions tout aussi inutiles les unes que les autres. L'union départementale C.F.D.T. attaqua, sur le plan pénal, pour « cruauté mentale », la direction des Acieries du Forez. Celle-ci fut condamnée, le 30 octobre 1969, par le tribunal correctionnel de Saint-Etienne, pour entrave au fonctionnement des comités d'entreprise, à une amende de 500 F et à des dommages et intérêts à la double, les peines et son arrêt était confirmé par la Cour de cassation.

Autre part, le 17 février 1970, le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne avait condamné les Acieries du Forez à 5 000 F de dommages et intérêts et une astreinte de 200 F par jour jusqu'à la réintégration de M. Fleurence. La cour d'appel de Lyon confirmait l'amende, mais suspendait le jugement relatif à l'astreinte, les Acieries du Forez ayant introduit un recours pour excès de pouvoir. Le tribunal administratif de Lyon devait d'ailleurs annuler la décision par laquelle le ministre du travail était revenu sur l'autorisation de licenciement donnée par l'inspecteur du travail. Le C.F.D.T. et M. Pierre Fleurence se sont pourvus contre ce jugement du tribunal administratif devant le Conseil d'Etat. Celui-ci vient de décider d'annuler le jugement du tribunal administratif de Lyon.

Le Conseil d'Etat a considéré que le ministre du travail « s'est notamment fondé sur le motif que, bien qu'inclue dans un licenciement collectif, le licenciement de M. Fleurence, qui avait fait l'objet depuis mai 1968 de la part de la direction de la société d'entraves répétées tant dans son travail que dans l'exercice de fonctions de représentant syndical, était en rapport avec ces fonctions syndicales. Que, par suite, c'est à tort que pour annuler la décision du ministre du travail le tribunal administratif a estimé que cette décision reposait sur des faits matériellement inexacts ».

Le sursis de la cour d'appel de Lyon à statuer n'a donc plus lieu d'être. Pour M. Murlet, l'arrêt du Conseil d'Etat est d'autant plus important que « la crise économique est le prétexte à des licenciements collectifs à travers lesquels on essaie de faire passer des sections syndicales ». En outre, il est un rappel à l'ordre aux inspecteurs du travail, qui ont tout pouvoir pour s'opposer au licenciement de délégués.

Cette cascade de procès et de jugements illustre, pour la

C.F.D.T., le caractère contradictoire des principes et des méthodes d'interprétation de notre droit: la chambre sociale de la Cour de cassation a décidé que l'employeur ayant rompu le contrat au vu de la décision de l'inspecteur du travail n'est pas contraint de réintégrer le délégué si de lui payer ses salaires. Tandis que la chambre criminelle a jugé tout différemment, la division ministérielle devant produire effet. La C.F.D.T. met aussi en cause la lenteur de la justice: il aura fallu six ans pour que l'on sache si la décision ministérielle était légale ou non, sans que l'on se préoccupe du sort de M. Fleurence pendant ce temps.

PAUL CHAPPEL

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### SITUATION TOUJOURS INCERTAINE CHEZ RENAULT

La situation était encore incertaine ce lundi matin 24 février aux usines Renault. Des « points chauds » persistent dans plusieurs usines et ateliers, sans toutefois entraver sérieusement la production. Au milieu de la matinée, à Billancourt, les chaînes de montage fonctionnaient à peu près normalement, après une interruption causée par une grève des ouvriers de la petite mécanique.

A Flins et à Sandouville, on comptait quelques dizaines de grévistes, selon la direction. Au Mans, un débrayage était signalé aux ateliers des tracteurs.

## Aux Pays-Bas

### Le gouvernement prend de nouvelles mesures pour réduire le chômage

De notre correspondant

Amsterdam. — Un programme de cinquante-neuf mesures et projets destinés à réduire le chômage aux Pays-Bas vient d'être annoncé par le gouvernement néerlandais. En novembre, déjà, La Haye avait annoncé qu'une somme de 3,5 milliards de florins (16 milliards de francs) serait consacrée à cette fin (le Monde du 26 novembre). Le gouvernement néerlandais veut surtout conserver les emplois existants — les investissements n'ayant pas baissé — et a décidé de fournir une aide substantielle par voie fiscale aux entreprises faibles.

La Haye a décidé d'entreprendre vingt-neuf grands travaux de construction, comme la réalisation d'un tunnel de chemin de fer sous le port d'Amsterdam. Les 800 millions de florins nécessaires à ces travaux s'ajoutent à la rallonge budgétaire des 3,5 milliards de florins. D'autre part, une réduction des horaires de quarante-deux à quarante ou trente-huit heures sera mise rapidement à l'étude, ainsi qu'un système de retraite volontaire à soixante ou soixante-trois ans. Les syndicats néerlandais ont organisé samedi 22 février un grand rassemblement à Utrecht pour manifester leur inquiétude.

(Arts financiers des sociétés)

This announcement appears as a matter of record only

## CENTRAL BANK OF EGYPT

### البنك المركزي المصري

### Nine Year Term Loan U.S. \$ 100,000,000

### ١٠٠.٠٠٠.٠٠٠ دولار أميركي قرض لمدة تسع سنوات

Arranged and Provided by

- ARAB INTERNATIONAL BANK
- BANK OF AMERICA NT & SA
- COMMERZBANK AG.
- CREDIT LYONNAIS
- EUROPEAN ARAB BANK
- LLOYDS BANK INTERNATIONAL LTD.
- UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.
- BANKERS TRUST COMPANY
- CHEMICAL BANK
- GOVERNMENT OF OMAN
- Barclays Bank International Limited
- London & Continental Bankers Ltd.
- Atlantic International Bank Limited
- Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank)
- First Pennsylvania Bank N.A.
- French Arab Bank for International Investments - Frab Bank International
- Arab African Bank
- Bank Mees & Hope N.V.
- Banque Canadienne Nationale
- Berliner Handels-Gesellschaft-Frankfurter Bank
- Crédit Suisse (London Branch)
- First National State Bank of New Jersey
- National Commercial Bank-Jeddah
- Nomura Europe N.V.
- Ost West Handelsbank A.G.
- Texas Commerce Bank
- The Bank of Nova Scotia
- The Bank of Tokyo (Luxembourg) S.A.
- The Commercial Bank of Kuwait SAK
- The Hongkong and Shanghai Banking Corporation
- The National Bank of Kuwait SAK
- Toronto Dominion Bank
- UBAF Ltd.
- Union de Banques Arabes et Européennes - UBAAE (Italie) S.P.A.
- Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F. - Luxembourg

Agent Bank  
البنك المندوب  
UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES  
اتحاد البنوك العربية والفرنسية  
U.B.A.F. يوباف  
1974

## INDANCE

njou et de Sauterne

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat



meilleurs placements  
et gravures rare

BON

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

de l'Etat

## AFFAIRES

### Le bureau de boycottage arabe va examiner la question des banques juives

De notre correspondant

Le Caire. — Le temps n'est plus où les réunions du bureau de boycottage de la Ligue arabe se déroulaient dans l'indifférence générale. Le climat dans lequel a débuté au Caire la trentième session de cet organisme, créé il y a près d'un quart de siècle et dont le siège est à Damas, donne l'impression d'être celui des grandes décisions.

Il s'agit cette fois de dresser une liste aussi complète que possible des établissements sionistes « (entendre essentiellement les banques à capitaux israéliens ou ayant des liens directs avec Israël) avec lesquels « les Arabes refusent de traiter ».

● L'EGYPTE COMMANDE SEPT CENTIS CAMIONS FRANÇAIS. — L'Egypte et la France ont conclu le 23 février au Caire un second prévoyant la livraison à l'Egypte de sept cents camions français (trois cent cinquante semi-remorques SAVIEM, cent cinquante semi-remorques et deux cents Benliet) avant quarante-cinq jours pour un prix de 10 millions de livres égyptiennes (85 millions de francs environ). Un chèque de ce montant sera immédiatement versé au gouvernement français, le reste étant remboursé en cinq ans. C'est un des plus gros contrats passés par l'Egypte en matière de transports routiers. — (A.F.P.)

● L'ALGERIE A CONCLU UN CONTRAT DE 1,1 MILLIARD DE FRANCS avec un consortium international regroupant trois firmes ouest-allemandes et une firme suisse pour la livraison « prochainement » d'une importante usine de matériel industriel. Le contrat a été signé le 22 février entre le consortium et la SONELCO (Société nationale algérienne de fabrication et de montage de matériel électrique et électronique). L'usine implantée en grande Kabylie, près d'Alger, devrait employer dès 1976 environ mille sept cent cinquante personnes. — (A.F.P.)

que ce soit pour effectuer des placements financiers ou dans le cadre du commerce international ».

La réunion, qui a commencé le dimanche 23 février, au siège de la Ligue arabe, durera en principe dix jours. Ce qui donne une idée de l'importance et du nombre des dossiers qui seront examinés. Les débats se déroulent à huis clos. En ce qui concerne la France, les banques Lazard et Rothschild sont sur la sellette, ainsi que la maison de couture parisienne Cinq.

En compensation se précise une tendance consistant à conseiller aux Arabes de placer de plus en plus d'argent dans « les banques françaises à capitaux non juifs ». Le Kowat, notamment, défend cette idée.

En ouvrant la session, M. Mahmoud Mahgoub, haut commissaire du bureau de boycottage, a révélé que, depuis la guerre d'octobre 1973, « d'innombrables compagnies étrangères (1) s'étaient engagées à cesser toutes relations avec Israël ».

M. Mahgoub a affirmé que l'action de l'organisme qu'il dirige « va bien de voir avec la discrimination religieuse, puisque des millions chrétiens et musulmans figurent sur la liste noire et que les Arabes continuent en retard de faire des opérations avec certaines firmes israéliennes non sionistes ».

Après avoir utilisé avec succès l'arme du pétrole, les Arabes s'apprêtent maintenant à mettre en action l'arme de l'argent du pétrole.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Selon l'agence U.P.I. deux cents firmes auraient demandé à être rayées de la liste de boycott.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANQUE NATIONALE DE PARIS

La situation au 31 janvier 1975 s'élevait à 148 milliards 343 millions de francs.

Au passif, la rubrique « Instituts d'Épargne, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire », figure pour 9 899,3 millions en comptes à vue et 35 475,8 millions en comptes et emprunts à échéance.

Les comptes d'entreprises et divers s'inscrivent pour 16 812,9 millions en comptes à vue et 9 185,6 millions en comptes à échéance.

Les comptes de portefeuille atteignent 14 541 millions pour les comptes à vue, 5 290,6 millions pour les comptes à échéance et 13 958,2 millions pour les comptes d'épargne à régime spécial.

Les bons de caisse apparaissent pour 15 601 millions. Le total des ressources de clientèle s'élève à 73 533,4 millions de francs.

A l'actif, les crédits de la clientèle s'élèvent pour le portefeuille à 53 380,6 millions, les crédits commerciaux à court terme, 12 849,9 millions de crédits à moyen terme, 15 092 millions de crédits à long terme et, pour les comptes débiteurs, à 13 992,3 millions.

Les banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire figurent pour 221,1 millions (comptes à vue) et pour 2 834,2 millions (comptes et prêts à échéance).

Le total de la situation consolidée du groupe passe de 138 milliards au 2 janvier 1974 à 171,2 milliards au 2 janvier 1975.

## CREUSOT-LOIRE

Chiffre d'affaires 1974

La société a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 7 743 millions de francs (environ 8 600 millions taxes comprises), en augmentation de près de 60 % sur celui de 1973 (4 862 millions de francs).

Toutefois, il convient d'observer que la composition du groupe consolidé diffère sensiblement d'une année sur l'autre à structure constante. L'augmentation du chiffre d'affaires provient en particulier des prises de participation dans Maréchal Frères et Carpy-Worms.

Il se décompose de la façon suivante :  
1973 1974  
Branche métallurgie (sidérurgie et raffinage) 3 694 3 011 + 40 %  
Branche mécanique et entreprises 1 037 1 118 + 3 %

Les chiffres de la branche « mécanique et entreprises » ne sont pas comparables en raison de la création de « Glacis ». La progression corrigée serait de 22 %.

Le montant des ventes à l'exportation directes et indirectes est de 1 758 millions de francs pour 1974, en augmentation de 32 % sur celles de 1973 (1 334 millions de francs). Elles représentent plus de 40 % du chiffre d'affaires global hors taxes.

## CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Le conseil d'administration de la C.N.C.A. s'est réuni le 21 février 1975 sous la présidence de son doyen d'âge, M. le sénateur Paul Ribeyre, pour procéder à l'élection de son bureau.

M. Charles Delatte a été réélu président du conseil d'administration de la Caisse nationale de Crédit agricole.

M. Jean Fiquet a été élu vice-président du conseil d'administration. Rappelons que M.M. Delatte et Fiquet avaient sous deux élections de la commission plénière.

## SOCIÉTÉ NAVALE CHARGEURS DELMAS-VIEUX

La Société navale Chargeurs-Delmas-Vieux va ouvrir, à partir du 20 avril 1975, un service régulier par navires porte-conteneurs entre Marseille et Livourne d'une part, Beyrouth et Iskenderou d'autre part.

Les départs seront bimensuels de chaque port desservi ; à compter du deuxième semestre de 1975, ils deviendront hebdomadaires.

Le nouveau service dénommé « Orientale » permettra aux exportateurs et importateurs français d'échapper au double passage par Beyrouth, ainsi que du Turckie et d'Irak via Iskenderou.

## COMPAGNIE DES MACHINES BULL

AUX ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires se tiendra effectivement le :  
Mardi 25 février 1975, à 11 heures, à la Maison des Contrats, 3, rue Jean-Goujon, PARIS.

pour statuer notamment sur la conversion des parts bénéficiaires en actions et l'augmentation corréctive du capital social.

AUX PORTEURS DE PARTS BÉNÉFICIAIRES

Le quorum prévu par la loi pour l'Assemblée des propriétaires de parts, convoquée également le 25 février, à 9 h. 30, en vue d'approuver la conversion des parts bénéficiaires, ne sera pas atteint.

Les propriétaires de parts bénéficiaires sont informés, en conséquence, que l'Assemblée des propriétaires de parts ne pourra pas débiter valablement le 25 février 1975 et qu'une prochaine Assemblée sera convoquée pour le jeudi 18 avril 1975.

## B.S.L. (Bignier Schmid-Laurent)

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par la société, au cours de l'année 1974, s'est élevé à 231 697 000 F contre 221 037 000 F en 1973, soit une progression de 25 %.

Les résultats bénéficiaires de l'exercice 1974 seront en augmentation par rapport à l'exercice précédent.

Le carnet de commandes au début de l'année 1975 dépasse 250 millions de francs, soit près du double de celui existant au début de 1974 et comprend en particulier des matériels de grosse chaudronnerie destinés, tant en France qu'à l'étranger, à l'industrie chimique, nucléaire et pétrolière.

Ces commandes permettent de prévoir pour B.S.L. et pour ses filiales, en particulier la Société valencienne de chaudronnerie et de mécanique (S.V.C.M.), dont B.S.L. a acquis récemment le contrôle majoritaire, un bon niveau d'activité pour la présente année.

## PARIS-FRANCE

L'Assemblée générale ordinaire tenue le 21 février 1975 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1974, faisant apparaître un bénéfice net de 4 405 000 F contre 0 123 000 F pour l'exercice précédent.

Le dividende de 5,20 F net (soit fiscal 3,40 F), payable à partir du 4 mars (coupon n° 30).  
Chiffre d'affaires de l'exercice 1973-1974 : 1 500 000 000 F contre 1 349 945 000 F de 1972-1973 (+ 12 %).  
Chiffre d'affaires en cours (septembre) mois de l'exercice en cours (septembre) 1974 à janvier 1975) : + 18 %.

## HUTCHINSON-MAPA

A la suite de la prise de participation de la Compagnie française de Raffinage le Comité d'Administration d'Hutchinson-Mapa, dans sa séance du 18 février 1975, a décidé en qualité de administrateur :

M. Paul Combar, président de la Compagnie française de Raffinage ;  
M. Pierre Capoulade, administrateur, directeur général adjoint de la Compagnie française de Raffinage ;  
M. René Bouches, directeur du centre de recherches de la Compagnie française de Raffinage.

Compte tenu de la cooptation, en décembre, de M. André Bernard, ancien président de la société Selpa, le conseil d'administration se trouve sensiblement composé de M.M. Jean Mégnado, président, Guy de Massencor, vice-président-directeur général, Gérard Esnif, vice-président, Paul Flor, directeur général adjoint, André Bernard, René Bouches, Pierre Capoulade, Paul Combar, Michel Jauget, Bernard Elin, et René de Wissooc, administrateurs.

Le conseil a décidé de réunir les actionnaires en Assemblée générale ordinaire, convoquée à titre extraordinaire, le 10 avril 1975, afin de soumettre à son approbation la modification de ses statuts et la nomination en qualité d'administrateur de M. Georges Turquet de Beauregard, directeur général adjoint de Total Chimie.

## OCÉ-VAN DER GRINTEN

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice au 30 novembre 1974 est de 84 millions de francs et non de 513 millions de francs comme indiqué par erreur dans « Le Monde » du 15 février 1975.

## RENAULT

EMPRUNT 7 1/4 % 1972-1987

F.F. nom. 208 000 000.  
Nous informons les obligataires que l'amortissement d'un montant nominal de 3 millions de francs, en vue de l'échéance du 15 mars 1975, a été affecté entièrement par virement sur le marché.

## GIMER

Le premier emprunt émis par le groupement des Industries de la mer et des activités sous-marines a rencontré un très vif succès et a été entièrement souscrit.

Le produit de cette émission (210 millions de francs) sera affecté à la construction de navires, à l'achat de matériel, à l'achat de terrains et de recherches pétrolières offshore.

## NOTRE Télex

A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous recevez nos messages, dans les délais. Vos correspondants nous répondent plus vite : nous vous télégraphions 40 mots par heure : 7.40 F USA 21, 10 F Japon : 25.50 F etc. Abonnement 75 F par mois et supplément 7.50 F par heure.

Le Monde REALISÉ CHAQUE SEMAINE UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE réservée aux lecteurs résidents à l'étranger. Exemplaire spécial sur demande.

(Publicité)

## Le CRÉDIT LYONNAIS

Société anonyme de banque nationale au capital social de quatre-vingt millions de francs, dont le siège social est à LYON, 18, rue de la République.

La Société E.P.I.M.A. Société d'Études Financières, Immobilières, Mobilières, Assurances.

S.A.R.L. au capital de 20.000 F 123 bis, rue du Maréchal-Leclerc, 93330 NOUILLY-SEIN-MAIRIE, en ce qui concerne les opérations visées à l'article premier (1 à 5) de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970, à savoir : transactions sur immeubles et fonds de commerce avec manipulations de fonds.

La présente publication, rendue obligatoire par les articles précités, n'emporte aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société E.P.I.M.A.

(Publicité)

## ÉPARGNE - UNIE SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Le conseil d'administration, réuni le 13 février 1975 sous la présidence de M. Jacques Mayoux, a arrêté les comptes du cinquième exercice clos le 31 décembre 1974.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui sera convoquée le 15 avril 1975, la distribution d'un dividende net de 15,40 francs (impôt déjà payé au Trésor de 1,73 F). Le dividende global ressort à 17,13 F contre 13,81 F pour l'exercice précédent.

(Publicité)

## CADRES MOYENS ET SUPÉRIEURS

La recherche d'une nouvelle situation est un véritable exercice de marketing nécessitant une technique très élaborée soutenue par un moral élevé.

Il vous faut une stratégie de recherche, une étude de votre positionnement le meilleur, une analyse positive de vos compétences et de leur présentation, un programme de vente et la maîtrise des arguments qui portent en interview.

Conseils personnalisés basés sur 10 ans d'expérience de « chasse de têtes » en Europe. Tél. pour renseignements sur 754-14-68. Réception absolue.

(Publicité)

## banque Jordaah

conseil en placements  
élaboration de patrimoines  
Téléphone 709.01.11 tel. 230 83.45  
Régistrée à vos questions  
siège social Paris  
9, rue St Georges

(Publicité)

## CONTRE LE VOL LE DI 50 D'ALARME 2000

Devant la dramatique progression des vols, ALARME 2000 a été étudiée et conçue un appareil permettant à tout particulier d'agir efficacement contre les cambrioleurs. En installant un radar d'hyperfréquence, ALARME 2000 n'a pu concevoir les critères nécessaires sans lesquels une protection est inutile, donc inutile :

- Surveillance volumétrique et non d'un point de passage ;
- Autonomie totale de fonctionnement (indépendant du secteur) ;
- Grand rayon d'action (réseau fiable de 2 à 25 mètres) ;
- Non neutrale ;
- Aucune installation ;
- Pas de déclenchements intempestifs.

## PROTECTION DES APPARTEMENTS, BUREAUX VILLAS ET RÉSIDENCES SECONDAIRES

Ecrire pour tous renseignements complémentaires à ALARME 2000, Départ. 172, 8, rue Gudin, 75016 Paris

Ne laissez pas détruire en quelques minutes le confort de vie que vous avez créé.

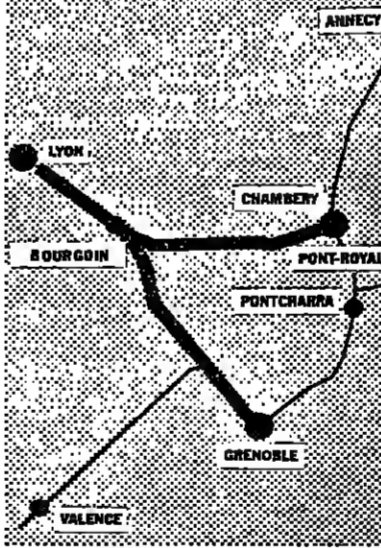
# hier Chambéry, demain Grenoble par l'autoroute

Les pistes de ski sont à la porte de Paris (et bien sûr de Lyon), maintenant qu'est ouverte AREALPES, l'autoroute qui dessert les stations de sports d'hiver.

AREA construit, dans les délais prévus, les 360 km d'autoroute qui relieront entre elles les grandes villes de la région Rhône-Alpes et les brancheront sur le réseau européen à Genève.

Depuis octobre, Chambéry n'est plus qu'à 3 1/4 d'heure de Lyon. Dès l'automne prochain, Grenoble en sera à moins d'une heure.

Pour contribuer au financement de son programme, AREA émet actuellement un emprunt.



## SOCIÉTÉ DES AUTOROUTES RHONE-ALPES

Société anonyme au capital de 125.000.000 F en cours d'augmentation à 140.000.000 F.  
SIÈGE SOCIAL : 3, RUE LA BOETIE - 75008 PARIS  
Sirène 702.027.871.00012

Bafo du 24 février 1975 Visa C.O.B. n° 75-20 du 18 février 1975

## EMPRUNT de 200 000 000 F garanti par l'Etat

Emission de 200.000 obligations de 1.000 F nominal garanties par l'Etat.

- INTÉRÊT ANNUEL : 11,10 % soit 111 F par obligation
- JOUISSANCE : 27 mars 1975
- TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT POUR LE SOUSCRIPTEUR : 10,98 %
- PRIX D'ÉMISSION : le pair, soit 1.000 F par obligation

DURÉE : 20 ans

RÉGIME FISCAL : En l'état actuel de la législation, les personnes physiques domiciliées en France, percevront le montant brut de leurs coupons, diminués à leur choix :

- soit d'une retenue à la source de 10 %
- soit d'un prélèvement forfaitaire de 25 %

LES M...  
Desin d'activite...  
Les euro-obligations...  
STATS-UNIS  
BOURSE DE PARIS

سكنا عن الامم

صكنا من الامل

LES MARCHÉS FINANCIERS

Regain d'activité sur les euro-obligations

Londres (Aefi). - L'activité sur les marchés internationaux des capitaux s'est poursuivie de la détente sur les taux d'intérêt à court terme...

LONDRES

Déprimé Le marché reste, dans l'ensemble, déprimé par les mauvais résultats trimestriels d'I.C.I. et de la banque Lloyds...

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Lists various financial instruments like War Loan 3 1/2 %.

B. A. L. O.

Le BALO du 24 février publie notamment les insertions suivantes: Bouteille Soucheur Nourcel - Germain Demore...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

« ALBA », Société des assurances Rhône-Alpes - Émission de 200 millions de francs divisés en 200 000 obligations de 1 000 F...

VALEURS

Main table of stock and bond values with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours. Includes various international and domestic securities.

INDICES QUOTIDIENS

INSEE Base 100 : 21 déc. 1974. Valeurs françaises : 1142, 1179. Valeurs étrangères : 121, 124.

DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1962). Indice général : 67,8 68,3.

MARCHE MONÉTAIRE. Taux de change de France : 2 3/4 %.

COURS DU DOLLAR A TOKYO. 1 Dollar le yen : 212,2 212,2.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS. CREUSOT-LOIRE - Chiffre d'affaires hors taxes consolidé...

PRINTemps - Chiffre d'affaires total du groupe en 1974...

PACKED HOLDING - Séparation en 1974 de 24,8 millions de florins...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

ÉTATS-UNIS. Placements record de fonds mutuels...

BOURSE DE PARIS - 21 FÉVRIER - COMPTANT

Table of stock market data for Paris, including various sectors and individual stocks.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la latence de détail qui nous empêche de publier la cote complète dans les erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes...

Table of futures market data, including various contracts and their prices.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the Dollar and British Pound.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including various gold bars and coins.

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including various gold bars and coins.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the Dollar and British Pound.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including various gold bars and coins.

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

VALEURS DOMINANT LIEU DES OPÉRATIONS FERME SEULEMENT. U. : offert ; C. : coupon détaché ; D. : demandé ; B. : brut détaché...

Advertisements for Renault, GIMER, and Télé. Includes text like 'AVOZRE DISPOSEZ POUR VOS COMMUNIQUES' and 'UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE'.

Advertisement for '0 000 000' with text '0 000 000' and 'révisé par l'Etat'.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. EUROPE**
  - U.R.S.S. : la presse accuse le Japon à sa politique anti-soviétique.
  - ESPAGNE : la visite privée du prince Juan Carlos en France.
  - ALLEMAGNE FEDERALE : la réunion de l'Internationale socialiste à Berlin-Ouest.
- 3. AFRIQUE**
- 3. AMERIQUES**
- 3. PROCHE-ORIENT**
- 4-5. ASIE**
  - INDE : New-Delhi soutient un accroissement de l'aide militaire soviétique pour faire contrepoids au réarmement du Pakistan par les Etats-Unis.
  - Le Népal sur la corde raide (II), par J.-P. Clerc.
- 6. GEBAT**
  - A propos de deux articles sur la Chine : Point de vue : « Haro sur Pékin », par Régis Bergeron.
- 7. OUTRE-MER**
- SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON** : un point de vue de M. Albert Pey.
- 8 à 10. POLITIQUE**
  - La réponse de M. Lecomet à MM. Durouf et Rossi.
  - Le P.S.U. et l'Alliance marxiste révolutionnaire opèrent leur fusion.
- 10. DEFENSE**
  - La France est bel et bien rentrée dans le giron de l'OTAN, affirme M. Kampis (P.C.F.).
- 11. JEUNESSE**
- 12. EQUIPEMENT ET REGIONS ENVIRONNEMENT**
  - la contestation autour du site océanique de Wyl.
- 13. LA REGION PARISIENNE**
  - Des cas qui sont peut-être la clé financière, des assureurs tournent le dos à Haussmann.
- 14. SPORTS**
  - FOOTBALL : Saint-Etienne espère succéder à Reims au coupe d'Europe.
- 15. RADIO - TELEVISION**
  - Va-tout hétérodoxe.
  - Les femmes à la barre, sur Radio-France.
- 16-17. ARTS ET SPECTACLES**
  - CINEMA : Je Jou avec le feu, d'Alain Robbe-Grillet.
- 18. EDUCATION**
  - Le congrès de l'Union des grandes écoles proteste contre les « cours-recettes ».
- 18. MEDICINE**
- 18. RELIGION**
  - Les Silencieux de l'Eglise crée une fédération missionnaire.

## AUX ÉLECTIONS COMPLÉMENTAIRES DE DRAGUIGNAN

### Pas de liste commune entre le P.C. et le P.S.

Faute d'un accord avec les socialistes, les communistes présenteront une liste concurrente à celle d'Union pour la défense du Var, conduite par M. Edouard Soudani, sénateur et président du conseil général, qui avait donné sa démission de maire de Draguignan pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon.

La section du parti communiste de Draguignan a repoussé la section du parti socialiste qui a refusé de rejeter les propositions de liste commune d'union de la gauche. Elle estime que, devant les dangers que représentent l'aggravation de la crise qui frappe la très grande majorité de la population, desant les grandes problèmes humains et sociaux créés par le transfert de la préfecture de Toulon, il était possible et nécessaire de mener une grande bataille commune.

C'est le 2 mars que se dérouleront les élections partielles pour compléter le conseil municipal, dont deux sièges sont vacants du fait de la démission de M. Soudani et du décès d'un autre conseiller, M. Quénard.

A la liste communiste, composée de M. Norbert Berts, secrétaire de la section locale du P.C.F. et de Mme Françoise Chagne, membre du comité fédéral du P.C.F., et à la liste conduite par M. Soudani, associé à M. Pierre Delpui, fils du maire socialiste de Baramon, également démissionnaire, M. André Delpui, conseiller général du Var, s'oppose celle de la majorité présidentielle composée de M. Yvan Michel, rep. ind., qui avait été battu lors des élections législatives de mars 1973 par le député socialiste sortant, M. Pierre Claudin, et de M. Jacques Resplandin, U.D.R.

[Lors des élections complémentaires qui se sont déroulées le 25 janvier et le 6 février à Saint-Raphaël, la liste d'union de la gauche avait été constituée sous l'égide du maire démissionnaire, M. René Giroud, de gauche, avec deux communistes et un socialiste.]

## Deux mois après le référendum

### M. STIRN EN VISITE OFFICIELLE AUX COMORES

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a commencé, lundi 24 février, à la demande du président de la République, une visite officielle de cinq jours aux Comores. Ce voyage intervient près de deux mois après le référendum, au cours duquel 94,56 % des Comoriens ont opté pour l'indépendance.

Le Parlement français doit ratifier cette option, mais d'ores et déjà, M. Giscard d'Estaing a déclaré, en décembre, qu'il prenait acte du choix des Comoriens. Cependant, la population de l'île de Mayotte, ou le parti mahorais, majoritaire, s'oppose à l'indépendance et souhaite le maintien de Mayotte dans l'ensemble français, ce qui n'a pas suivi le reste des Comoriens. Les 2 non, à Mayotte, ont atteint près de 20 % des suffrages. Le gouvernement français, qui a respecté le vœu des élus comoriens que le référendum soit global, souhaite qu'un plan de régionalisation soit appliqué d'ici à la date de l'indépendance formelle. Le président du conseil de gouvernement des Comores, M. Ahmed Abdallah, avait d'ailleurs affirmé solennellement avant le référendum que si les Comores choisissaient l'indépendance, « les droits des Comoriens de chaque île seront préservés, et chacun de celles-ci aura une autonomie pour les problèmes qui la concernent ».

Envoquant, samedi, à Moroni, le voyage de M. Stirn, M. Ahmed Abdallah a dit : « Si votre, qui se situe à l'ouest de l'océan, permettrait de constater de visu ce qui a été fait avec la France, le chemin qui reste à parcourir et les réalisations en cours ». Selon le leader comorien, la présence du ministre « aidera à mieux cerner les problèmes soulevés par le plan de développement économique et social de l'archipel et à leur apporter des solutions ».

« Les deux partis d'opposition de Djibouti, la Ligue populaire africaine (L.P.A.) et l'Action pour la justice et le progrès, ont décidé de se regrouper en un seul parti qui a pris l'appellation de Parti de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance. Ce parti unique d'opposition a pour président M. Hassan Gouled. Le nouveau formation a annoncé, en plus d'un délégué supplémentaire, l'expiration le 24 avril à minuit. Ce délai s'applique aussi bien aux déclarations spéciales n° 2008 (régime de la déclaration contrôlée) et n° 2009 (régime de l'évaluation administrative) que la déclaration d'ensemble des revenus (imprimé n° 42).

## APRÈS L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT

### Le ministère du travail veut ouvrir sans délai les négociations pour une nouvelle convention médecins-Sécurité sociale

Une semaine s'est écoulée depuis qu'a été rendu public l'arrêt du Conseil d'Etat, qui en annulant l'arrêté du 21 octobre 1971, relatif à l'approbation de la convention entre les médecins et les caisses de Sécurité sociale, rend cette convention sans effet. Pour la première fois depuis quinze ans, est créé un vide juridique qui ne peut subsister, même si le gouvernement a déjà décidé de maintenir les effets de la convention (tarifs de remboursement garantis aux assurés sociaux, maintien de la Sécurité sociale pour les médecins qui acceptent certaines contraintes).

Tout rentrerait dans l'ordre si la C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français), qui préside le docteur Molier, acceptait de signer le dernier avenant tarifaire, déjà paré par la F.M.F. (Fédération des médecins de France), que préside le docteur Bellet. Mais il est bien évident que la C.S.M.F. n'a aucune raison de se déjuger à quelques mois d'intervalle et les caisses ne sont pas prêtes, d'heure actuelle, à approuver purement et simplement.

De son côté, le Bergeron a déclaré, le 22 février à Chamonix, que si les médecins « persistent à remettre en cause la convention », l'Etat demanderait le licenciement des médecins et « bien sûr, que nous ne les assistions en aucun cas à des salaires. Mais ceux qui veulent continuer un exercice libéral à la Sécurité sociale, nous leur proposons de venir négocier avec nous ». Le C.G.T. et la C.F.D.T. pour leur part, demandent à participer aux prochaines négociations.

## LE GÉNÉRAL AMIN PRÉPARE UN DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU SUD...

Londres (A. P., Reuter). — Le général Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, a demandé à l'ambassade britannique à Londres par les Turcs pour leur débarquement à Chypre, selon Radio-Ouganda, captée samedi 22 février à Londres, il a demandé à la Turquie de lui fournir des détails sur cette opération, en prévision d'un éventuel débarquement en Afrique du Sud.

La radio a précisé que le général Amin avait envoyé un message au président Kenan Sarraf, l'invitant à dépecher à Kampala une délégation militaire conduite par l'officier qui a dirigé l'opération de Chypre et à lui faire parvenir un film de débarquement.

D'autre part, selon l'hebdomadaire londonien « The Observer », le président ougandais a été légèrement blessé lors de l'attentat organisé contre lui le 1er février dernier (« le Monde » du 18 février).

## En Argentine

### NETTE RECRUESCENCE DU TERRORISME POLITIQUE

Buenos-Aires (A.F.P., Reuter). — Des centaines de personnes ont tués le dimanche 23 février, en Argentine, l'un à Córdoba et l'autre à Rosario. La semaine qui vient de s'écouler a donc été marquée par une nette recrudescence du terrorisme : quinze personnes au moins y ont, en effet, été assassinées pour des raisons politiques ; six syndicalistes péronistes, cinq policiers, un journaliste, un sous-officier en retraite et deux personnes non encore identifiées. Au total, une quarantaine de personnes ont péri dans des attentats en 1975.

En outre, un lieutenant de l'armée argentine et trois guérilleros de l'ERP ont été tués la semaine dernière à l'occasion de combats dans la région de Tucumán. De nombreuses bombes ont explosé dans diverses villes. De nombreux journaux ont fait l'objet de sabotages et du mouvement de la presse a été radicalement radicalisée, les montoneros. Enfin, près de quatre cents personnes ont été arrêtées à Buenos-Aires, à l'occasion d'opérations de renseignement menées par la police fédérale et l'armée.

D'autre part, le président de la République vient d'annoncer la convocation d'une réunion nationale comprenant des représentants du patronat, de la Confédération générale du travail et du gouvernement. Il s'agit, à cette occasion, de négocier des augmentations de salaires ; selon la C.G.T., le rythme d'inflation annuelle serait actuellement de 50 %. Certains privilèges de consommation manquent sur le marché.

## Le numéro du « Monde » daté 23-24 février 1975 a été tiré à 513 884 exemplaires.

## La librairie A LAMARTINE présente ses tableaux blancs

**PLAN MASTER**

tableaux blancs PLAN MASTER effaçables à sec

brillants (prix TTC)

60 x 90 cm :	286 F
90 x 120 cm :	530 F
100 x 150 cm :	640 F
90 x 180 cm :	772 F
100 x 200 cm :	872 F
120 x 240 cm :	1370 F
120 x 300 cm :	1714 F

semi-mats (prix TTC)

75 x 100 cm :	390 F
100 x 120 cm :	603 F
100 x 200 cm :	872 F
120 x 200 cm :	1047 F
120 x 240 cm :	1370 F

OFFRE SPECIALE

pour chaque achat d'un tableau blanc plan-master de 30 x 45 cm, une valeur de 95 F, jusqu'au 30 avril.

## LES MARINS LEVENT LES BARRAGES

Sur les rivages de l'Atlantique et de la Méditerranée, la plupart des barrages établis par les marins-pêcheurs à la fin de la semaine dernière ont été levés au cours du week-end.

Sur les rivages de l'océan et de la Méditerranée, la plupart des barrages établis par les marins-pêcheurs à la fin de la semaine dernière ont été levés au cours du week-end.

Les chalutiers ont, dans l'ensemble, repris la mer, mais dans plusieurs ports, à Arcachon par exemple ou à La Rochelle, les équipages ont décidé de continuer à faire grève ou à s'abstenir de confirmation des intentions du gouvernement.

## ANJOU 15<sup>e</sup>

19, RUE DE LOURMEL

**habitable immédiatement**

**PRIX FERMES**

**2 PIECES**

entièrement équipées

**SOLEIL**

Visite appartement modèle sur place, mardi, jeudi, samedi de 10 h à 12 h, de 14 h à 18 h.

**ANJOU 09.99**

7, ED. MALESHERBES, PARIS 8<sup>e</sup>

## NOUVELLES BRÈVES

● M. José Smole, ministre d'Etat yougoslave, qui préside la direction de son pays à la réunion de la commission mixte franco-yougoslave, dont la sixième session s'est ouverte lundi 24 février à Paris pour deux jours. Sera reçu par Jacques Chirac, premier ministre, et par M. Jean-Pierre Fourcade, ministre des finances.

● Au cabinet de M. Norbert Ségur, ministre du commerce extérieur, sont nommés conseillers techniques : MM. Jacques Bille, attaché commercial ; Philippe Lecourtier, secrétaire des affaires étrangères ; André Le Thomas, directeur de l'Institut de l'Y.N.S.E. Guy Rénard, ingénieur principal de l'armement.

● L'Action républicaine indépendante et libérale (A.R.I.L.) mouvement issu de l'ancienne Union pour la majorité présidentielle et de l'Alliance républicaine pour la liberté et le progrès de M. Jean-Louis Tixier-Vignancour, a réuni, samedi 22 et dimanche 23 février, ses cadres départementaux à Paris. Le motion adopte au terme de ces débats, affirme notamment : « L'A.R.I.L. entend plus que jamais maintenir son autonomie et renforcer son implantation en vue des prochaines consultations électorales ». Elle se déclare « sensible à la place de choix qui sera la sienne entre les deux principales formations de la majorité » et se réserve, au sein de cette majorité, « un seul interlocuteur privilégié » : le Centre national des indépendants et paysans, dont le secrétaire général est M. Camille Laurens.

## Couverts argentés

garantis 25 ans

**PLATERIE-CAFETERIE**

Fabricant - Vente directe

**FRANOR**

79, RUE LANGELET

M<sup>e</sup> St-Sébastien. Ouv. les jours, yf samedi

## JUSQU'A LUNDI POUR LES DÉCLARATIONS DES REVENUS

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a déclaré que les contribuables qui ont à souscrire leurs déclarations de revenus avant le samedi 1<sup>er</sup> mars auront jusqu'à lundi 3 mars inclus pour déposer cette déclaration au service des impôts.

D'autre part, en raison des difficultés consécutives à la mise en place d'un nouveau système d'établissement informatique des relevés individuels des honoraires des médecins, les organismes de Sécurité sociale ne seront pas en mesure d'adresser ces relevés aux intéressés avant le 30 mars. M. Jean-Pierre Fourcade a donc décidé d'accorder aux médecins conventionnés, à titre exceptionnel, un délai supplémentaire expirant le 24 avril à minuit. Ce délai s'applique aussi bien aux déclarations spéciales n° 2008 (régime de la déclaration contrôlée) et n° 2009 (régime de l'évaluation administrative) que la déclaration d'ensemble des revenus (imprimé n° 42).

## UN COMMUNIQUÉ DE L'AGENCE ECONOMIQUE ET FINANCIÈRE

« Pour mettre un terme à une campagne de rumeurs non fondées, l'Agence économique et financière (A.E.F.) — qui édite également le Nouveau Journal — publie dans son édition du lundi 24 février un communiqué dans lequel on peut notamment lire :

« Les actionnaires du groupe Agéfi - Nouveau Journal se sont réunis pour examiner une demande d'augmentation de capital dont ils ont admis le principe, sous réserve d'une approbation par une assemblée générale extraordinaire. Comme il est naturel dans une période où la presse connaît des difficultés, des discussions ont eu lieu sur les moyens à employer pour les surmonter. Dans ce cadre, une proposition de rapprochement avec le hebdomadaire a été examinée et n'a pas été retenue. Les actionnaires ayant marqué à cette occasion le respect qu'ils ont de l'unité du groupe Agéfi - Nouveau Journal et de la qualité de ses productions ».

[Selon la Correspondance économique et hebdomadaire ne questionnerait « la Vie française - l'Opinion », appartenant au groupe animé par M. Roger Gignoul, qui publie également le quotidien Naacier et l'Agence nouvelle.]

● Les agences de presse africaines et arabes tiennent pour la première fois à partir de ce lundi 24 février une conférence à Tunis. Quarante-deux pays y participent. Cette conférence, organisée à l'initiative de la Tunisie, est sur le plan de l'information, l'une des manifestations de cette démarche arabo-africaine qui doit conduire, dans le courant de l'année 1975, à la première conférence « au sommet » des pays africains et arabes.

les orchidées s'achètent chez

**LACHAUME**

10, rue ROYALE - tél. : 260.53.74 et 57.26

## APRÈS L'ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT

### Le ministère du travail veut ouvrir sans délai les négociations pour une nouvelle convention médecins-Sécurité sociale

Une semaine s'est écoulée depuis qu'a été rendu public l'arrêt du Conseil d'Etat, qui en annulant l'arrêté du 21 octobre 1971, relatif à l'approbation de la convention entre les médecins et les caisses de Sécurité sociale, rend cette convention sans effet. Pour la première fois depuis quinze ans, est créé un vide juridique qui ne peut subsister, même si le gouvernement a déjà décidé de maintenir les effets de la convention (tarifs de remboursement garantis aux assurés sociaux, maintien de la Sécurité sociale pour les médecins qui acceptent certaines contraintes).

Tout rentrerait dans l'ordre si la C.S.M.F. (Confédération des syndicats médicaux français), qui préside le docteur Molier, acceptait de signer le dernier avenant tarifaire, déjà paré par la F.M.F. (Fédération des médecins de France), que préside le docteur Bellet. Mais il est bien évident que la C.S.M.F. n'a aucune raison de se déjuger à quelques mois d'intervalle et les caisses ne sont pas prêtes, d'heure actuelle, à approuver purement et simplement.

De son côté, le Bergeron a déclaré, le 22 février à Chamonix, que si les médecins « persistent à remettre en cause la convention », l'Etat demanderait le licenciement des médecins et « bien sûr, que nous ne les assistions en aucun cas à des salaires. Mais ceux qui veulent continuer un exercice libéral à la Sécurité sociale, nous leur proposons de venir négocier avec nous ». Le C.G.T. et la C.F.D.T. pour leur part, demandent à participer aux prochaines négociations.

**COURS AZ**

Méthode Audiovisuelle

196, rue St-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>)

Tél. 308-94-44 ou 308-93-63

Métro : Palais-Royal

**DACTYLO**

3 cycles de 15 H.

(Débutant perfectionnement vitesse)

ENTRAÎNEMENT machine électrique

**STENO EN 50 H**

Système PREVOST-DELAUNAY

De 8 h à 21 h sans interruption

**Grandes Vacances en Turquie**

Un pays, deux continents, 7 200 km de côtes, douces ou sauvages, 300 jours de soleil, 9000 ans d'histoire, une vingtaine de civilisations prestigieuses, deux des sept merveilles du monde. Tout cela dans l'hospitalité traditionnelle.

Pour tous renseignements : **BUREAU DE TOURISME ET D'INFORMATION DE TURQUIE**

102, Champs-Élysées, Paris-8<sup>e</sup>

Tél. : 225-78-56 et 225-79-84

**LA TURQUIE par TURKISH AIRLINES**

34, boulevard de l'Opéra, 75002 Paris

Ter : 075 80 85

**et 6 programmes été 75**

1 semaine séjour libre à Istanbul... 980 F

2 semaines séjour libre à Kessadesi 1 627 F

ISTANBUL ET LA MER ÉGÉE

Séjour à Marmaris, face à l'île de Rhodes, Circuit : Brousse, Izmir, Ephèse, Kusadasi

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 1 150 F

**LE GRAND TOUR DE TURQUIE**

Istanbul, Brousse, Ankara, le Capadocce, les côtes méditerranéennes et égéennes.

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 1 550 F

**LA TURQUIE DE L'EST**

Les régions les plus sauvages et les plus beaux paysages de la Turquie.

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 2 200 F

**L'IRAN PAR LA TURQUIE**

2 semaines Paris/Paris en pension complète... 1 250 F

**GRANDES VACANCES**

1, rue du Louvre, Paris 1<sup>er</sup>

260.34.35 UC 78 A

Pour recevoir notre brochure « Vacances en Turquie », renvoyez ce bon après l'avoir rempli.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Cité : .....

Code postal : .....

Pays : .....

A C D E F G H

ANJOU 09.99